

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

MÉDIATION INTERETHNIQUE À MITROVICA :
STRATÉGIES ET PERCEPTIONS

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

ALEKSANDAR KOVACEVIC

JUILLET 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à ma directrice de mémoire, Madame Tania GOSSELIN. Je la remercie de m'avoir encadré, orienté, aidé et conseillé.

Je remercie également ma tante, Ranka Kovacevic, pour sa présence à mes côtés depuis le début de ce projet, pour son appui inconditionnel, à la fois matériel et émotionnel.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vi
LISTE DES ABBRÉVIATIONS	vii
RÉSUMÉ	ix
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
CONTEXTE.....	6
1.1 L'histoire mouvementée des Serbes et des Albanais du Kosovo	7
1.1.1 La guerre au Kosovo	11
1.1.2 Le protectorat international.....	13
1.1.3 L'Accord de Bruxelles.....	15
1.2 Mitrovica, symbole du conflit kosovar	18
1.2.1 La répartition de la population à Mitrovica	19
1.2.2 Les enjeux économiques.....	22
1.2.3 Une réconciliation difficile	23
CHAPITRE II	
REVUE DE LITTÉRATURE	25
2.1 La médiation internationale dans les conflits intra et interétatiques.....	25
2.1.1 La nature du conflit et des parties impliquées	26
2.1.2 La nature du médiateur	28
2.1.3 Les stratégies de médiation.....	29
2.2 La médiation locale en ex-Yougoslavie	32
CHAPITRE III	
CADRE THÉORIQUE	39
3.1 Définir la médiation.....	40

3.2	Les stratégies de médiation de Bercovitch	41
3.2.1	Les stratégies directives	43
3.2.2	Les stratégies non directives	45
3.3	La perspective psychosociale	47
3.3.1	Les ateliers de résolution de problèmes	50
3.3.2	Les caractéristiques du médiateur et des parties dans les ateliers de résolution des problèmes	50
3.3.3	La critique des ateliers de résolution de problèmes	52
3.4	L'hypothèse	53
CHAPITRE IV MÉTHODOLOGIE.....		54
4.1	Le choix de l'approche et de la méthode	54
4.2	Le recrutement	55
4.3	Le déroulement des entretiens	56
4.4	Les participants aux entretiens.....	58
4.5	Les spécificités et les limites de la recherche	59
CHAPITRE V RÉSULTATS		61
5.1	La médiation à Mitrovica, 2000-2014	61
5.1.1	Les organisations	62
5.1.2	La formation des médiateurs.....	64
5.2	Les participants.....	64
5.3	Les enjeux.....	65
5.4	Les stratégies de médiation.....	68
5.5	Autres aspects de la médiation interethnique à Mitrovica.....	70
5.6	L'objectif et les résultats de la médiation	71
5.7	Les perceptions des répondants sur le processus de médiation et de réconciliation à Mitrovica.....	75
CONCLUSION		81

APPENDICE A	
QUESTIONNAIRE	87
APPENDICE B	
PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA MÉDIATION INTERETHNIQUE À MITROVICA	90
APPENDICE C	
FORMULAIRE DE CONSTEMENT	91
BIBLIOGRAPHIE	93

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 Répartition ethnique du Kosovo (2009).....	13
1.2 « Quartiers-territoires » de Mitrovica (2012).....	21

LISTE DES ABBRÉVIATIONS

APP	Associazione per la pace
APPK	Association pour la paix Kosovo
BPT	Balkan Peace Team
BPTF	Balkan Peace Team France
CEE	Communauté économique européenne
CSSP	Christian Schwarz-Schilling Project
EULEX	Mission d'État de droit de l'Union européenne au Kosovo
ESI	European Stability Initiative
KFOR	Kosovo Force
KONI	Kosovo-Nothern Ireland project
MCM	Mediation Center Mitrovica
MINUK	Mission des Nations unies au Kosovo
OI	Organisation internationale
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies

OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
RI	Relations internationales
RFSY	République fédérative socialiste de Yougoslavie
UÇK	Ushtria Çlirimtare e Kosovës (Armée de libération du Kosovo)
UE	Union européenne
USAID	United States Agency for International Development

RÉSUMÉ

La médiation internationale en ex-Yougoslavie a permis la conclusion d'accords qui ont mis fin aux hostilités armées entre les différents groupes ethniques en conflit. Cette médiation, parfois qualifiée de « musclée » en raison du recours à des mesures coercitives et du caractère imposé des accords, n'a cependant pas réussi à effacer des clivages ethniques profondément ancrés au sein des sociétés respectives et surtout, les fortes tensions entre les groupes. La situation est particulièrement tendue dans la ville divisée de Mitrovica au Kosovo. Afin de contribuer à approfondir les connaissances sur la médiation interethnique dans cette ville, le volet exploratoire du mémoire vise à identifier les types de stratégies mises en œuvre dans les processus de médiation employés à Mitrovica à l'aide de la typologie des stratégies de médiation internationale de Bercovitch. Le second volet teste l'hypothèse selon laquelle les pratiques de médiation dans cette ville sont centrées sur la transformation des perceptions des acteurs impliqués concernant les intentions et les contraintes de l'autre camp, suivant le modèle proposé par l'approche psychosociale souvent appliquée à la résolution de conflits ethniques locaux suite à la cessation des hostilités. Les informations colligées lors d'entretiens semi-dirigés auprès de dix médiateurs qui ont travaillé ou travaillent toujours dans le domaine de la médiation interethnique à Mitrovica depuis 2000 montrent qu'ils mettent surtout en œuvre des stratégies de médiation non directives auprès de jeunes, d'activistes locaux et de propriétaires d'appartements usurpés. Les médiateurs se donnent avant tout pour objectif la transformation des perceptions des deux parties dans le but d'améliorer les relations interethniques, ce qui confirme l'hypothèse. Les limites à la fois théoriques et pratiques des ateliers de résolution de problèmes et leurs variantes empêchent toutefois de mesurer de manière tangible la contribution de la médiation locale à ce jour au processus de réconciliation à Mitrovica.

Mots clés : Kosovo, Mitrovica, conflit ethnique, médiation interethnique, stratégies de médiation, perceptions, réconciliation.

INTRODUCTION

Conclu en avril 2013, l'Accord de Bruxelles est perçu comme le début d'une résolution pacifique du conflit serbo-albanais jugé jusque-là insoluble. Il s'inscrit dans un processus plus large de négociations à deux volets. Les négociations « techniques » qui impliquent des experts ont débuté avant les négociations politiques. S'il est encore tôt pour qualifier l'Accord de Bruxelles d'historique, il est certain que le processus de négociation dans son ensemble représente un tournant dans les relations entre les Albanais et les Serbes : il a ouvert des canaux de communication réguliers entre les représentants de ces deux ethnies depuis longtemps en conflit¹.

L'Accord a été paraphé par les premiers ministres serbe et kosovar, Ivica Dacic et Hashim Thaçi, après plusieurs mois de difficiles négociations conduites par Catherine Ashton, chef de la diplomatie de l'Union européenne (UE)². C'était d'ailleurs l'UE qui avait proposé de jouer le rôle de médiateur dans ce conflit ; l'invitation n'est pas venue des parties prenantes. Une autre caractéristique importante du processus de négociations est que les représentants locaux ou régionaux n'y ont pas été invités bien que la situation des municipalités se retrouve au cœur des préoccupations des parties impliquées. C'est d'ailleurs pourquoi une partie de la population perçoit cet accord comme une imposition. Le problème se pose avec beaucoup d'acuité dans la ville de Mitrovica, où l'intégration dans le système kosovar provoque beaucoup de résistance auprès de la population serbe (Prelec et Rashiti, 2015). Du côté albanais, la crise

¹ Belgrade refusait auparavant les rencontres directes avec les représentants de Pristina afin d'éviter de reconnaître leur légitimité.

² Depuis la signature de l'Accord de Bruxelles, les pourparlers entre Pristina et Belgrade se focalisent surtout sur l'application des accords conclus et sont menés par Federica Mogherini, chef de la diplomatie de l'UE depuis 2014.

politique qui sévit depuis 2015 retarde la mise en œuvre de l'accord. En effet, l'opposition conteste les compétences et l'autonomie attribuée par l'accord à la minorité serbe, dans lesquelles elle voit le germe d'une entité irrédentiste qui bloquera le fonctionnement des institutions kosovares, comme le fait Republika Srpska en Bosnie-Herzégovine (Freedom House, 2016). Les « demi-mesures » prévues par l'accord empêcheraient pour d'autres la réelle intégration de la population serbe au Kosovo.

L'Accord de Bruxelles ne porte pas sur le statut du Kosovo en tant que tel; il n'inclut pas non plus une reconnaissance juridique de l'indépendance du Kosovo. Il consacre cependant l'autorité du gouvernement kosovar sur tout le territoire. Comme le dit son titre officiel, « Premier accord sur les principes régissant la normalisation³ », l'idée est de « normaliser » les relations entre la Serbie et le Kosovo dans le but de « faciliter la vie de la population ». Cependant, il n'est pas clair si cette « normalisation », qui selon plusieurs implique une reconnaissance indirecte du Kosovo par la Serbie, pourrait mener l'UE à demander la reconnaissance officielle de l'indépendance du Kosovo par la Serbie en guise de condition à l'adhésion de cette dernière à l'UE. Les interprétations divergentes à cet égard suscitent d'ailleurs des tensions qui rendent l'application de l'accord difficile sur le terrain⁴.

³ Selon Merlin (2013), les mots utilisés dans l'Accord de Bruxelles sont choisis de manière à exclure toute connotation politique par rapport au statut du Kosovo. Par exemple, on utilise le terme « accord » et non « traité ». Même le titre de l'accord, qui ressemble à une phrase inachevée, ne comporte pas les noms des entités signataires : le Kosovo et la Serbie.

⁴ Les questions de la représentation régionale du Kosovo (issue des négociations dites techniques) ou celles en lien avec les télécommunications (issues des négociations politiques) illustrent d'autres divergences d'interprétation. La Serbie est obligée de ne plus bloquer la pleine participation du Kosovo aux conférences régionales. Depuis, le Kosovo utilise la dénomination « Kosovo * » — l'astérisque ne préjuge pas du statut du Kosovo et est en conformité avec la Résolution 1244 et l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo (Cour internationale de justice, 2010). Le deuxième accord octroie un préfixe téléphonique au Kosovo qui, selon les autorités de Pristina, est un préfixe international. La Serbie argue plutôt que le Kosovo ne reçoit pas ce préfixe en tant que pays, mais en tant que « zone géographique spécifique », comme c'est le cas de Hong Kong.

Le terme de médiation est utilisé dans de nombreux contextes et il en existe plusieurs définitions (De Carlo, 2004). La plupart des théoriciens de la médiation internationale reprennent l'idée générale de Moore, pour qui la médiation représente « un processus dans lequel les parties en conflit utilisent l'assistance d'une tierce partie pour régler ou résoudre leurs différends » (Moore, 2003, [notre traduction]). À partir des années 1990, les acteurs de la société civile sont de plus en plus impliqués dans les processus de médiation. Dans la phase du rétablissement de la paix, les acteurs non étatiques participent parfois à un processus de médiation parallèle, qui prépare ou accompagne les négociations officielles. Au moment de la consolidation de la paix, une fois cessées les hostilités, l'accent est mis sur un processus de réconciliation au cours duquel les acteurs de la société civile sont particulièrement actifs. Cette phase, étalée sur une longue période, implique souvent une confrontation avec les causes profondes du conflit dans le but de prévenir leur récurrence, et donc assurer une paix viable (Wallis, 2013). La médiation au niveau local est une composante essentielle de ce processus (United States Institute for Peace, s.d.).

De manière générale, la médiation qui se déroule au plan local est peu documentée. Les travaux existants sont avant tout centrés sur les phases « actives » des conflits plutôt que sur ce qui survient après la fin des hostilités armées (Diaz, 2008, p.3). Les travaux menés sur les médiations conduites pendant et suite au conflit en ex-Yougoslavie (surtout en Bosnie) n'échappent pas à cette règle, et focalisent largement sur les tractations impliquant des acteurs nationaux ou internationaux. Cependant, il existe quelques documents (souvent produits par des ONG) portant sur les processus de médiations locaux. Dans le cas de Mitrovica, cette documentation, bien que limitée, permet l'identification de quelques organisations engagées dans des actions de médiation et de rapprochements intracommunautaires. Nous nous sommes appuyés sur ces informations pour communiquer avec des médiateurs actifs à Mitrovica entre 2013 et 2016. Les dix entretiens que nous avons menés avec les médiateurs visaient à répondre à la question suivante, qui se décline en deux volets :

Quel est l'objectif de la médiation interethnique à Mitrovica et quelles stratégies sont mises en œuvre afin d'atteindre cet objectif ?

La perspective des médiateurs est rarement analysée dans les travaux sur l'ex-Yougoslavie. Cette perspective est forcément différente de celle des parties en conflit. Ce choix s'explique par deux raisons : tout d'abord, le mémoire veut contribuer à combler les lacunes importantes dans le domaine des connaissances sur les stratégies de médiation locale, plus spécifiquement celles adoptées au Kosovo. Ensuite, les médiateurs sont les mieux placés pour expliciter ces stratégies; en effet, même si les autres parties impliquées « expérimentent » forcément le déploiement de ces stratégies, il n'est pas certain qu'ils en perçoivent tous les tenants et aboutissants. Ces entretiens nous permettent non seulement d'approfondir le processus de médiation à Mitrovica mais aussi de le comparer avec la médiation menée au plan national et international dans les Balkans et dans le cadre de conflit interethniques ailleurs dans le monde. Le travail combine les approches exploratoire et déductive. Dans le but de repérer les pratiques de la médiation à Mitrovica, nous nous appuyons sur la catégorisation des stratégies de médiation internationale proposée par Bercovitch. Nous testons notre hypothèse en s'appuyant sur l'approche psychosociale en médiation, souvent appliquée en médiation locale dans les zones marquées par les conflits ethniques.

Nous commençons au chapitre I (Contexte), par présenter l'histoire complexe des relations entre les Albanais et Serbes du Kosovo et le contexte dans lequel se déroule la médiation à Mitrovica. Le chapitre II (Revue de littérature) nous familiarise avec le terme de la médiation, et son rôle dans les conflits ethniques, et plus précisément en ex-Yougoslavie. Nous poursuivons au chapitre III en posant notre cadre théorique et les hypothèses. On y aborde les concepts du conflit, des stratégies de médiation internationale et de l'approche psychosociale en médiation. Le mémoire détaille ensuite la méthodologie que nous avons employée pour colliger des données

originales sur le terrain, analysées au chapitre IV. Nous terminons avec une conclusion qui problématise les actions entreprises par des acteurs locaux et internationaux dans leurs tentatives de résolution du conflit kosovar.

Dans ce mémoire, nous utilisons le nom Mitrovica Nord (Severna Mitrovica en serbe) pour désigner la municipalité située au nord-ouest de l'Ibar, peuplée majoritairement par les Serbes. La partie sud, peuplée par les Albanais, a gardé son ancien nom Mitrovicë (Mitrovica en français). Afin d'éviter la confusion, dans le reste du texte, nous utilisons le nom Mitrovica Sud pour désigner la partie sud de ville, et le nom Mitrovica pour la ville englobant la partie serbe et albanaise, comme c'était le cas avant le conflit.

CHAPITRE I

CONTEXTE

To work in former Yugoslavia is to enter a world of parallel truths. Wherever you go, you encounter the same resolute conviction that everything that had befallen the region is always someone else's fault, except one's own side... Each nation has embraced a separate orthodoxy in which it is uniquely the victim and never the perpetrator. (Silber et Little, 1997, cités dans Zdravkovic, 2005, p.94)

Afin de mieux comprendre les stratégies et pratiques employées par les acteurs engagés à sa résolution, il est nécessaire de présenter quelques éléments du contexte du conflit au Kosovo. Ce chapitre aborde l'histoire complexe des relations entre les Serbes et les Albanais du Kosovo. Les discours vernaculaires de l'histoire lointaine et récente de la région sont également pris en compte vu le fait qu'ils contribuent à la perpétuation du conflit. Car, au Kosovo comme dans la plupart des conflits ethniques, « le passé est souvent utilisé pour légitimer des revendications nationales ou politiques, et pour justifier les actes de violence envers l'autre groupe ethnique » (Zdravkovic, 2005, p.1, [notre traduction]). La démystification de ce type de discours fait d'ailleurs parfois partie du processus de pacification au niveau local. Afin d'éviter la réduction de ce conflit à la manifestation d'oppositions « ethniques », nous allons également décrire la situation politique, sociale et économique dans la ville divisée de Mitrovica.

1.1 L'histoire mouvementée des Serbes et des Albanais du Kosovo

Certains auteurs qualifient le conflit au Kosovo comme récemment construit par la propagande (Malcolm, 1998; Mertus, 1999). Ainsi, Malcolm (1998) relie (l'éventuelle) résolution de ce conflit à la capacité de la population serbe à surmonter leur « fixed pattern of thought » par rapport au Kosovo⁵. Les autres voient ce conflit plutôt comme le produit de haines ancestrales⁶ qui, avec les atrocités commises lors de la guerre en 1999, rendent la réconciliation entre les Serbes et les Albanais peu probable, voire impossible (Mearsheimer, 2000; Roux, 2005).

Pour les deux groupes, le Kosovo joue un rôle important dans la mémoire collective (Wolff, 2003). Dans le discours officiel et vernaculaire, les Albanais et les Serbes revendiquent un droit exclusif sur le Kosovo.

Pour les Serbes, le Kosovo représente le berceau de leur culture et de leur histoire tandis que les Albanais se voient comme les descendants directs des Illyriens, premiers habitants de la région⁷. Plusieurs auteurs ont établi des parallèles entre le conflit kosovar et celui entre les Israéliens et les Palestiniens en ce que « two ethnic communities with distinct languages and religious traditions lay claims to the same territory with competing historical arguments as evidence ». (Ramet, 1995, p.197).

Les relations entre les Serbes et les Albanais du Kosovo sont souvent présentées comme une lutte permanente entre dominant et dominé, marquée par le nettoyage ethnique et d'autres formes de violence (Tratnjek, 2006). Ce rapport de force

⁵ « When ordinary Serbs learn to think more rationally and humanely about Kosovo, and more critically about some of their national myths, all the people of Kosovo and Serbia will benefit—not least the Serbs themselves » (Malcolm, 1998, p. 355-56).

⁶ Selon Vickers (1998), les relations haineuses entre les Serbes et les Albanais existent au moins depuis 85 ans.

⁷ Pour légitimer leur droit exclusif sur le Kosovo, les Albanais évoquent souvent le principe de l'autochtonie tandis que les Serbes avancent des arguments historiques et le principe de souveraineté.

commence avec la chute du royaume médiéval serbe après la célèbre bataille de Kosovo Polje en 1389 aux mains de l'Empire ottoman. Cette bataille, comme la Masada chez les Juifs, est gravée dans la conscience collective des Serbes et représente « a turning point, because five centuries of subjugation under Ottoman rule follow it » (Zdravkovic, 2005, p. 104-105). Dans les discours vernaculaires, les Serbes se présentent comme un peuple martyr et défenseur de l'Europe chrétienne face à l'envahisseur ottoman (Tratnjek, 2010; Zdravkovic, 2005).

Le pouvoir ottoman a favorisé l'ascension sociale des Albanais largement islamisés au détriment des Serbes orthodoxes jusqu'à la reprise serbe du Kosovo en 1912 lors des guerres balkaniques. Dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes (rebaptisé Royaume de Yougoslavie en 1929), la population albanaise perd son statut d'élite. Selon Wolf (2003), le pouvoir royal⁸ a favorisé l'implantation des colons serbes et monténégrins au Kosovo et en même temps a essayé, cependant sans succès, d'imposer la langue serbe et d'assimiler la population albanophone. Le nationalisme albanais se développe pendant la Deuxième Guerre mondiale, quand une grande partie du Kosovo est rattachée à l'Albanie, elle-même soutenue par l'Italie fasciste (Tratnjek, 2006). Les colons serbes et monténégrins sont la cible principale des attaques et un nombre important est expulsé du Kosovo. La partie nord avec les mines de Mitrovica demeure en Serbie, sous occupation allemande. L'appui des régimes mussolinien et nazi à la grande Albanie a compliqué la résistance des communistes albanais, qui dépendaient politiquement et militairement des communistes yougoslaves. Cette subordination a par la suite rendu impossible la réunification du Kosovo avec l'Albanie à la fin de la guerre (Judah, 2002; Gjeloshaj et Waele, 2000).

⁸ La dynastie royale serbe était à la tête de la monarchie.

La République fédérative socialiste de Yougoslavie (RFSY)⁹ jusqu'à la mort de Tito en 1981 représente l'une des rares périodes de la cohabitation pacifique entre les Albanais et les Serbes. Cette période est marquée par l'urbanisation et une industrialisation accrue du Kosovo (soutenues par les financements fédéraux) et l'émergence d'une élite albanaise¹⁰ (Roux, 2005). Au sein de la fédération yougoslave, le Kosovo disposait d'une large autonomie¹¹, notamment après l'adoption de Constitution de 1974 quand la province fonctionne comme une quasi-république (Roux, 2005). Cependant, malgré la cohabitation pacifique entre les Serbes et les Albanais dans la Yougoslavie titiste, le vrai rapprochement entre ces deux peuples n'a eu jamais lieu, ce dont témoigne la quasi-inexistence de mariages et de villages mixtes (Roux, 2005; Sekulic *et al.*, 1994; Tratnjek, 2006). Dans leurs discours vernaculaires, les Serbes et les Albanais qualifient cette période de façons diamétralement opposées : les Albanais se voient victimes du régime communiste serbe (à l'exception des quelques années qui ont suivi l'adoption de la Constitution de 1974) tandis que les Serbes se sentent marginalisés au sein d'un Kosovo désormais « dominé » par les Albanais (Zdravkovic, 2005). La dégradation importante des relations interethniques au Kosovo commence au début des années 1980. Mertus (1999) distingue quatre événements critiques qui ont contribué au développement de la crise kosovare entre 1981 et 1990 : les manifestations des étudiants albanais en 1981¹², le cas de Martinovic¹³, le massacre de Paracin¹⁴ et la maladie mystérieuse qui

⁹ Le nom « Yougoslavie » en serbo-croate signifie l'État des Slaves du Sud.

¹⁰ Jusqu'en 1945, 90 % des Albanais au Kosovo étaient analphabètes (Roux 2005).

¹¹ Comme la Voïvodine, le Kosovo possédait le statut de « province autonome » au sein de la Serbie.

¹² Les revendications des manifestants albanais en 1981 pour que la province devienne la septième république yougoslave étaient perçues par la Serbie comme un acte de séparatisme étant donné que les républiques, selon la constitution yougoslave, disposaient du droit de sécession conditionnel (Mertus, 1999).

¹³ Aux yeux des Albanais, le cas Martinovic implique une blessure anale auto-infligée tandis que les Serbes parlent d'une agression sexuelle contre un paysan serbe du Kosovo commise par des nationalistes albanais.

¹⁴ Le massacre de Paracin concerne le meurtre de quatre soldats yougoslaves par un soldat albanais. Pour les Serbes, il s'agit d'une attaque terroriste tandis que pour les Albanais, cette attaque apolitique a été commise par une personne souffrant d'un trouble mental.

a frappé des enfants albanais d'une école primaire au Kosovo¹⁵. Perçus et interprétés différemment par les Albanais et les Serbes, ces événements ont contribué à la création d'un climat de peur réciproque, de paranoïa et de haine entre ces deux ethnies. Profitant du sentiment de victimisation des Serbes du Kosovo et de fortes tensions générées par ces événements, Slobodan Milosevic devient président de la République de Serbie (Wolff, 2003; Zdravkovic, 2005). Selon Zdravkovic (2005, p.103), « Milosevic tapped into and raised to the official level, previously repressed collective memories of the Kosovo Serbs and their latent antagonism and resentment toward the Albanians ». À Belgrade, le discours médiatique prend une tournure clairement anti-albanaise qui aggrave la détérioration des relations entre les Serbes et les Albanais. Notamment, la diminution de la population serbe au Kosovo a été instrumentalisée dans le cadre d'une stratégie de victimisation (Rosière, 2005). Le taux de natalité élevé des Albanais était présenté par les nationalistes serbes comme une « arme démographique » ayant pour objectif la conquête définitive de la « terre sacrée » par les Albanais musulmans¹⁶. Enfin, avec une série de modifications apportées à la Constitution de 1974, Milosevic réduit considérablement l'autonomie du Kosovo au sein de la Serbie en 1989 (Tratnjek, 2010; Pescanik, 2011). Au début des années 1990, environ 123 000 Albanais ont été renvoyés de leur emploi dans l'administration, l'éducation, la télévision, les hôpitaux et toutes les autres institutions publiques importantes. Largement majoritaires au Kosovo¹⁷, les Albanais instaurent

¹⁵ Selon les Albanais, il s'agit d'un cas d'empoisonnement massif perpétré par les Serbes tandis que pour les Serbes, cet événement médiatisé à la presse occidentale, représente une tentative des Albanais d'internationaliser la question kosovare.

¹⁶ Selon Rosière (2005) et Roux (2005), les flux migratoires du Kosovo vers la Serbie centrale étaient essentiellement économiques et concernaient majoritairement des Serbes. L'accroissement naturel des Albanais était de 25,3 % en 1981, mais seulement de 4,2 % pour les Serbes (Rosière, 2005). La tendance démographique des Serbes chute encore plus à la fin de la guerre tandis que la poussée démographique des Albanais reste forte. Cependant, plusieurs études démontrent qu'il s'agit d'une tendance naturelle. Selon la typologie de Jean-Claude Chesnais, la « dynamique démographique albanaise se situe, à l'échelle mondiale, dans le groupe des transitions démographiques longues ».

¹⁷ Minoritaires au sein de la Serbie, les Albanais représentaient 82,2 % de la population au Kosovo en 1991 et 92,2 % après la guerre (statistiques non officielles) (Rosière, 2005). Ces données sont

des institutions parallèles¹⁸ financées en grande partie par la diaspora albanaise et proclament l'indépendance du Kosovo après un référendum clandestin organisé en 1991 (Wolff, 2003; Pescanik, 2011). Conscients de la supériorité militaire de l'armée yougoslave et de la police serbe, les Albanais ont recours à la désobéissance civile pour exprimer leur mécontentement. La répression de la police serbe dans les années 1990 ainsi que la marginalisation de la question kosovare sur la scène internationale radicalisent le mouvement sécessionniste albanais qui s'organise alors autour de l'Armée de la libération du Kosovo (UÇK) (Wolff, 2003; Roux, 2005)¹⁹.

1.1.1 La guerre au Kosovo

En 1998, l'UÇK utilise des tactiques de guérilla contre la police et les civils serbes (Wolff, 2003). La réponse des forces serbes aux attaques de l'UÇK ne se limite pas seulement aux membres de cette organisation; des civils sont également victimes de la répression. En 1999, après la débâcle des négociations de Rambouillet menées sous l'égide du Groupe de contact entre les indépendantistes albanais et la Serbie, l'OTAN bombarde les positions serbes sans approbation de l'ONU.

Suite aux premières attaques aériennes de l'OTAN contre des cibles militaires en Serbie, l'armée serbe entame des déportations massives de la population albanaise. Selon les données de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM, 2008), 800 000 Albanais ont été chassés de leurs foyers pendant la guerre au Kosovo. La

cependant peu fiables dans la mesure où elles reposent sur des méthodes de probabilité strictement mathématiques et non sur le recensement de 1991, boycotté par les Albanais.

¹⁸ Dans le but d'éradiquer ces institutions, le régime serbe a entamé une répression à grande échelle à l'encontre des Albanais du Kosovo.

¹⁹ Selon certains auteurs, cette radicalisation, qui s'entame juste après à la signature de l'Accord de Dayton (qui a mis la fin à la guerre en Bosnie), avait pour l'objectif l'internationalisation de la question albanaise.

guerre prend officiellement fin le 10 juin 1999 quand le gouvernement yougoslave signe l'Accord de Kumanovo, qui transfère la gouvernance de la province serbe du Kosovo à la Mission des Nations unies au Kosovo (MINUK). L'OTAN (KFOR) est alors chargée d'assurer la sécurité de la MINUK. La KFOR déploie ses effectifs dans cinq zones de responsabilité géographique qui sont toujours en vigueur : le secteur de Pristina/Prishtinë (centre-ouest, Royaume-Uni), le secteur de Mitrovica/Mitrovicë (nord-ouest, France), le secteur de Gnjilane/Gjilan et d'Urosevac/Ferizaji (sud-est, États-Unis), le secteur de Pec/Pejë et de Djakovica/Gjakovë (ouest, Italie), ainsi que le secteur de Prizren (sud, Allemagne) (Sénat, 2013).

Dans la situation chaotique qui suit le retrait de l'armée yougoslave et le déploiement tardif des forces de la KFOR, une partie des populations serbes et roms fuient la province, en partie expulsées par des extrémistes albanais, en partie poussées par la peur d'actes de vengeance en réponse aux exactions des forces de sécurité serbes et yougoslaves durant la guerre. Elles se sont déplacées en Serbie et dans le nord du Kosovo. Le reste de la population serbe vit dans quelques enclaves²⁰, en majorité privée d'emploi et tenaillée par un sentiment d'insécurité (Braem, 2004; Roux, 2005). Le sort de la population rom est encore moins enviable étant donné que ce peuple ne peut pas se réfugier dans un pays où ils sont majoritaires²¹.

²⁰ Les Serbes vivant dans les enclaves forment 80% de l'ensemble de la population serbe du Kosovo (Helsinki Committee for Human Rights in Serbia, 2008).

²¹ Considérés comme pro serbes par les Albanais, des quartiers roms sont en grande partie détruits par les militants albanais dans l'immédiat après-guerre. Comme les Roms du Kosovo sont en majorité musulmans, ils ne sont pas bien vus dans les régions peuplées par les Serbes orthodoxes non plus.



Figure 1.1 Répartition ethnique du Kosovo (2009)

Source : Leclerc, Jacques « Kosovo » dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, CEFAN, Université de Laval (2014). En ligne, (<http://www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/Kosovo.htm>), (7 juin 2016), 155 Ko.

1.1.2 Le protectorat international

Malgré la volonté affichée de la communauté internationale²² de créer un Kosovo multiethnique et une forte présence des troupes de la KFOR sur le terrain, en mars 2004 la situation dégénère et des affrontements provoquent 19 morts, la destruction de 35 églises et monastères orthodoxes serbes, ainsi que le déplacement de plusieurs milliers de Serbes du Kosovo qui se réfugient en Serbie et dans le nord du Kosovo.

²² Le groupe impliqué dans la résolution de la crise kosovare est composé en grande partie de pays favorables à l'indépendance du Kosovo (et membres de l'OTAN), ce qui suscite la méfiance chez les Serbes, pour qui cette position est l'équivalent d'un biais ouvertement antiserbe.

Les négociations internationales sur le statut final du Kosovo débutent en 2006 à Vienne, sous l'égide de l'envoyé spécial de l'ONU Martti Ahtisaari et du Groupe de contact. Bien que certains aspects des négociations tels que la décentralisation et l'économie progressent, les deux parties restent diamétralement opposées sur la question du statut lui-même. En février 2007, Ahtisaari propose « une indépendance surveillée » pour la province. La supervision internationale serait dotée de pouvoirs importants, mais précisément ciblés dans des domaines critiques tels que les droits des communautés, la décentralisation, la protection de l'Église orthodoxe serbe et la consolidation des capacités et de l'indépendance du pouvoir judiciaire, entre autres (Nations unies, 2007). Ce projet est soutenu par les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres pays européens, mais pas par la Russie, pour qui cette proposition ne respecte pas le principe de souveraineté.

Le 17 février 2008, le Parlement du Kosovo déclare l'indépendance du Kosovo. En juillet 2010, la Cour internationale de justice a estimé que la proclamation unilatérale de l'indépendance du Kosovo n'allait pas à l'encontre du droit international (Woehrel, 2013). Cependant, l'avis de la Cour est très prudent puisqu'il ne concerne pas le droit du Kosovo à accéder à l'indépendance, mais uniquement la déclaration elle-même (Sénat, 2013). La Constitution du Kosovo adoptée en juin 2008 comprend plusieurs dispositions du Plan Ahtisaari « notamment en matière de protection des minorités²³ et d'État de droit » (Sénat, 2013). Le plan Ahtisaari prévoit un important degré d'autonomie pour les municipalités ayant une majorité serbe, incluant la possibilité de s'associer entre elles ainsi qu'avec des municipalités en Serbie (Gallucci, 2011). En même temps, Ahtisaari, bien conscient des clivages ethniques profondément ancrés dans la société kosovare, avait veillé à ne pas proposer une constitution aussi rigide que celle de la Bosnie-Herzégovine afin d'éviter de bloquer le fonctionnement du nouvel État et d'encourager les tendances séparatistes. La

²³ Ainsi, les Serbes du Kosovo obtiennent le statut de minorité dans un Kosovo indépendant.

Constitution combine plutôt les approches adaptives et inclusives (Doli et Korenica, 2013), assurant un haut degré d'autonomie à la minorité serbe sans pour autant lui donner ses propres institutions (comme c'est le cas de la Republika Srpska en Bosnie par exemple). Ce plan, annexé à la Constitution du Kosovo, garantit ainsi une certaine intégration des Serbes à la vie politique de la société kosovare. Le plan est cependant rejeté par la Serbie.

1.1.3 L'Accord de Bruxelles

À la différence du plan Ahtisaari qui proposait l'indépendance de la province, l'Accord de Bruxelles adopté en 2013 ne soulève pas directement la question du statut, principale pomme de discorde entre les Serbes et les Albanais, mais porte officiellement sur la « normalisation » des relations entre Pristina et Belgrade. Cependant, seulement deux points de l'Accord portent sur la « normalisation » tandis que les 13 autres relèvent du Plan Ahtisaari (South East European Studies at Oxford, [SEESOX], 2014). À titre d'exemple, les six premiers points de l'Accord prévoient la création, dans le cadre du droit interne kosovar, d'une « Association/Communauté des municipalités à majorité serbe ». Cette Association, qui représente le cœur de l'Accord, est censée assurer une certaine autonomie à la population serbe du Kosovo, notamment dans le domaine du développement économique, de l'éducation, de la santé et de l'aménagement du territoire. Le centre administratif de l'Association, dont les compétences définitives doivent encore être circonscrites, sera à Mitrovica Nord²⁴. Sa création est conditionnée par le démantèlement des institutions parallèles de Serbie (municipalités, écoles, hôpitaux financés par Belgrade) marquant ainsi la fin de la

²⁴ Mitrovica en tant que municipalité multiethnique et unie a cessé d'exister de facto au début du conflit kosovar. La ville est divisée de jure le long de la rivière Ibar, quand le statut de municipalité a été octroyé, lors des négociations, à la partie serbe de la ville, officiellement reconnu sous le nom Mitrovica Nord en 2013.

présence institutionnelle de la Serbie au Kosovo²⁵. L'intégration de la police et celle du système judiciaire des municipalités serbes du Nord au système kosovar sont formulées dans les points 7, 8, 9 et 10 de l'Accord (Sénat, 2013; Merlin 2013). Les derniers points de l'Accord de Bruxelles portent sur les questions en lien avec l'énergie²⁶, les télécommunications et le processus d'intégration européenne.

Suite à la signature de l'Accord de Bruxelles, l'UE a entamé les négociations d'adhésion avec la Serbie et a signé un Accord d'association avec le Kosovo (Service européen pour l'action extérieure, 2013). Selon l'entente entre l'UE et la Serbie, « tout le processus des négociations d'adhésion de la Serbie à l'UE sera mesuré en fonction d'une amélioration visible et durable avec le Kosovo » (UE, 2015). Il semble que Belgrade ait adopté une politique pragmatique quant au Kosovo pour éviter la confrontation avec l'UE et les États-Unis (la majorité des pays occidentaux ont reconnu l'indépendance du Kosovo) et ainsi faciliter le rétablissement de son économie grandement affectée par la crise internationale en 2008 (Economides et Ker-Lindsay, 2015). Pristina, de son côté, a intérêt à appliquer l'Accord afin de se débarrasser de la tutelle internationale (notamment de la MINUK) et ainsi affirmer son indépendance.

²⁵ Certains points de l'Accord ont été formulés avant la tenue du dialogue politique entre Belgrade et Pristina, à la demande de la chancelière allemande, Angela Merkel lors de sa rencontre avec président serbe à l'époque, Boris Tadic. Lors de sa visite officielle à Belgrade, la chancelière informe le président serbe que le statut de candidat au membership de l'UE sera octroyé à la Serbie à condition que celle-ci démantèle ses institutions dans les localités peuplées par les Serbes au Kosovo, qu'elle démontre un progrès visible dans les négociations avec Pristina et persuade les Serbes du Kosovo de permettre à EULEX (Mission d'État de droit de l'Union européenne au Kosovo) de travailler dans les zones serbes du Kosovo (Economides et Ker-Lindsay, 2015).

²⁶ La question de la propriété de la centrale hydraulique de Gazivode et de la station électrique de Valac, toutes deux situées au Kosovo Nord, n'est pas encore précisée. Selon Glamotchak (2010), l'énergie sera au cœur des négociations à venir entre Belgrade et Pristina. À titre d'exemple, le lac de Gazivode, qui se trouve entre le Kosovo Nord et la Serbie centrale, alimente en eau plusieurs villes (y compris Pristina), installations minières et centrales thermiques kosovares.

Un consensus par rapport à l'intégration européenne existe aux parlements serbe et kosovar. Les deux gouvernements veulent organiser leurs sociétés selon le modèle occidental et, à terme, rejoindre l'UE. La proximité géographique et les relations économiques avec les pays membres de l'EU rendent cette option logique. Dans cette perspective, on peut comprendre la position de Belgrade par rapport à l'Accord de Bruxelles et son intérêt à le voir appliqué dans les régions serbes du Kosovo²⁷, car tout retard dans ce dossier entraînerait la suspension des négociations avec l'EU (Sénat, 2013).

Les relations entre Pristina et le nord du Kosovo restent tendues, surtout depuis la tentative de Pristina de relever les gardes-frontières serbes kosovars et de les remplacer par des douaniers albanais à la frontière avec la Serbie en juillet 2011 (International Crisis Group, 2012). Cette action a également affecté les relations entre EULEX (Mission d'État de droit de l'Union européenne au Kosovo), et la KFOR d'un côté, et la population serbe au nord du Kosovo de l'autre, qui accuse ces missions de paix de travailler au profit de l'indépendance du Kosovo.

Le lendemain de la signature de l'Accord de Bruxelles, la population locale serbe commence à manifester contre son application. Elle est soutenue par plusieurs représentants locaux et par la très influente Église orthodoxe serbe, selon laquelle cet accord signifie la reconnaissance de fait d'un système étatique indépendant et la trahison des Serbes du Kosovo par le gouvernement de Belgrade (Merlin, 2013). Les élections municipales, prévues par l'Accord en novembre 2013, étaient censées permettre l'élection des représentants locaux serbes qui, par la suite, négocieraient avec Pristina le degré d'autonomie des municipalités serbes au Kosovo. Les actes de violence dans les bureaux de vote à Mitrovica Nord lors des élections locales en novembre 2013 ont forcé une reprise du premier tour. Le deuxième tour des élections

²⁷ La population serbe éparpillée dans les enclaves a accepté l'autorité de Pristina et montre une plus grande volonté de respecter les Accords de Bruxelles que les municipalités serbes du nord du Kosovo.

en décembre s'est déroulé dans le calme, mais a été marqué aussi par une faible participation de la population serbe du nord du Kosovo (Le Monde, 2013). Par la suite, la situation dans cette partie de la ville s'est encore brutalement dégradée. Le meurtre du conseiller municipal serbe proche des Albanais en janvier 2013, l'arrestation d'un autre candidat serbe et le refus du maire élu de Mitrovica Nord de prêter allégeance aux institutions kosovares témoignent des difficultés de la mise en œuvre de l'Accord de Bruxelles (Krasniqi, 2014).

Du côté albanais, la crise politique entrave la formation de l'Association des municipalités de majorité serbe, prévue en 2015 mais qui se fait toujours attendre (Amnesty International, 2016).

1.2 Mitrovica, symbole du conflit kosovar

À proximité de la limite administrative de la Serbie centrale et séparée entre les aires de peuplement serbe et albanais, Mitrovica présente une situation géopolitique complexe. La rivière Ibar sépare environ 50 000 Serbes concentrés dans les municipalités du nord du Kosovo (Mitrovica Nord, Leposavic/Leposaviq, Zubin Potok, Zvečan/Zveçan) et 1,8 million d'Albanais vivant dans l'ensemble des municipalités du Kosovo (Roux, 2005). En même temps, cette rivière représente la ligne de démarcation entre 7 millions d'Albanais du Kosovo et de l'Albanie, et 7 millions de Serbes au nord du Kosovo et en Serbie. Pour Braem (2004) et Tratnjek (2010), la géographie politique contribue grandement à l'instabilité chronique de la ville.

En tant que ville frontalière et théâtre de violences interethniques, Mitrovica est au cœur des préoccupations des dirigeants albanais et serbes ainsi que de la communauté internationale. Pour les Albanais, la partition de Mitrovica et la création de

l'Association des municipalités à majorité serbe dotée d'un centre administratif à Mitrovica Nord représentent un premier pas vers la sécession de la partie nord du Kosovo et son rattachement à la Serbie²⁸. Par contre, pour les Serbes, l'unification de la municipalité fait partie d'une stratégie d'élimination de la présence serbe au nord de l'Ibar et d'homogénéisation ethnique du Kosovo (Braem, 2004).

1.2.1 La répartition de la population à Mitrovica

Avec ses 101 500 habitants, Mitrovica est importante à l'échelle du Kosovo²⁹. La rivière Ibar sépare la ville en deux parties; au sud, on retrouve 71 909 habitants, dont 69 497 Albanais; le nord de la ville compte 29 460 habitants, dont 22 530 Serbes, 4900 Albanais et environ 1000 Bosniaques (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe [OSCE], 2013). Cette ségrégation ethnique est en bonne partie le résultat des déplacements forcés de la population suite aux nombreux affrontements ethniques qui ont eu lieu depuis 1998³⁰. Ainsi, une partie de la population albanaise qui vivait avant la guerre à Mitrovica Nord s'est déplacée à Mitrovica Sud. Certains Albanais sont restés à Mitrovica Nord, notamment dans les quartiers des Trois Tours³¹, la Petite Bosnie³² et le Mikronaselje/Kodra e Minatorëve

²⁸ « Les territoires revendiqués par Pristina (Prishtinë en albanais) ne sont pas les espaces de peuplement albanais actuels, auquel cas la partition entre un nord serbe et un sud albanais serait acceptable, mais l'espace administratif défini en 1945, devenu un *territoire national* » (Braem, 2004).

²⁹ La superficie du Kosovo est de 10 887 km².

³⁰ En fait, la répartition des habitants de Mitrovica est en grande partie le résultat des nettoyages ethniques perpétrés par les Serbes (durant la guerre) et les Albanais (après la guerre). L'implantation d'un certain nombre des réfugiés serbes de Bosnie et de Croatie à Mitrovica Nord et dans ses environs dans les années 1990, a aussi affecté cette répartition, mais dans une moindre mesure.

³¹ Il y a trois tours identiques sur la rive nord de l'Ibar ; les Albanais vivent autour des tours ouest et centrale et les Serbes près de la tour est. Elles sont connectées à Mitrovica Sud par un pont piétonnier.

(peuplé majoritairement par des Albanais). Ces « quartiers-territoires³³ », tous situés à Mitrovica Nord, fonctionnent comme des enclaves séparées par des barrières physiques et mentales du reste de la ville.

La partie sud de la ville est pratiquement homogène sauf pour quelques Serbes souvent âgés vivant autour de l'Église et du cimetière orthodoxes³⁴ situés au centre de la ville. Les Roms de Mitrovica Sud, également victimes de la purification ethnique, vivent dorénavant en majorité dans les camps des réfugiés des municipalités du Nord (OSCE, s.d.). Un certain nombre de Serbes de Mitrovica Sud et d'autres enclaves du sud du Kosovo ont occupé des appartements abandonnés par des Albanais de Mitrovica Nord. De l'autre côté, une partie des Albanais du nord et des régions rurales du Kosovo se sont installés dans les propriétés des Serbes du sud. Selon les données de l'Office kosovar de la propriété immobilière de la région de Mitrovica (European Stability Initiative [ESI], 2004b), il existe 2585 demandes de retour des propriétés dont 1266 demandes déposées au sud de la ville, 1287 au Nord et 37 à Zvečan. Les occupations illégales ont créé une crise qui persiste toujours et affecte négativement les rapports interethniques. À Mitrovica Sud surtout, une population issue de villages mono-ethniques plus au sud de la province, souvent jeune et peu habituée à la coopération interethnique, est venue prendre la place des habitants serbes. Ces facteurs, ainsi que la barrière linguistique³⁵, représentent des obstacles de

³² Ce nom fait allusion à la composition mixte de Bosnie-Herzégovine. Un certain nombre des Bosniaques y habite, comme dans le reste de Mitrovica Nord. Selon Jardin et Tratnjek (2007), la Petite Bosnie est le « seul quartier réellement multiethnique du Kosovo ».

³³ Tratnjek (2010) définit le « quartier-territoire » comme un espace urbain approprié par des milices (et reconnues comme tels par les habitants) possédant un dispositif sécuritaire « d'urgence » afin d'empêcher l'intrusion de l'adversaire.

³⁴ Les minorités démontrent une plus forte résistance à quitter les domiciles situés à côté des lieux de culte, dotés d'une valeur symbolique importante pour les habitants de cette région.

³⁵ Auparavant, les Albanais du Kosovo parlaient le serbe. Cet état de choses est en train de changer et devient un obstacle pratique à la réconciliation. Les jeunes Serbes et Albanais ont grandi dans des

taille à la réconciliation ethnique tant souhaitée par la communauté internationale. Dans le but de créer un lieu de rencontre sécuritaire entre la communauté serbe et albanaise et d'assurer la libre circulation des Serbes travaillant pour les organisations internationales, la KFOR a instauré et patrouille encore aujourd'hui une « Zone de confiance³⁶ » dans la partie sud de la ville, à côté du pont principal.

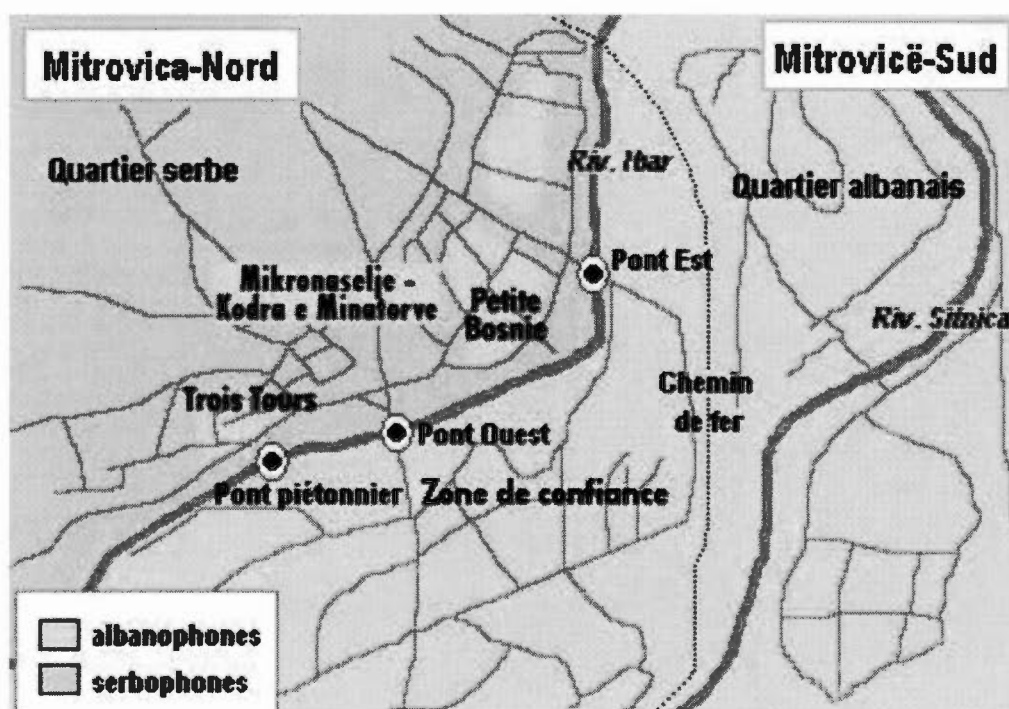


Figure 1.2 « Quartiers-territoires » de Mitrovica (2012)

Source : Leclerc, Jacques « Kosovo » dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, CEFAN, Université Laval (2014). En ligne (<http://www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/Kosovo-1general.htm>, 7 juin 2016), 120k.

sociétés séparées et, par conséquent, n'ont pas eu l'opportunité d'apprendre la langue de l'autre groupe ni de tisser des liens.

³⁶ Les bureaux de plusieurs organisations internationales, y compris ceux de la MINUK, se trouvent dans ce quartier.

1.2.2 Les enjeux économiques

De nombreux problèmes économiques rendent la réconciliation difficile entre les communautés albanaise et serbe de la ville. Malgré un bon taux de croissance (2,9 % en 2013) et une situation budgétaire relativement saine, le Kosovo dépend de l'aide extérieure et des transferts de la diaspora (Vathi et Black, 2007). Avec un taux de chômage de 45 % (juin 2012), qui grimpe à 65 % chez les jeunes de 15-25 (Lansford, 2015), le Kosovo est l'une des régions les plus pauvres et les moins développées de l'Europe. L'instabilité politique et la corruption³⁷ entravent son développement économique (Transparency International, 2014).

Selon les données de l'European Stability Initiative [ESI] (2004a), les tensions ethniques et la désindustrialisation ont créé une crise économique et sociale à Mitrovica sans précédent dans la région. Comme l'économie de cette ville dépendait en grande partie du complexe industrio-minier de Trepca (Trepca comptait 7060 employés en 1989 et seulement 779 en 2003 [ESI, 2004]), le ralentissement de l'exploitation du complexe à partir de 1989³⁸ a significativement contribué à la paupérisation de la ville³⁹.

L'existence de deux économies distinctes demeure une spécificité de Mitrovica. En fait, ce phénomène commence en 1989 quand les Albanais, en réponse à la

³⁷ Selon les données de Transparency International de 2014, le Kosovo et l'Albanie sont les pays les plus corrompus dans l'Europe du Sud-Est.

³⁸ « De 1989 à 1995, la production industrielle [de Trepca] a enregistré un recul de 71,6 %, soit le chiffre le plus élevé de toute l'histoire kosovare » (ESI, 2004). Une des raisons du déclin de la production à Trepca est le licenciement des employés albanais sur décision de Belgrade.

³⁹ La province du Kosovo était la région la plus pauvre de l'ex-Yougoslavie et le principal bénéficiaire de la redistribution par l'État fédéral.

discrimination de l'État serbe, organisent une société et une économie parallèles⁴⁰ jusqu'à l'établissement des institutions kosovares suite au retrait de l'État serbe du Kosovo en 2000. Cependant, ce retrait n'a été que partiel. Les institutions de la Serbie ont continué à fonctionner dans le nord du Kosovo et, dans une moindre mesure, dans les autres enclaves serbes. Avec la signature des Accords de Bruxelles en 2013, un processus graduel de démantèlement de ces institutions est mis en place afin d'intégrer la population serbe au système kosovar, malgré son opposition.

1.2.3 Une réconciliation difficile

Le clivage de Mitrovica n'est pas seulement ethnique et économique; l'organisation des services, l'appartenance religieuse, la monnaie et même les plaques d'immatriculation sont différentes. La coopération intercommunautaire est présente seulement dans les trafics criminels comme le commerce illégal du bois et de l'essence (Tratnjek, 2006; Carvajal, 2011). À titre d'exemple, 16 ans après la guerre, la coopération entre les communautés serbes et albanaises est pratiquement inexistante et leurs relations continuent à être marquées par des rapports de domination. Le programme de retour des réfugiés serbes et roms est un échec quasi total. La liberté de circulation n'est pas seulement un problème à Mitrovica et dans la partie nord du Kosovo. Les visites des lieux de culte orthodoxe se font souvent sous la protection de la police ou de la KFOR; les lieux de culte sont souvent vandalisés. De plus, l'intégration du Kosovo Nord dans le système kosovar, prévue par l'Accord de Bruxelles, est perçue négativement par les habitants de cette région (National Democratic Institute [NDI], 2014).

⁴⁰ Cette société parallèle avec son système de santé et d'éducation, fonctionnait pratiquement comme un État dans l'État. Durant cette période, les Albanais du Kosovo ne payaient pas d'impôts et boycottaient les produits serbes.

Les efforts considérables de la communauté internationale et du secteur non gouvernemental dévoués à la construction d'une société tolérante et inclusive au Kosovo n'ont pas encore donné les résultats escomptés. Profondément marqué par les clivages ethniques, le Kosovo (un peu comme la Bosnie) reste une forme du protectorat de l'UE.

CHAPITRE II

REVUE DE LITTÉRATURE

La revue de littérature qui suit présente d'abord les travaux sur la médiation réalisés dans le champ des relations internationales qui se concentrent sur la description et l'analyse de la nature des conflits, des parties, des médiateurs, de même que les stratégies de médiation employées dans divers conflits internationaux et internes. En second lieu, la revue aborde les travaux portant sur le processus de médiation en ex-Yougoslavie, autant sur le plan national ou international que local.

2.1 La médiation internationale dans les conflits intra et interétatiques

Plusieurs auteurs ont exploré les caractéristiques des processus de médiation et leurs résultats dans le cadre de conflits interétatiques et internes. Les quatre principaux éléments mis en avant sont la nature du conflit, celle des parties impliquées de même que celle du médiateur et, enfin, les stratégies employées. Dans les faits, ces éléments sont souvent interdépendants. Les conflits interétatiques, les plus largement représentés dans cette littérature, sont plus susceptibles de s'articuler autour de certains enjeux, et de faire l'objet de médiations menées par certains types d'acteurs. Tous ces aspects influencent les stratégies déployées, et bien évidemment l'issue des médiations. Cette interdépendance rend bien difficile la distinction de la part d'influence directe ou indirecte de chacun des facteurs. Comme nous le verrons plus bas, les classifications présentées dans les travaux sur la médiation (internationale surtout) s'apparentent autant à des réflexions forcément imparfaites de réalités

multiformes qu'à des catégories exhaustives et mutuellement exclusives délimitées par des concepts et des pratiques clairement définis.

2.1.1 La nature du conflit et des parties impliquées

La nature du conflit concerne plusieurs aspects, dont l'intensité du conflit, sa durée et la nature des enjeux. Si ces derniers affectent grandement le processus de médiation, il n'existe pas de consensus concernant leur impact sur les résultats de la médiation. Il est généralement accepté qu'il est plus difficile de résoudre les conflits internes que les conflits interétatiques par la voie de la médiation à cause de la nature des enjeux qui distinguent ces deux types de conflits (Kleiboer, 1996). Les enjeux tangibles comme le territoire, les ressources et la sécurité sont plus typiques des conflits interétatiques tandis que les enjeux intangibles comme l'idéologie, l'ethnicité et l'identité caractérisent souvent les conflits internes (Frazier, 2005; Kirschner, 2009).

Les guerres qui ont ravagé l'ex-Yougoslavie durant les années 1990 sont fréquemment décrites comme ayant un caractère ethnique étant donné que la majorité des populations impliquées s'est identifiée par l'appartenance à un groupe ethnique. Souvent, les conflits comportent plusieurs enjeux ; cette complexité a pour conséquence d'augmenter leur durée et leur intensité. Ainsi, dans le conflit yougoslave, la crise économique, les disputes territoriales et la transition politique ont renforcé les antagonismes ethniques en diminuant les chances d'une résolution pacifique du conflit (Touval, 2002).

La nature du régime (démocratie, autoritaire, hybride), les différences en termes de puissance (capacité économique ou militaire) et le caractère des relations entre les parties influencent les résultats des médiations. Ainsi, dans les situations où les régimes en conflits sont similaires, ils sont plus susceptibles de régler leur conflit afin

de ne pas nuire au fonctionnement de leur alliance (Bercovitch et Houston, 2000; Bercovitch et Lee, 2003). Si ces relations sont conflictuelles depuis longtemps, les chances pour une résolution par la voie de médiation diminuent (Bercovitch et Lee, 2003).

La nature non contraignante de la médiation permet souvent aux États d'inclure une tierce partie dans la résolution d'un conflit sans risque de mettre en péril leur souveraineté étatique ; cela n'est pas toujours le cas quand il s'agit de conflits internes. En acceptant la médiation externe dans un conflit interne, le gouvernement reconnaît la légitimité de son adversaire (Svensson, 2009). Pour cette raison, le gouvernement sri lankais refusa pendant longtemps la médiation externe (Mellin et Svensson, 2009). Les conflits internes n'impliquent pas uniquement deux parties, ce qui rend leur résolution encore plus difficile (Touval, 2002; Frazier, 2005). Ainsi, le processus de médiation dans l'ex-Yougoslavie représentait un grand défi pour les médiateurs. La première phase du conflit yougoslave impliquait huit protagonistes principaux; la guerre en Bosnie qui a suivi, trois parties d'ethnies et de confessions différentes. Les différences culturelles influencent l'efficacité de la médiation parce qu'elles ont un impact sur l'identité et sur les perceptions des acteurs. La rhétorique des leaders nationalistes dans l'ex-Yougoslavie était fondée sur les différences culturelles, religieuses et sur les haines ancestrales, ce qui a attisé l'antagonisme entre les différents groupes ethniques et provoqué un sentiment de peur et d'insécurité. Les conflits au Proche-Orient, au Nigéria, au Congo, au Sri Lanka, en Irlande du Nord ont aussi une dimension culturelle importante (Lazaro, 2003). Au cœur de ces conflits se déroule un processus de psychologie collective par lequel un groupe se perçoit comme la victime d'un autre groupe qui aurait pour objectif sa disparition physique ou politique. Perçus comme une lutte pour la vie et menés avec la dernière énergie, ces conflits sont caractérisés par une violence extrême qu'on ne voit pas souvent dans les conflits interétatiques (Bercovitch, 2003).

2.1.2 La nature du médiateur

Selon Bercovitch et Schneider, les grandes puissances et les organisations internationales (OI) sont les médiateurs les plus fréquents autant dans les conflits internes qu'interétatiques. Les États puissants possèdent les ressources suffisantes pour amener les parties en conflit à faire des compromis ; ils ont la capacité de sanctionner militairement ou économiquement en cas de refus de signer ou pour faire respecter un accord signé (Melin, 2013). Cependant, leurs intérêts géostratégiques compromettent fréquemment leur impartialité. Pour leur part, les États moins puissants peuvent plus facilement gagner la confiance des parties parce qu'ils ne disposent d'aucun levier de puissance susceptible de les forcer à accepter une solution au conflit qui les oppose. Par contre, ces États ne disposent pas des ressources suffisantes pour faire appliquer les accords conclus et assurer leur application sur le terrain (Allouche, 1994).

Bien que la majorité des médiations en ex-Yougoslavie aient été menées par les organisations internationales comme la CEE/UE et l'ONU, certains pays y ont aussi joué un rôle important, notamment par le biais du Groupe de contact, composé de la Grande-Bretagne, de la France, des États-Unis, de la Russie et de l'Allemagne (Touval, 2002). C'est sous l'égide du Groupe de contact que l'Accord de Dayton a mis fin à la guerre en Bosnie. Le rôle des États-Unis était prépondérant au sein de ce groupe lors de la médiation à Dayton (Gow, 1997). La forte pression des États-Unis sur les Croates et les Bosniaques les a persuadés de former une entité commune au sein de la Bosnie.

Il arrive que les organisations hétérogènes ou comptant un grand nombre de membres, de même que des groupes ad hoc, ne réussissent pas à formuler une politique commune quant à la résolution du conflit. L'absence de message clair envoyé aux parties en conflits (Touval, 2002, p.15) peut être néfaste pour le processus de médiation. Ce genre de situation caractérisait notamment la médiation dans le

Haut-Karabakh (Svensson, 2009) et à Madagascar (Lanz et Gasser, 2013). Au début du conflit dans l'ex-Yougoslavie, les États européens rencontraient des difficultés à s'entendre sur le principe prioritaire : l'intégrité territoriale ou l'autodétermination.

D'autres types d'acteurs se sont également impliqués à titre de médiateurs au cours des dernières années. En effet, la période d'après-guerre froide est marquée par l'engagement plus actif des organisations non gouvernementales (ONG) et religieuses dans la résolution des conflits. À titre d'exemple, l'organisation catholique *Comunità di Sant'Egidio* a effectué une médiation entre le président serbe Milosevic et les représentants albanais concernant la réouverture d'écoles en langue albanaise au Kosovo. Bien que l'Accord ait été conclu en 1996, il n'a jamais été appliqué par les parties (Troebst, 1998). L'ONG américaine *Carter Center* a supervisé des discussions entre les représentants bosniaques, croates et serbes résultant dans l'établissement d'un cessez-le-feu temporaire en Bosnie en 1994. En général, la majorité des cas de médiations entreprises par les acteurs de la société civile se déroulent au niveau local (Schweitzer, 2009). Par contre, l'impact de ces médiations au-delà des groupes de participants est souvent remis en question par les auteurs.

2.1.3 Les stratégies de médiation

Dans la littérature portant sur la médiation internationale en sciences politiques⁴¹ les auteurs mentionnent de nombreux facteurs susceptibles d'avoir un impact sur la médiation et ses résultats, dont le degré de maturité du conflit (Zartman, 2001) ou l'impartialité de médiateur (Kaufman et Duncan, 1992). Plusieurs auteurs suivent Bercovitch, qui distingue d'un côté la nature du médiateur, la nature des parties et du

⁴¹ Cette littérature est souvent divisée en deux groupes : le management de conflit et la résolution de conflit. Le premier est plus proche des courants réalistes selon lesquels la médiation ne peut que gérer les conflits, qui sont d'ailleurs inhérents à la nature des relations internationales. Les travaux du deuxième groupe sont plus proches des courants constructivistes, adoptant une approche plus optimiste selon laquelle la médiation peut résoudre les conflits.

conflit, et de l'autre les caractéristiques liées au processus de médiation lui-même, comme les stratégies mises en œuvre, de même que l'environnement dans lequel la médiation a lieu (Bercovitch, 2003; Bercovitch et Houston, 2000; De Kock, 2008; Dieckhoff, 2011; Haixia, 2007; Lazaro, 2003). Le lien d'interdépendance entre ces facteurs rend parfois difficile la distinction de la part d'influence directe ou indirecte de chacun d'entre eux sur les résultats de la médiation (Bercovitch et Houston, 2000).

Pour Bercovitch, le choix de la stratégie de médiation dépend en grande partie des caractéristiques du médiateur : son identité, ses valeurs, ses capacités d'action et ses ressources matérielles. En ayant recours à une stratégie directive, le médiateur essaye de modifier les calculs rationnels des parties en conflit en utilisant différents leviers. Dans les stratégies procédurales, le médiateur établit l'ordre du jour et dirige le processus de communication. Son objectif est de créer un environnement favorable à la résolution du conflit. Le rôle que le médiateur adopte dans la stratégie de facilitation/communication est le plus passif. Sa tâche principale est de transférer les informations et faciliter la coopération en transmettant de l'information entre les deux parties. Les stratégies procédurales représentent les stratégies les plus employées dans la résolution des conflits internes aussi bien qu'interétatiques. Ce sont également ces stratégies qui se montreraient les plus efficaces dans la résolution des guerres civiles (De Rouen et Bercovitch, 2012), tandis que les stratégies directives seraient plus efficaces dans les conflits interétatiques (Haixia, 2007).

Dans le contexte yougoslave, on peut constater la prépondérance des stratégies directives, du moins lors des médiations les plus médiatisées comme la médiation de Carrington et Cutileiro en 1992, de même que celle d'Owen et Soltenberg en 1993 en Bosnie (Touval, 2002). Dans la dernière phase des négociations de Dayton qui ont mené à l'accord du même nom, les médiateurs ont exercé une pression extrême sur les parties. Touval (1996) et Gow (1997) constatent que des mesures coercitives avaient été prévues par le médiateur principal, Richard Holbrooke, de même que

certaines incitatifs telle une aide financière aux Musulmans ou la levée des sanctions de l'ONU imposées à la Serbie afin d'obtenir des concessions. Des stratégies similaires auraient également été mobilisées lors de la médiation qui a précédé les Accords d'Ohrid en Macédoine (Slaveski *et al.*, 2012). Au Kosovo, suite au refus de Milosevic de signer l'Accord de Rambouillet, l'OTAN a bombardé la Serbie, ce qui témoigne de la forme « à prendre ou à laisser » des négociations. Noel (2009) et De Kock (2008) décrivent les stratégies du médiateur de l'ONU Marti Ahtisaari comme directives en raison de la forte opposition de la Serbie à l'indépendance supervisée du Kosovo, qui faisait partie des solutions proposées (par la suite rejetées par la Serbie).

La typologie des stratégies de médiation de Bercovitch ne trouve pas son emploi seulement en relations internationales, mais également dans différents domaines d'activités, autant dans le secteur public que privé. En analysant 214 situations de médiation dans le secteur public de l'éducation en Iowa, David A. Dilts et Ahmad Karim (1990) constatent que les caractéristiques personnelles des médiateurs et les stratégies de médiation employées ont significativement affecté les résultats. Hiltrop (1985) et Metcalf (2008) font le lien entre la nature des enjeux, les stratégies et l'issue de la médiation dans le domaine du travail. Selon Hiltrop (1985), les stratégies non directives se montrent plus efficaces dans la résolution des conflits autour d'enjeux tangibles tel le salaire, mais s'avèrent moins efficaces quand des enjeux intangibles sont au cœur de la dispute. Selon Metcalf, la combinaison des stratégies directives et non directives donne les meilleurs résultats dans la résolution des conflits liés au domaine de la technologie tels les brevets (Metcalf, 2008).

2.2 La médiation locale en ex-Yougoslavie

Certaines organisations ont facilité un dialogue entre les niveaux local et national dans les différentes phases du conflit pour renforcer les ententes proposées ou leur mise en œuvre auprès des différents groupes ethniques impliqués. Plusieurs municipalités multiethniques au Monténégro et en Serbie ont bénéficié d'une médiation préventive de la part de l'OSCE dès le début des années 1990. Dans le but de prévenir la reprise des hostilités ouvertes, cette organisation a facilité le dialogue interethnique dans des municipalités en Macédoine divisées par un conflit entre Macédoniens slaves et albanais (Zannier, 2013). Une tentative de médiation de l'OSCE entre les représentants municipaux de Mitrovica Sud et des réfugiés Roms quant au retour de ces derniers à Mitrovica a eu lieu en 2005. L'OSCE a aussi eu le rôle de médiateur dans quatre municipalités majoritairement serbes dans le nord du Kosovo lors des élections municipales en novembre 2013 (Radio Serbie internationale, 2013).

La médiation interethnique au niveau local en ex-Yougoslavie est en général initiée et menée par des ONG. Malheureusement, ces activités ne sont pas aussi bien documentées que la médiation menée par les OI ou les États. Certains travaux fournissent cependant des éléments d'information. Parver et Wolf (2008) suggèrent que les activités axées sur la réconciliation mise en œuvre par les ONG dans divers conflits ont des effets potentiellement plus durables dans la phase de la construction de la paix. Ces organisations entrent fréquemment en contact direct avec la population locale, ce qui leur permet de tisser des liens de confiance et de loyauté avec les communautés et d'identifier leurs préoccupations immédiates. Cependant, ce même contact plus intime avec la population pourrait compromettre la neutralité du médiateur aux yeux de la population locale. Parfois, la localisation de nombreuses ONG dans la partie du territoire peuplée exclusivement par une ethnie peut créer des soupçons chez l'autre ethnie. Natsios (1997) évoque le cas de Sarajevo où la grande

partie des ONG internationales étaient situées dans la partie bosniaque de la ville, ce qui était vu par certains Serbes comme une prise de position. Les perceptions sont également colorées par le fait que la quasi-totalité des médiateurs (et des ONG en général) provient des États occidentaux ou est financée par ces derniers.

Selon Christine Schweitzer (2009), les ONG Balkan Peace Team (BPT) et Nansen Dialogue étaient deux médiateurs importants provenant de la société civile en ex-Yougoslavie. Les activités de ces organisations étaient centrées sur la promotion du dialogue entre les activistes de la société civile, particulièrement en Serbie et au Kosovo. Le successeur de la BPT, le Balkan Peace Team France (BPTF), a choisi le terrain de la bibliothèque à Mitrovica pour promouvoir le dialogue interethnique au Kosovo (Schweitzer, 2009). Depuis 2005, l'ONG allemande Christian Schwarz Schilling Project — Berlin Center for Integrative Mediation (CSSP) est présente dans plusieurs municipalités au Kosovo. Cette ONG a repris les méthodes de médiation reposant sur les prémisses de la théorie burtonienne⁴² que le médiateur international et ancien haut représentant de la Communauté internationale en Bosnie Christian Schwarz-Schilling et son équipe ont utilisé pendant 10 ans dans 55 municipalités en Bosnie après la signature de l'Accord de Dayton⁴³. Dans le but de compléter le processus de la paix par le processus de médiation mené au niveau municipal dans les zones de post-conflit, la CSSP adapte cette méthodologie à la réalité locale dans certaines municipalités au Kosovo, en Macédoine et au Népal (Diaz, 2008).

⁴² L'analyse psychosociale des conflits internationaux repose sur les postulats de la théorie de John Burton (1998) des « besoins humains fondamentaux » (*basic human needs*) qui fait la distinction entre les affrontements classiques liés à des positions négociables, et ceux des conflits ethniques insolubles caractérisés par la prépondérance des facteurs subjectifs. L'accent de la théorie psychosociale mis sur les facteurs « subjectifs », notamment sur le poids des fausses perceptions et des émotions dans la vie internationale, ne signifie pas que cette théorie sous-estime l'importance des facteurs « matériels » comme le territoire, la puissance ou les ressources. La résolution d'un conflit à long terme n'est pas possible sans que les deux soient considérés (Amaral, 2013; Richmond, 2001).

⁴³ Christian Schwarz-Schilling et son équipe ont effectué 185 cas de médiation locale dans 55 municipalités en Bosnie-Herzégovine dans la période de 1995-2004. Ces médiations menées avec les représentants politiques locaux portaient sur le retour des réfugiés, la réintégration, la représentation proportionnelle, les droits de l'homme.

L'étude exhaustive de Christine Schweitzer (2009) portant sur les stratégies entreprises par les acteurs de la société civile dans la période de 1990-2002 en ex-Yougoslavie nous offre quelques exemples de l'utilisation de certains concepts de la théorie psychosociale par des acteurs non étatiques dans le processus de réconciliation: l'image de l'ennemi, les besoins, les perceptions, les attitudes et l'aspect relationnel. L'application concrète de la théorie psychosociale en médiation se fait à travers des ateliers de résolution de problèmes⁴⁴ (*problem-solving workshops*) ayant pour l'objectif l'amélioration des relations entre les participants et le changement de leurs attitudes⁴⁵. Bien que la dynamique des ateliers de résolution de problèmes soit caractérisée par un haut degré de flexibilité, les auteurs distinguent quatre phases. Dans la première phase, les parties partagent leurs regards sur le conflit et leurs expériences personnelles, leurs besoins (Freeman et Fisher, 2012). Dans la seconde phase, les deux groupes acceptent la légitimité des besoins de l'autre partie et avec l'aide du médiateur, analysent le conflit et dressent parfois des parallèles avec d'autres conflits dans le monde (Freeman et Fisher, 2012; Maiese, 2003). Dans la troisième phase, les participants identifient les obstacles entravant la résolution du conflit et essayent de trouver des solutions mutuellement acceptables (Freeman et Fisher, 2012; Maiese, 2003). Enfin, les participants discutent des moyens de transferts pouvant assurer la diffusion dans leur groupe respectif de la prise de conscience et des solutions qui ont émergé de l'atelier. La transformation des perceptions⁴⁶ devrait, dans un monde idéal, être le résultat de cette dernière phase de transfert.

⁴⁴ Le dialogue interethnique et les ateliers de résolution de problèmes sont le plus souvent mis en œuvre par les acteurs de la société civile (Staub, 2006).

⁴⁵ La théorie psychosociale et son application dans le pratique de médiation sont élaborées plus en détail dans le chapitre suivant.

⁴⁶ La négation de l'identité de l'autre est fréquente dans les conflits ethniques jugés insolubles et entrave le processus de réconciliation. D'après Kelman (2015), la transformation de l'identité et la

Au début des années 1990, les acteurs internationaux organisaient ce type d'ateliers pour promouvoir le dialogue et pour prévenir l'escalade du conflit en ex-Yougoslavie. Ils se déroulaient habituellement en terrain neutre et avaient comme participants des intellectuels ou des représentants politiques. Le Helsinki Citizens Assembly organisé en 1990 et le Verona Forum en 1992 avaient pour but de générer de nouvelles idées quant à la pacification de la région et de sensibiliser au respect des droits des personnes. Leur spécificité repose sur le fait que les représentants politiques de l'opposition, de la société civile et des médias jugés indépendants, donc les acteurs qui s'opposaient à la politique officielle, étaient les participants à ces ateliers. L'ONG Nansen Dialogue a organisé des ateliers similaires en 1997 au Monténégro avec des étudiants serbes et albanais de Pristina⁴⁷ (Bryn, s.d.).

Dans la phase de post-conflit, ce type de médiations devient plus fréquent et s'élargit pour inclure le *grassroot* pour impliquer tout un spectre d'acteurs, notamment des activistes de la société civile, des étudiants, mais aussi des citoyens ordinaires. À ce titre, les activités de l'ONG norvégienne Nansen Dialogue, similaires à celles de l'ONG allemande Berlin Center for Integrative Mediation-Christian Schwarz-Schilling Project (CSSP), sont particulièrement intéressantes :

Nansen Dialogue is marked by the wish to provide a neutral and open space where the different actors in a serious conflict can meet face to face in truthful and honest *communication*. The aim is to break down *enemy images*, as well as to increase *understanding of each other's positions, interests and needs*. *Facilitators* and lecturers try to stimulate the *cognitive analysis of the conflict* itself and the experience of "*the other's position*" (Hushagen et Vik 2003, p.36).

reconnaissance (du moins à un certain degré) de celle de l'autre est le produit du processus d'une « négociation de l'identité » qui se déroule au sein des ateliers. Cette reconnaissance implique la compréhension et la légitimation de la position de la contrepartie, avec laquelle on n'est pas obligé d'être en accord pour autant.

⁴⁷ Il semble que la méthode des ateliers de résolution de problèmes proposée par les théoriciens est modifiée, au moins quand il s'agit du recrutement des participants, car ces ateliers ont été conçus pour cibler les participants proches du pouvoir et comme tels plus en mesure d'influencer les décideurs politiques.

Selon cette description, la médiation de Nansen Dialogue s'apparente à une stratégie de facilitation/communication selon la typologie de Bercovitch, dans laquelle nous situons également la médiation utilisée dans les ateliers de résolution de problèmes. Bien qu'un lien direct avec la théorie psychosociale ne soit pas évoqué, la citation met en valeur les concepts clés de cette théorie. L'analyse cognitive du conflit fait aussi partie intégrante des ateliers de résolutions de conflit. Il semble que les facilitateurs de Nansen Dialogue comme ceux des ateliers de résolution de problèmes doivent posséder une connaissance théorique⁴⁸ dans le domaine de la résolution des conflits (et du conflit en question) pour faciliter l'analyse lors des ateliers.

À partir des années 2000, les activités de Nansen Dialogue se focalisent plus sur Mitrovica étant donné que les anciens participants de nationalité serbe ont quitté Pristina après la guerre. Depuis, l'ONG essaye d'inclure des représentants de Mitrovica dans ses ateliers pour influencer les responsables municipaux et les décideurs politiques (Hushagen et Vik 2003, p.36). Dans ce contexte, Bryn (s.d.) mentionne la participation de 25 représentants politiques de Mitrovica Nord et Sud à un atelier de Nansen Dialogue ayant eu lieu en Norvège en 2006, sans préciser plus de détails. En général, les ateliers de cette ONG se déroulent en terrain neutre, dans les pays voisins ou en Norvège (Bryn, s.d.).

Dans son étude portant sur la médiation de la CSSP dans les Balkans, Diaz (2008) relève que la « médiation intégrative » de la CSSP repose en partie sur des ateliers interactifs de résolution de problèmes tels que développés par Herbert Kelman⁴⁹. La médiation « intracommunautaire » (*inter-community mediation*), au cœur de la « médiation intégrative », s'occupe de la résolution des problèmes au niveau

⁴⁸ Monteville (2006) recommande un facilitateur expérimenté dans le domaine de la thérapie, qui soit en mesure de traiter l'anxiété par rapport à l'identité nationale, la perception de l'autre etc.

⁴⁹ Herbert Kelman compte parmi les théoriciens-praticiens les plus reconnus de l'approche psychosociale.

municipal. Au Kosovo, la CSSP a organisé des médiations dans les municipalités de Urosevac/Ferizaj, Strpce/ Shtërpçë et Orahovac/Rahovec entre les Albanais et les Serbes vivant dans les enclaves situées dans ces municipalités. Le retour des réfugiés, la liberté de circulation et l'intégration de la population serbe dans les structures municipales sont des thèmes ayant figuré à l'agenda de ces médiations municipales (Diaz, 2008).

À part la médiation, les ONG appliquent sur le terrain une gamme d'activités dans la phase de post-conflit afin de contribuer au processus de réconciliation, dont des ateliers de couture, des jeux coopératifs, des activités sportives, des expositions artistiques, des formations en informatique, la création des sites internet promouvant la réconciliation, etc. Les groupes cibles sont souvent composés de personnes vulnérables, notamment les jeunes, les femmes⁵⁰, les réfugiés mais aussi des vétérans de guerre⁵¹. Schweitzer (2009) mentionne des projets réalisés en 1995 dans les villes divisées de Gornji Vakuf (Bosnie centrale) et de Pakrac (Croatie), qui combinaient la reconstruction avec le travail psychosocial auprès des groupes vulnérables. Des enfants sont impliqués dans les activités basées sur les jeux ayant pour but l'établissement des relations entre les enfants d'ethnies différentes et l'éradication des stéréotypes (Schweitzer, 2009; Gamblin, 2007). Jardin et Tratnjek (2007) donnent l'exemple de deux organismes engagés dans le processus de réconciliation à Mitrovica par le biais du sport : l'ONG française Sport sans frontières et Actions civilo-militaires de l'Armée française. L'établissement de centres de jeunesse, la création de magazines pour les jeunes ou l'organisation de camps pour les enfants sont des moyens pratiques que les ONG emploient au Kosovo dans le but de

⁵⁰ Les ateliers de couture pour les femmes avaient pour objectif la réconciliation mais assuraient aussi une contribution financière à ces femmes étant donné que les produits issus de ces ateliers étaient vendus à l'étranger avec l'aide de ces ONG.

⁵¹ Un exemple de l'implication des vétérans de guerre au processus de réconciliation est le projet du Center for Nonviolent Action (CNA) nommé « Dealing with the past ». Dans le cadre de ce projet réalisé en Bosnie, en Croatie et en Serbie, des vétérans invitent à la tolérance et à une confrontation avec le passé (Fischer et Petrovic-Ziemer, 2013).

promouvoir la coopération et la réconciliation interethnique. Dans ce sens, le projet KONI (Kosovo-Nothern Ireland project) au début des années 2000 avait pour but de tisser des liens entre les jeunes Albanais et Serbes par voie du dialogue (Pax Christi International, 2004). Un grand nombre d'activités axées sur les jeunes au Kosovo est en partie dû au fait que les personnes de moins de 25 ans représentent la moitié de la population au Kosovo.

En général, les ONG qualifient les résultats de leurs activités comme bénéfiques pour les participants et pour la société en général. Par exemple, selon les dires des volontaires internationaux impliqués à Gornji Vakuf et à Pakrac, le projet a aidé les personnes à surmonter des traumatismes provoqués par la guerre et à réduire le taux de violence parmi les jeunes dans les camps de réfugiés. La Nansen Dialogue et la CSSP constatent l'amélioration des relations entre les participants après la fin de chaque atelier (Bryn, s.d.; Diaz, 2008). Les participants albanais et serbes engagés au sein du projet KONI ont réussi à établir des relations respectueuses selon les représentants de cette ONG. Si on accepte la validité de ces autoévaluations,⁵² les activités de la société civile auraient eu des résultats positifs sur les personnes qui y ont participé. Cependant, il manque des évaluations systématiques des impacts sur la réconciliation conçue et mesurée plus largement. Selon Schweitzer, les efforts de la société civile n'ont pas apporté de changement positif dans les sociétés concernées et n'ont contribué à la prévention de la violence. Selon Gamblin (2007), malgré un engagement fort de la société civile au Kosovo, le succès des initiatives pacifistes y est mitigé à cause des facteurs externes. Selon Paffenholz (2009), les facteurs contextuels (le comportement de l'État, le rôle des médias, l'intensité de la violence, l'intervention d'acteurs politiques externes et de donateurs) influencent significativement les résultats des activités de la société civile dans les conflits en général.

⁵² Schweitzer (2009) mentionne que les participants dans certains ateliers travaillaient déjà au sein des ONG ou des OI engagées à la pacification de la région, ce qui affecte les résultats et met en doute la pertinence de certaines évaluations.

CHAPITRE III

CADRE THÉORIQUE

Notre recherche se décline en deux volets : le premier, plus exploratoire, vise à identifier les pratiques mises en œuvre dans les processus de médiation employés à Mitrovica. Pour ce faire, nous nous appuyons notamment sur la typologie des stratégies de médiation internationale de Bercovitch; cette typologie fournit des balises permettant de repérer les pratiques qui s'apparentent à celles employées par les acteurs nationaux et internationaux, de même que d'identifier d'éventuelles pratiques qui s'en démarquent.

Le second volet vise à tester l'hypothèse générale selon laquelle *la médiation à Mitrovica se centre sur la transformation des perceptions des acteurs impliqués concernant les intentions et les contraintes de l'autre camp*. L'approche de la psychologie sociale, axée sur les perceptions et leurs transformations, est considérée comme particulièrement pertinente pour les processus de médiation locaux dans les zones affectées par des conflits ethniques jugés intraitables dans la phase post conflit. Aucune étude n'a encore vérifié si la médiation qui se déroule à Mitrovica correspond à cette approche.

Le reste de ce chapitre est organisé en trois parties : il présente d'abord la définition de la médiation, puis les stratégies de médiation proposées par Bercovitch. Enfin, il se tourne vers les principaux éléments de l'approche psychosociale de la résolution de conflits qui nous permettront de tester notre hypothèse.

3.1 Définir la médiation

La médiation en tant qu'intervention d'une tierce partie dans les conflits ethniques prolongés est de plus en plus utilisée depuis la fin de la guerre froide. Il existe plusieurs définitions de la médiation, qui varient notamment sur le plan des objectifs de l'exercice ou de la manière de les réaliser. De manière générale, Zartman et Touval (1996, p.446) écrivent que l'intervention d'une tierce partie a pour « objectif affiché de contribuer à sa réduction ou sa résolution au moyen de la négociation ». Pour notre analyse, nous retenons une définition axée sur les méthodes spécifiques à la médiation. Selon Bercovitch, la médiation est

... a process of conflict management, related to but distinct from the parties' own negotiation, where those in conflict seek the assistance of, or accept an offer of help from, an outsider (whether an individual, an organization, a group, or a state) to change their perceptions or behaviour, and do so without resorting to physical force or invoking the authority of law. (Bercovitch, 1997, p.130).

Cette définition de la médiation présente l'avantage d'être compatible autant avec les approches réalistes que constructivistes. L'expression « gestion de conflit » (« conflict management ») est généralement liée aux approches réalistes voulant que le conflit soit inhérent à la nature humaine et ne puisse donc être résolu de manière définitive. Dans le cadre d'un conflit ethnique comme celui au Kosovo, la médiation pourrait, dans le meilleur des cas, contribuer à une cohabitation pacifique de longue durée entre différentes ethnies, sans assurer pour autant une réconciliation ultime. Les approches constructivistes définissent quant à elles le conflit comme un construit social, qu'il est possible de résoudre par voie de médiation. La transformation des perceptions des participants et de leurs relations joue un rôle crucial (Amaral, 2013; Richmond, 2001; Ropers, 1995)⁵³. La médiation peut donc s'appliquer autant à l'obtention d'un cessez-le-feu et à l'amélioration de la situation sur le plan sécuritaire

⁵³ La résolution du conflit signifie la réconciliation ultime entre les groupes en conflit. Ce processus de réconciliation s'étale sur une période de plusieurs années (Kelman, 2010).

qu'à l'instauration d'une paix durable une fois les armes déposées. L'action du médiateur n'a pas à être uniquement axée sur la modification des calculs rationnels des parties afin de conclure un accord; elle peut également porter sur le changement des perceptions à plus long terme des protagonistes impliqués.

Bien que les travaux de Bercovitch lui-même ne s'inscrivent pas dans une vision psychosociale de la résolution des conflits, sa définition de la médiation s'en approche. La vision psychosociale, qui relève de la famille des approches constructivistes, est surtout développée par les auteurs qui se penchent sur les conflits s'articulant au plan local, dans le cadre de la consolidation de la paix (*peacebuilding*)⁵⁴ où les acteurs de la société civile jouent un rôle important.

3.2 Les stratégies de médiation de Bercovitch

Les trois types de stratégies de médiation internationale de Bercovitch (1992) (reprises par Zartman et Touval, 1996) ont déjà été mentionnés dans la revue de littérature, mais sont présentés plus en détails dans ce chapitre à vocation théorique. Tout d'abord les stratégies directives ou manipulatives, avec lesquelles le médiateur cherche à modifier les calculs rationnels des parties à l'égard d'un accord potentiel (Deas, 2013). Pour ce faire, il doit posséder les ressources adéquates lui permettant de recourir à une combinaison de « carotte » et de « bâton » ou à la conditionnalité afin d'influencer les motivations des parties en conflit.

En second lieu, le médiateur recourt à des stratégies procédurales ou formulatives lorsqu'il établit l'ordre du jour et dirige le processus de communication afin de créer un environnement favorable à la résolution du conflit. Ces stratégies impliquent un

⁵⁴ Johan Galtung fait une distinction entre trois stratégies de la paix : « Keeping the opponents apart (peace-keeping), negotiating a political solution (peace-making) and finally, tying the adversaries into something that could be called a peace system (peacebuilding) » (Schweitzer, 2009).

rôle relativement actif et contraignant de la part du médiateur. Elles sont plus souvent associées à des enjeux où l'aspect légal revêt une certaine importance. Le médiateur tente avant tout de créer un environnement favorable au processus de médiation. Il se charge de l'établissement et du respect de l'horaire, du protocole et de l'ordre du jour. Il fait des propositions, mais ne peut ni ne veut imposer de solution aux parties en conflit. Le médiateur peut inciter les parties à progresser dans les négociations en leur rappelant les contraintes temporelles ou la possibilité que des actions unilatérales donnent des résultats moins bénéfiques que ceux issus de la médiation. Advenant l'impasse, le médiateur met différents choix en avant ou tente de redéfinir les problèmes (Beardsley *et al.*, 2006).

Enfin, les stratégies dites de facilitation ou de communication sont celles qui requièrent le moins d'implication de la part du médiateur. Sa principale tâche est alors de faciliter la coopération en transmettant de l'information entre les deux parties : clarification de la situation, identification des enjeux et des intérêts; encouragement à développer et entretenir un échange entre les parties dans le but de les aider à trouver une solution mutuellement acceptable. Le médiateur demeure neutre au sens où il ne donne pas de conseil ou d'opinion concernant l'enjeu (Bercovitch et Lee, 2003).

Le degré variable d'implication ou d'intervention de la part du médiateur est donc central dans la typologie de Bercovitch. Les stratégies elles-mêmes sont le cœur de la médiation selon lui et ses collègues, car elles exercent un impact direct sur le discours et le comportement du médiateur. Règle générale, les auteurs se contentent de faire la distinction entre les stratégies directives (manipulation) et les stratégies non directives (formulation et communication). Ces deux types de stratégies sont également associés à des visions distinctes des conflits et de la médiation, ainsi qu'à des caractéristiques tels le type d'acteurs impliqués, les enjeux, et l'efficacité de la médiation.

3.2.1 Les stratégies directives

La typologie des stratégies de médiation internationales de Bercovitch est reprise par des auteurs qui s'inscrivent aussi bien dans l'un ou l'autre de deux grandes approches des conflits : l'approche de *gestion du conflit* et celle de la *résolution de conflit*. La première opère dans le cadre stato-centrique et est cohérente avec les approches théoriques traditionnelles en relations internationales (le réalisme et le néoréalisme) selon lesquelles « le conflit est inhérent au système international et la médiation est un moyen pacifique d'exercice du pouvoir » (Dieckhoff, 2011); ses résultats sont expliqués uniquement par la rationalité des préférences et des calculs stratégiques (David, 2006). Selon cette approche, le conflit ne peut pas être résolu, mais son intensité peut être réduite par la voie de la médiation, de la négociation, du marchandage traditionnel ou de l'intervention coercitive d'une tierce partie. Les règlements issus de la médiation peuvent par la suite être soutenus par les forces de maintien de la paix (Richmond, 2001). Les travaux des théoriciens du *conflict management* mettent l'accent sur les acteurs dits de type « Track 1 », ou les hauts représentants politiques, ainsi que les enjeux matériels ou tangibles. Le règlement (*settlement*) est l'objectif de la médiation, et les stratégies directives sont jugées plus susceptibles d'y arriver (Tenenbaum, 2011).

En médiation internationale, les stratégies directives sont typiquement employées par les médiateurs puissants, c'est-à-dire qui disposent des ressources suffisantes pour motiver ou sanctionner les parties dans le but d'obtenir un accord. Il s'agit en général des grandes puissances ou d'organisations internationales. La neutralité de ce type de médiateur est souvent remise en question étant donné que leurs intérêts sont souvent liés à ceux des parties en conflit. Aussi, ce type de stratégie est généralement déployé pour des médiations impliquant de hauts représentants politiques (acteurs de type Track 1) des parties en conflit. Dans le chapitre précédent, nous avons donné des exemples de l'emploi des stratégies directives dans la résolution des conflits

internationaux, notamment en ex-Yougoslavie, où elles ont contribué à l'obtention d'un cessez-le-feu et à l'établissement d'institutions légales. Ce type de médiation mené à haut niveau est souvent critiqué pour la production de pactes entre élites qui ne prennent pas nécessairement en considération les besoins de la population. Si les stratégies directives peuvent augmenter la probabilité que les parties en conflit signent un accord de paix, elles n'en assureraient pas pour autant la durabilité (De Rouen et Bercovitch, 2012; Haixia, 2007; Pospieszna et Schneider, 2011). De plus, l'aspect imposé des propositions, même quand les partis y consentent, ne contribue pas à leur légitimité aux yeux de toutes les parties concernées, menaçant ainsi la réconciliation post-conflit à plus long terme⁵⁵.

Bien que les stratégies directives soient employées par des États puissants ou les grandes organisations internationales, il est possible que certains médiateurs locaux aient recours à ce type de stratégie dans la résolution des différends à Mitrovica, et cela pour plusieurs raisons. Premièrement, si on tient compte de la situation socio-économique dans cette ville, il est possible que certains médiateurs disposent des ressources suffisantes. Les médiateurs de Mitrovica sont souvent associés avec des ONG internationales ou du moins ancrées dans des pays riches (Norvège, États-Unis, Allemagne, etc.) ou des organisations locales financées par des donateurs étrangers. Ils ont donc accès à des moyens qui ne sont pas à la portée d'autres acteurs locaux. Deuxièmement, bien qu'il soit largement accepté que le conflit à Mitrovica est de nature ethnique, cela n'exclut pas la présence d'enjeux de nature plus tangible en tant qu'objets de médiation. Rappelons que les enjeux liés aux territoires, aux ressources et à la sécurité, fréquemment associés aux conflits interétatiques, sont considérés comme étant plus tangibles. L'idéologie, l'ethnicité et l'identité sont des enjeux

⁵⁵ À la lumière des blocages récurrents auxquels fait face la Bosnie et due caractère fragile et surveillé de la paix en Macédoine et au Kosovo, il est plausible de remettre en question la durabilité des accords conclus dans ces trois cas, même si les hostilités armées n'ont pas repris, du moins pas à une échelle significative.

moins tangibles et caractérisent souvent les conflits internes (Frazier, 2005; Kirschner, 2009).

Plusieurs auteurs lient néanmoins l'efficacité des stratégies directives avec la présence d'enjeux tangibles, plus faciles à identifier dans l'agenda de médiation. Ces enjeux plus « mesurables » se prêteraient mieux aux compromis (ou du moins à la proposition de compromis) que les enjeux intangibles (Bercovitch *et al.*, 2009; Ropers, 1995).

3.2.2 Les stratégies non directives

Selon Bercovitch, ce type de stratégies se montre particulièrement efficace pour l'obtention d'un règlement dans le cadre de conflits ethniques, car ces derniers impliqueraient beaucoup d'émotions et de perceptions subjectives et se prêteraient moins facilement à la coercition. Les stratégies non directives sont néanmoins particulièrement mobilisées dans les travaux sur la résolution de conflits plutôt que leur seul gestion.

À la différence des gestionnaires de conflits, les adeptes de la résolution du conflit⁵⁶ centrent leur attention sur les causes profondes du conflit. L'intervention d'une tierce partie vise à faciliter « l'apprentissage humain qui permet d'aplanir les divergences de valeurs, de perceptions, d'émotions et de cultures qui polarisent les sociétés » (David, 2006). Les stratégies non directives excluent toute conditionnalité, faisant la part belle à la communication. « Les différences de perceptions étant à la base du conflit, donc, la résolution durable du conflit se trouve dans la communication entre les parties » (Burton, 1969, cité dans Bercovitch et Lee 2003 [notre traduction]). Le

⁵⁶Dans la littérature, on rencontre parfois l'expression « conflict resolvers » pour désigner les théoriciens-praticiens de l'approche de résolution des conflits. Les théoriciens-praticiens les plus connus sont Azar, Burton, Broome, Fisher, Kelman, et Rouhana.

médiateur a donc pour rôle de faciliter un dialogue aussi ouvert et direct que possible, à même de changer les perceptions des protagonistes et de transformer leurs relations.

Cette importance accordée aux perceptions et aux relations dans la conflictualité n'est pas sans faire écho à la notion de conflit ethnique dit « intraitable » ou insoluble (« intractable conflict » ou « deep-rooted conflict ») à laquelle plusieurs auteurs (Zdravkovic, 2005; Maiese, 2003) réfèrent lorsqu'il est question du conflit au Kosovo. Les individus vivant dans les sociétés marquées par ces conflits de longue durée développent certaines croyances par rapport aux valeurs et normes partagées par les membres de leur propre groupe ethnique, ainsi que des préjugés et des animosités fortes envers l'autre groupe. David (1999) donne l'exemple de la Bosnie où la construction de la menace a contribué au développement d'identités mutuellement exclusives. Dans leur analyse du conflit israélo-palestinien, Rouhanna et Bar-Tal (1998) mentionnent que « les images négatives de l'autre » en viennent à faire partie intégrante d'une identité. Elles s'expriment dans des discours de victimisation et des arguments justifiant un droit exclusif sur un territoire. Cette dimension subjective de la conflictualité des différends ethniques rend leur résolution particulièrement difficile.

Plusieurs auteurs relèvent que les stratégies de communication sont particulièrement appropriées dans les contextes post-conflits (Pospieszna et Schneider, 2011; Natsios, 1997). Elles ont été appliquées dans la résolution des conflits ethniques jugés insolubles en Irlande du Nord et à Chypre. Bien que ces médiations aient impliqué des acteurs dits de Track 1, les médiateurs ont eu recours à des stratégies, tactiques et techniques non directives (dont la réalisation de sondages auprès de la population pour mieux tenir compte des besoins de la population) dans l'optique de résoudre le conflit et d'assurer la réconciliation à long terme (Amaral, 2013). Cependant, les stratégies non directives sont fréquemment associées aux acteurs de type Track 2 (leaders locaux, journalistes, académiques et autres acteurs ayant la capacité

d'influencer le processus politique) et Track 3 (acteurs issus de la base ou « grassroots ») (Richmond, 2001), qu'on retrouve au plan régional, local, ou communautaire.

Les travaux sur les conflits locaux décrivent une gamme d'acteurs ou groupes d'acteurs fonctionnant de façon plus au moins autonome par rapport aux structures étatiques : les jeunes, différents groupes vulnérables (femmes, enfants) ou des leaders locaux (Lefranc, 2007). Parfois, les participants sont des acteurs qui adoptent des comportements belliqueux (membres de groupes rebelles, réseaux criminels). Le choix de stratégie dans le cas de ces médiations dépendrait surtout de la nature du médiateur (Hofmann et Schneckener, 2011). Les conflits sur ce même terrain local seraient également caractérisés par la présence d'enjeux spécifiques liés à la situation locale.

3.3 La perspective psychosociale

La question des perceptions en relations internationales a surtout été examinée en lien avec les processus cognitifs derrière la prise de décision en matière de politique étrangère, notamment par Robert Jervis et ses collègues (Jervis, 1976; Jervis *et al.*, 1985). Bien que les passions et les émotions – notamment la peur et l'empathie – soient fréquemment mentionnées en relations internationales, elles sont plus rarement problématisées (Crawford, 2000). Crawford relève des parallèles entre les RI et le courant cognitif dominant en psychologie dans la seconde moitié du 20^e siècle, mais note également la résilience des approches naturalistes. Ainsi, certains auteurs considèrent la haine, la méfiance et la violence découlant des nationalismes exacerbés comme plus ou moins irréversibles. La vision de John Mearsheimer et Stephen Van Evera du conflit au Kosovo illustre une telle approche dite « primordiale » (expression consacrée dans les études du nationalisme) :

President Clinton is still clinging to his position that NATO should accept nothing less than a settlement giving autonomy to the Albanian Kosovars inside Serb-dominated Yugoslavia. But this goal is not only unattainable, it's also undesirable. Does anyone seriously believe the Albanian Kosovars and Serbs can live together again ? » They continued, "Now Kosovo is consumed by a war that stems from hatreds born of great cruelties that Albanians and Serbs have inflicted on each other in the past. This war could have been avoided if they had been separated by political partition at some earlier point (Mearsheimer et Van Evera, cités dans Crawford, 2000).

De leur côté, plusieurs spécialistes des identités et des conflits ethniques ne problématisent pas (ou peu) les émotions liées aux identités et aux conflits ethniques (Hale, 2004). L'intensité des émotions impliquées est parfois associée au caractère « biologique » ou intrinsèque (liens de sang, « race ») des identités; d'autres au contraire mettent en avant le caractère appris, social ou construit des affiliations nationales et ethniques. Hale argue pourtant qu'il demeure difficile de distinguer les aspects « primordiaux » et « construits » des identités; de la même manière, Ross (2000) souligne qu'intérêts et revendications identitaires sont souvent intimement liés dans les conflits ethniques.

Selon l'approche psychosociale, les attitudes des individus sont en changement permanent face aux nouvelles expériences. Cependant, certains processus normatifs et perceptuels limitent les changements d'attitudes et de perceptions face à l'information qui ne correspond pas aux attentes ou aux opinions préexistantes des acteurs. Dans le cadre des conflits ethniques, ces processus jouent un rôle crucial. La manipulation des normes (par le biais de la mémoire collective, des craintes, etc.) et la mobilisation des identités ethniques, du sentiment patriotique par les élites ou des préjugés contribuent à la perpétuation et à l'escalade des conflits. La menace et le stress permanent dans lesquels vivent les individus dans les sociétés affectées par les conflits ethniques persistants influencent le traitement des informations, qui se manifeste par une sélection, interprétation et élaboration biaisées des informations (Rouhana et Bar-Tal, 1998). De cette manière, ces processus cognitifs favorisent la formation des « mirror

images », un des concepts clés de la psychologie sociale. Ces images réfèrent à la combinaison d'une image positive de soi et d'une image négative de l'ennemi, un processus perceptuel qui caractérise la majorité des relations conflictuelles (Bar-Tal *et al.*, 2009). Dans les conflits ethniques difficiles à résoudre, il est souvent associé à « une peur de l'annihilation individuelle ou collective, à une perception de victimisation face à un ennemi déshumanisé et doté d'une agressivité inhérente » (Kelman, 2009 [notre traduction]). Ces images de son propre groupe et de l'autre sont particulièrement résilientes non seulement en raison des mécanismes psychologiques comme la dissonance cognitive ou « cognitive freezing » qui entravent le changement des attitudes face à une information non congruente avec les perceptions initiales, mais aussi parce que les parties en conflit n'ont pas souvent l'occasion d'être en contact avec la perspective de leur adversaire (Kelman, 2007).

L'analyse psychosociale ne permettrait pas seulement l'identification de ces processus, elle propose également des moyens « pratiques » permettant de faciliter les changements d'attitudes (Kelman, 2008; Demirdöğen, 2011) dans le cadre de médiations moins formelles où l'empathie, la reconnaissance de l'histoire de l'autre, et l'acceptation de la légitimité de la contrepartie jouent un rôle important. (Seymour, 2003). Ces médiations se présentent sous la forme d'ateliers de résolution de problèmes, une alternative à la médiation traditionnelle par les chefs d'État et les diplomates. Ce processus est vu comme étant plus susceptible de permettre l'atteinte d'un compromis qui contribuerait à l'établissement d'une paix réelle et plus durable (Kelman, 2010). La méthode de la résolution de problèmes s'est répandue dans les pratiques de pacification internationale et est de plus en plus employée par les ONG dans les municipalités faisant face aux conflits ethniques.

3.3.1 Les ateliers de résolution de problèmes

John Burton a été le premier à appliquer les principes de la psychologie sociale à la résolution du conflit international de faible intensité entre l'Indonésie, la Malaisie et Singapour (Fisher, 1997; Freeman et Fisher, 2012; Kelman, 2015; Tenenbaum, 2011). Ce premier atelier de « problem-solving » était centré sur les processus perceptuels contribuant à l'escalade du conflit (Freeman et Fisher, 2012). Depuis, le modèle a été repris et développé par plusieurs théoriciens et praticiens. Ce type de médiation alternative offre aux parties en conflit la possibilité d'identifier leurs besoins et contraintes mutuels, d'apprendre à se respecter, à développer un degré de confiance et à s'engager dans un processus de recherche de solutions (Kelman, 2015). Les ateliers, réunissant en moyenne une douzaine de participants pendant trois à sept jours, sont surtout axés sur la relation entre les participants.

3.3.2 Les caractéristiques du médiateur et des parties dans les ateliers de résolution des problèmes

Le médiateur des ateliers est généralement spécialisé dans le domaine de la psychologie sociale, possède des connaissances théoriques sur le conflit social ou sur la résolution des conflits (Allouche, 1994; Kelman, 1990; Maiese, 2003). L'autorité du médiateur repose surtout sur la reconnaissance de son expertise et de sa neutralité par les protagonistes. Sa crédibilité est plus forte s'il dispose d'une connaissance fine de l'histoire du conflit et de ses enjeux principaux (Kelman, 2015) et s'il est entouré d'une équipe ethniquement « équilibrée ».

Cependant, le rôle de médiateur n'est pas nécessairement purement facilitatif. Dépendamment du type d'atelier, le médiateur peut partager ses connaissances théoriques avec les participants pour, par exemple, mettre en évidence l'aspect socialement construit des notions de nation et d'identités. Cependant, dans la majorité

des cas, les interventions du médiateur sont rares, discrètes et souvent formulées sous forme de questions ou d'hypothèses (Maiese, 2003; Kelman, 2015). Il peut reformuler des discours négatifs, réorienter la discussion, fournir des clarifications ou de brèves synthèses. Les ateliers privilégient donc les propositions amenées directement par les parties, même si elles sont reformulées par les médiateurs.

Les ateliers sont conçus de façon à contribuer d'abord aux changements au niveau interpersonnel et ensuite systémique (Kelman, 2015). Pour cette raison, la sélection des participants est d'une grande importance pour les médiateurs des ateliers de résolution de problèmes.

Avant que les hostilités n'aient cessé, les médiateurs des ateliers de résolution de conflits ont tendance à recruter des personnes influentes proches des décideurs politiques (Track 2) afin de soutenir le processus de négociation formelle (Kelman, 2015). Censé être moins directement exposé aux contraintes politiques que les décideurs politiques, ce type de participants a une plus grande propension au changement de perceptions, et dispose de plus de liberté dans l'exploration de voies alternatives en vue d'une solution de conflit (Broome, 2009; Freeman et Fisher, 2012; Kelman, 2015). L'objectif est que les idées émergeant de ces ateliers soient par la suite transférées, par la voie des interactions personnelles entre les participants et les décideurs, à la sphère diplomatique officielle⁵⁷ afin d'influencer les débats et le processus de prise de décisions, et ainsi contribuer à un processus plus large de la résolution du conflit (Kelman, 2015).

⁵⁷ Selon Kelman, « most diplomacy is conducted through interpersonal interaction » (Kelman, 2015).

3.3.3 La critique des ateliers de résolution de problèmes

Certains auteurs contestent l'efficacité des ateliers de résolution de problèmes en remettant en question l'accent mis sur la communication dans ces ateliers. Pour Bercovitch, cette « communication per se » est susceptible d'inciter plus de désaccords entre les participants que d'atténuer les divergences. Pour les défenseurs de l'approche, cette communication mène « to a certain kind of learning » (Fisher et Keashley, 1991; Kelman, 1990) ce qui, avec les interventions théoriques du médiateur, représente une particularité des ateliers de résolution des problèmes par rapport aux autres modèles de médiation.

La plupart des critiques des ateliers de résolution de problèmes se concentrent sur des éléments en lien avec l'effet de « spill-over » que ces ateliers sont censés produire. Même si on croit aux bénéfices d'impliquer des acteurs de la société civile, le *spill over* n'est pas garanti. Ainsi, selon Broome (2009),

...even when civil society peacebuilding activities expand to involve larger numbers of individuals and a broad cross-section of a society, they may not spread among enough of the population to significantly change societal perceptions about the other side or about the conflict in general (p.196).

La mesure des impacts des ateliers de résolution de conflits au-delà du groupe de participants impliqués directement est également problématique. La mesure des effets du changement de perceptions des participants eux-mêmes à long terme n'est pas souvent facile à réaliser surtout à cause du phénomène de réinsertion (« *reentry* »). Car, après la tenue des ateliers, les participants retournent dans leur milieu quotidien, ce qui pourrait provoquer chez eux le retour progressif aux comportements précédant les ateliers. Afin de surmonter cet obstacle, Chataway (2004) propose l'organisation de plusieurs ateliers impliquant les mêmes participants afin d'obtenir des résultats plus stables. Cependant, la nature confidentielle des ateliers (et de la médiation en général) et l'impact qu'un instrument de mesure plus intrusif pourrait avoir sur les

interactions entre les participants font de l'évaluation des résultats un défi constant. Le fait que les paramètres des ateliers ne découlent pas d'un cadre théorique uniforme, le petit nombre d'analyses empiriques et l'aspect anecdotique de beaucoup d'évaluations d'ateliers compliquent la situation (D'Estrée, 2004).

3.4 L'hypothèse

Un aspect de notre recherche est exploratoire. La médiation au Kosovo et à Mitrovica plus précisément étant peu documentée, nous cherchons à tracer un portrait des médiations qui y ont eu lieu au cours des dernières années. Les travaux existants suggèrent que les acteurs pourraient être issus des *grassroots* et la communication plus centrale dans le contexte de la médiation locale à Mitrovica. Nous ne proposons cependant pas d'hypothèses formelles portant sur ces aspects ni sur les enjeux, afin de ne pas limiter par avance l'exploration de ce terrain relativement nouveau.

Nous proposons toutefois l'hypothèse selon laquelle *la médiation à Mitrovica se centre avant tout sur la transformation des perceptions des acteurs impliqués concernant les intentions et les contraintes de l'autre camp.*

Les entrevues avec les médiateurs nous permettent d'identifier les stratégies de médiation employées dans le processus de médiation à Mitrovica et de les comparer avec les processus de médiation menés au plan international (autant au Kosovo et en ex-Yougoslavie qu'ailleurs dans le monde, sur la base des travaux dont il a été question dans la revue de littérature). Elles nous permettent également d'évaluer si la médiation à Mitrovica procède par le biais de la transformation des perceptions des parties en conflit. Plus largement, notre recherche contribue à éclairer la nature de la médiation au niveau local, un processus jusqu'à présent peu documenté, tout particulièrement au Kosovo.

CHAPITRE IV

MÉTHODOLOGIE

Dans ce chapitre, nous présentons la méthodologie qui a guidé notre recherche. Nous expliquons le choix de l'approche et décrivons le recrutement, l'échantillon et le déroulement des entrevues. Nous terminons le chapitre en expliquant les limites de la recherche.

4.1 Le choix de l'approche et de la méthode

L'analyse qualitative dans ce mémoire est basée sur des données originales recueillies lors de dix entretiens individuels semi-dirigés menés avec des personnes impliquées dans le processus de médiation interethnique et de réconciliation à Mitrovica. Ce type d'entrevue possède plusieurs avantages pour notre recherche. Étant donné que le sujet est peu documenté, l'entretien semi-dirigé nous permet de recueillir les données nécessaires pour tester notre hypothèse tout en laissant aux répondants l'espace pour fournir des informations supplémentaires pouvant permettre d'identifier des pratiques qui n'iraient pas nécessairement dans le sens de nos attentes. L'autre avantage de ce type d'entrevue repose sur sa flexibilité : il rend la conversation plus spontanée tout en facilitant l'établissement des liens de confiance avec les répondants et permettant un contrôle sur l'échange. Bien que nous n'ayons pas posé de question sur le contenu spécifique des échanges durant les séances de médiation, la confidentialité de la pratique de la médiation et la nature sensible de certaines questions dans l'environnement dans lequel se déroulaient les entrevues ont fait en sorte que nous

avons offert l'anonymat à tous les participants, de même que la possibilité de ne pas répondre à certaines questions ou de terminer l'entretien à n'importe quel moment s'ils le jugeaient opportun. Deux se sont prévalus de l'anonymat ; tous ont accepté de répondre à toutes nos questions.

4.2 Le recrutement

Le recrutement des sujets visait tous les médiateurs qui ont réalisé ou sont toujours impliqués dans des activités de médiation interethnique à Mitrovica depuis 2000. Nous avons établi cette date parce que l'engagement de la société civile (locale et internationale) au Kosovo était très restreint avant la guerre⁵⁸. De plus, la médiation en tant que le mode alternatif de résolution des conflits ne figurait dans le système judiciaire de la Bosnie ni de la Serbie avant des années 2000 (Milosevic, 2004). Le fait que la loi kosovare sur la médiation ait été introduite seulement en 2008 a retardé le développement de la médiation légalement contraignante dans la première décennie des années 2000. Dans la foulée de ce changement légal, la première organisation internationale officiellement impliquée en médiation dans cette ville est mise sur pied en 2010, rejointe par une ONG locale en 2013. Cela dit, bien que la médiation interethnique n'ait formellement été intégrée au système judiciaire du Kosovo qu'en 2008, des activités de médiation ou très proches de la médiation s'y tenaient déjà auparavant ; seulement, ces activités et les ententes qui pouvaient en découler n'étaient pas reconnues sur le plan légal.

L'auteur de ce mémoire a travaillé en tant qu'interprète dans la région de Mitrovica de 2002 à 2004 auprès de la KFOR. Le fait d'avoir résidé à Mitrovica pendant deux

⁵⁸ Schweitzer (2009) a constaté l'absence d'intérêt de la part de la société civile internationale pour la prévention de la guerre au Kosovo. De plus, le pouvoir serbe au Kosovo tentait de faire obstacle au travail des ONG en leur imposant toutes sortes de tracasseries bureaucratiques et administratives (par exemple, il était difficile pour les ONG internationales de s'enregistrer au Kosovo), ce qui pourrait expliquer partiellement leur absence sur le territoire kosovar avant l'an 2000.

ans a facilité le processus de recrutement. Nous connaissions déjà des médiateurs qui ont participé aux entretiens. D'autres ont été recrutés par la technique dite « boule de neige », en demandant à ceux qui acceptaient de nous parler s'ils étaient en mesure de nous référer à d'autres médiateurs ou à des gens pouvant nous mettre en contact avec ces derniers. Certains médiateurs ont été recrutés par le biais de réseaux amicaux. Nous avons également communiqué avec une personne de l'EU Information Center avant d'aller sur le terrain, ce qui nous a permis d'organiser d'autres entretiens⁵⁹. Enfin, nous sommes également allés directement aux bureaux de Caritas Kosovo et de l'Association pour la paix-Kosovo (APPK) dont nous savions qu'elles avaient été impliquées dans des activités d'échanges interethniques. La petite taille de la ville a favorisé le recrutement en augmentant la chance que les médiateurs et les activistes des ONG impliqués dans le domaine se connaissent entre eux. Cela nous porte à croire que nous avons réussi à interviewer un bon nombre de ceux et celles qui ont mené des activités de médiation entre 2000 et 2014.

4.3 Le déroulement des entretiens

La collecte de données sur le terrain a eu lieu auprès de dix répondants. Neuf entrevues ont été menées du 5 au 9 mai 2014 au Kosovo. Une entrevue a été réalisée le 6 octobre 2016 via Skype quand nous avons eu connaissance d'une autre personne ayant participé à des activités de médiation durant la période visée par notre recherche. La recherche sur le terrain s'est déroulée au cours d'une période qui n'a pas été marquée par la violence ou des tensions particulièrement prononcées⁶⁰. Cet

⁵⁹ Les bureaux de l'UE Information Center et de la MCM se trouvent dans le même édifice, ce qui a facilité l'organisation des entrevues sur le terrain.

⁶⁰ Environ un mois avant la recherche sur le terrain, plusieurs manifestations contre l'Accord de Bruxelles ont eu lieu. Le discours des médiateurs serbes reflétait cet état de choses (ils ont fait plusieurs allusions à l'Accord durant les entrevues).

aspect est important vu que notre recherche est campée dans un environnement où les tensions ethniques sont permanentes. Toutes les précautions ont été prises pour assurer que les entretiens aient lieu dans un cadre sûr et permettant d'établir un lien de confiance. Les entrevues avec les médiateurs albanais se sont déroulées à Mitrovica Sud (trois) et à Pristina (une). Les entrevues avec les médiateurs serbes ont eu lieu à Mitrovica Nord (cinq). L'entretien mené par Skype impliquait un médiateur étranger. La durée moyenne des entrevues a été d'environ 40 minutes. Elles se sont déroulées dans les lieux de travail des participants ou dans des lieux publics tels des cafés.

Les thèmes abordés lors de l'entretien (voir le questionnaire en Appendice A) sont les caractéristiques des acteurs, les techniques privilégiées par les médiateurs, de même que les enjeux des médiations où ils sont intervenus. Nous avons également recueilli leurs perceptions à l'égard des résultats de la médiation et des facteurs qui les influencent. Ces éléments sont reliés. Par exemple, si le médiateur travaille pour une organisation internationale influente, il est probablement en mesure d'appliquer des stratégies plus directives qu'une petite ONG, qu'elle soit locale ou étrangère.

Dans un second temps, afin de vérifier l'hypothèse que la médiation à Mitrovica se centre sur la transformation des perceptions des acteurs impliqués concernant les intentions et les contraintes de l'autre camp, nous avons posé des questions aux médiateurs au sujet des démarches entreprises, autant concernant leurs formes (ateliers, discussions ouvertes, etc.) que les intentions derrière ces démarches, explicites et implicites. Nous avons formulé nos questions sans mentionner la théorie mise à l'épreuve des faits car certains répondants étaient susceptibles d'être familiers avec les courants théoriques qui informent certaines pratiques de médiation. La question des « *mirror images* » des parties en conflits a été abordée, afin notamment d'identifier un éventuel lien entre ces images et les démarches et intentions des

médiateurs. Enfin, les médiateurs ont été invités à parler de leurs perceptions des résultats des stratégies qu'ils ont adoptées à Mitrovica.

4.4 Les participants aux entretiens

Les répondants étaient, à un moment ou un autre depuis 2000, directement engagés dans un processus de médiation impliquant des participants de Mitrovica; certains le sont toujours. Deux des dix entretiens ont été menés auprès de participants qui se qualifient d'animateurs ou de facilitateurs⁶¹. Dans la mesure où leur travail impliquait la facilitation du processus de réconciliation interethnique, nous les avons inclus dans notre échantillon. Bien que les jeux et les simulations fassent partie des outils qu'ils emploient au même titre que la communication, leur inclusion permet de documenter la diversité des pratiques appliquées sur le terrain. Nous utiliserons l'expression « médiateur » pour les désigner dans le reste de ce mémoire. Nous utilisons également cette terminologie pour désigner des hommes autant que des femmes; l'usage du masculin sert ici à alléger le texte ainsi qu'à préserver l'anonymat des participants qui l'ont demandé.

La majorité des participants sont originaires de Mitrovica. Quatre répondants sont Albanais, quatre sont Serbes, et un est issu d'un couple mixte (père turc, mère serbe) et l'un est d'une autre nationalité. Sept sont des hommes et trois sont des femmes. La plupart ont pris contact avec les internationaux chargés de la pacification de la région rapidement après leur implantation dans la région de Mitrovica. Leur bonne connaissance de l'anglais⁶² a certainement facilité ce premier contact qui a eu, pour la

⁶¹ Pour désigner leur fonction et leurs activités, ces participants utilisaient les termes « animateurs » et « facilitateurs », de même qu'« ateliers de médiation » et « ateliers de facilitation » de manière interchangeable.

majorité d'entre eux, un impact important sur leur cheminement professionnel. Aussi, la quasi-totalité a suivi des formations en médiation/facilitation ou en animation organisées par différentes ONG internationales. Aujourd'hui, la plupart de nos interviewés travaillent toujours pour des ONG; ils ont entre 25 et 40 ans.

4.5 Les spécificités et les limites de la recherche

Tous les sujets ont rempli un formulaire de consentement écrit en anglais, dont un exemple se trouve en Appendice C. Le formulaire a été traduit en serbe pour un des participants. Les entretiens avec les répondants serbophones se sont déroulés en serbe. L'auteur de ce mémoire est d'origine serbe et le serbe est sa langue maternelle. Son appartenance ethnique est évidemment connue des participants ; nous avons également révélé d'entrée de jeu notre expérience de travail à Mitrovica en tant qu'interprète au début des années 2000. La maîtrise de la langue serbe a probablement facilité les échanges conduits dans cette langue. Par ailleurs, nous souscrivons au principe de neutralité axiologique wébérien et avons tenté d'adopter une position aussi neutre que possible, qui était explicitée d'emblée à tous les médiateurs participants. Les entretiens avec les non-serbophones ont été menés en anglais, langue qu'ils maîtrisent tous très bien. Aucun médiateur albanais n'a refusé de nous parler en raison de notre appartenance ethnique. Afin d'encourager les répondants à parler en toute franchise et sans contrainte, nous n'avons pas enregistré nos entrevues; nous nous sommes contenté de prendre des notes. Plusieurs médiateurs ont préféré rester anonymes à cause de la nature confidentielle de la médiation. Pour cette raison, nous ne divulguons pas l'identité des médiateurs.

⁶² Un de nos interviewés ne possède pas de diplôme universitaire et ne maîtrisait aucune langue étrangère à l'arrivée des organisations internationales.

Notre recherche comporte certaines limites. Le fait que ce mémoire couvre la période s'échelonnant de 2000 jusqu'au milieu de 2014 a rendu plus difficile l'identification de tous les cas de médiation et de tous les médiateurs qui participaient à la médiation à Mitrovica. Deux médiateurs identifiés qui opéraient au début des années 2000 n'ont pas donné suite à notre demande envoyée par le biais de réseaux sociaux de participer à la recherche. La nature confidentielle de la médiation a également peut-être eu un impact sur le recrutement des médiateurs impliqués dans la médiation entre des leaders locaux. Selon un répondant, ce type de médiation est parfois strictement confidentiel et se déroule souvent en terrain neutre afin d'éviter la médiatisation et de possibles spéculations pouvant nuire à l'image des participants dans l'opinion publique. La longueur de la période concernée par la recherche fait également en sorte que la mémoire des répondants n'était pas aussi fidèle pour les médiations plus anciennes qu'ils avaient menées.

CHAPITRE V

RÉSULTATS

Dans ce chapitre, nous présentons les résultats des dix entretiens. Dans un premier temps, nous dressons un portrait de la médiation à Mitrovica, ville divisée du nord du Kosovo en présentant les caractéristiques de ses principaux acteurs: les médiateurs et les participants. Ensuite, nous présentons les enjeux de la médiation. En troisième lieu, nous détaillons les pratiques employées par les médiateurs. L'analyse de ces éléments montre la prédominance des stratégies communicatives ou facilitatives dans le processus de médiation. La quatrième partie porte sur les objectifs de la médiation interethnique à Mitrovica. L'accent est notamment mis sur la place qu'occupe la transformation des perceptions des participants selon les médiateurs. Nous concluons ce chapitre en présentant les perceptions des répondants sur les résultats de la médiation et la réconciliation dans la région de Mitrovica.

5.1 La médiation à Mitrovica, 2000-2014

Nous avons identifié plusieurs organisations internationales et locales impliquées dans la médiation interethnique à Mitrovica ainsi qu'un médiateur indépendant (voir Appendice B). Nous constatons que les ONG sont particulièrement actives dans ce processus soutenu financièrement, dans la majorité des cas, par des pays européens (Allemagne, Norvège, Pays-Bas, Suisse) et les États-Unis. Comme la pratique de médiation n'était pas développée en ex-Yougoslavie, la médiation à Mitrovica au début des années 2000 est menée principalement par les organisations internationales.

Elle se déroule en groupes composés d'environ vingt personnes issues des différents groupes ethniques. Suite à l'officialisation de la médiation au Kosovo par l'adoption de la loi de médiation en 2008, la médiation devient de plus en plus dyadique, c'est-à-dire que les parties sont deux personnes d'ethnie différente. Depuis 2013, les acteurs locaux (ONG locales et médiateurs indépendants originaires de Mitrovica) sont plus représentés dans le processus de médiation.

5.1.1 Les organisations

Selon plusieurs participants aux entretiens, la médiation interethnique à Mitrovica commence immédiatement après la guerre. Un de nos répondants responsables pour le dialogue interethnique dans la région de Mitrovica auprès d'une organisation internationale explique que les incidents violents de mars 2004 (décrits à la p. 13 du mémoire) mettent fin aux activités de dialogue interethnique qui avaient été initiées pour favoriser les échanges entre leaders (élus municipaux, chefs des villages ou représentants des réfugiés) de la région de Mitrovica. Selon cette personne, non seulement la médiation est affectée mais aussi tous les efforts de la communauté internationale axés sur l'établissement de la confiance entre les communautés albanaise et serbe entre 2002 et 2004 auraient alors été réduits à néant: « Aux yeux de la population serbe, nous sommes devenus des menteurs ». Les événements illustrent la faiblesse du gouvernement quant à la protection des minorités au Kosovo, qui avait pourtant été promise par les représentants de la communauté internationale. Tous les participants ont relevé les impacts importants de la reprise de la violence interethnique sur le travail des organisations engagées à la réconciliation. Par exemple, la branche française de l'ONG internationale Balkan Peace Team (BPT), Balkan Peace Team France (BPTF), abandonne l'idée d'établir un centre de médiation et cesse ses activités basées sur le jeu coopératif pour les enfants tandis que l'American-Jewish Committee met fin à ses ateliers multiethniques en informatique

pour les jeunes de Mitrovica (M. Hochberg, conversation téléphonique, 15 octobre 2016). Plusieurs ONG quittent la ville. Certaines organisations aident alors des membres de leur personnel local logistiquement et financièrement pour qu'ils mettent en place leur propre organisation afin de continuer certaines activités de réconciliation. C'est le cas de l'Association pour la paix Kosovo (APPK), fondée en 2005, qui reprend le travail de l'ONG italienne l'Associazione per la pace (APP) qui a cessé ses activités en 2004. Suite aux émeutes de mars 2004, l'ONG Caritas Kosovo, soutenue par Caritas France, cesse les activités multiethniques avec les enfants et se réoriente sur le travail avec les adolescents albanais et serbes.

Durant la première décennie des années 2000, la médiation en tant que telle est organisée par l'ONG norvégienne Nansen Dialogue et l'organisation internationale (OI). Selon les dires de deux médiateurs de Nansen Dialogue, les « ateliers de facilitation » de cette ONG impliquent des participants de Mitrovica mais se déroulent en terrain neutre, hors du Kosovo dans le but d'assurer la libre expression des participants sur les enjeux sensibles. Les « dialogues interethniques » organisés par l'OI se tiennent à Mitrovica mais dans des lieux sécurisés par la KFOR ou la police kosovare.

L'entrée en vigueur de la loi kosovare sur la médiation en 2008 ainsi que la diminution des tensions ont permis à la médiation à Mitrovica de prendre un caractère plus officiel et organisé. En 2010, l'ONG allemande Berlin Center for Integrative Mediation (CSSP) s'établit dans cette ville dans le but de soutenir la médiation. Ainsi, la CSSP a initié la création de l'ONG locale Mediation Center Mitrovica (MCM) en mars 2013, soutenue financièrement par les ministères des Affaires étrangères de la Norvège, de l'Allemagne et de la Suisse. La CSSP établit aussi une coopération avec le Community Center Mitrovica (CBM), ONG locale engagée à la construction de la paix à Mitrovica dont le personnel utilise parfois la médiation afin de résoudre les problèmes qui surgissent entre les participants pendant des activités.

5.1.2 La formation des médiateurs

La quasi-totalité des répondants a complété une ou plusieurs formations en médiation offerts par différentes organisations internationales et locales. Cinq médiateurs ont été formés par la CSSP et deux par Nansen Dialogue⁶³. Ces formations en médiation sont en grande partie inspirées par les principes de la psychologie sociale. Deux médiateurs mentionnent avoir suivi un cours en médiation organisé par la BPTF. Seulement un médiateur (OI) n'a pas suivi de formation en médiation mais a eu l'opportunité de se familiariser avec l'approche psychosociale durant ses études universitaires de deuxième cycle. Selon tous les répondants concernés, ces formations ont profondément influencé leurs façons de faire.

Lors de notre recherche, nous avons identifié un médiateur indépendant. Possédant plusieurs certificats en médiation et une expérience solide dans la médiation interethnique dans plusieurs municipalités au Kosovo, ce médiateur, à l'invitation de différentes organisations, participe également à la formation de futurs médiateurs.

5.2 Les participants

Les sessions de médiation organisées par Nansen Dialogue et CBM comptent des groupes dont chacun composés d'une dizaine de personnes⁶⁴. Il s'agit souvent des jeunes activistes (Track 3), membres de différentes ONG locales et internationales ou d'associations étudiantes. Selon cinq des médiateurs auxquels nous avons parlé, les jeunes possèdent une plus grande ouverture pour la coopération avec l'autre groupe

⁶³ Le médiateur indépendant et ceux de la CSSP, MCM, CBM ont suivi les formations en médiation de dix jours organisées par la CSSP en 2010 et 2011 à Mitrovica tandis que les deux médiateurs de Nansen Dialogue ont terminé la formation offerte par cette ONG au début des années 2000 à Lillehammer (Norvège).

⁶⁴ Règle générale, un groupe est composé de dix Albanais et l'autre de dix Serbes.

ethnique⁶⁵. Aussi, dans la majorité des cas, ils sont capables de communiquer en anglais, qui fait office de langue commune (les participants ne parlent généralement pas la langue des membres de l'autre groupe ethnique).

Les sessions de médiations interethniques de la CSSP et de la MCM et du médiateur indépendant impliquent plutôt deux personnes en conflit. Ces derniers sont généralement des hommes âgés de quarante ans et plus, citoyens de Mitrovica et propriétaires d'appartements usurpés situés de l'autre côté de la ville. Il s'agit aussi d'acteurs de type Track 3.

Les participants des sessions de médiation organisées par l'organisation internationale sont les représentants municipaux élus de Mitrovica Nord et Sud, des personnes en position d'autorité dans les quartiers multiethniques de Mitrovica Nord et dans les villages serbes enclavés situés dans les environs de Mitrovica (Suvi Do/Suhadoll, Svinjare/Svinjarë). À l'échelle locale, ils sont près du pouvoir législatif et exécutif local, nous les classifions donc parmi les acteurs de type Track 2 (rappelons que ceux-ci sont des acteurs possédant la capacité d'influencer le processus politique). Un médiateur du CBM a aussi officié à plusieurs reprises entre des journalistes locaux issus des deux groupes. Nous les rangeons eux aussi parmi les acteurs de type Track 2, bien que leur position d'autorité ne fasse pas nécessairement consensus.

5.3 Les enjeux

Les entretiens permettent de constater que les médiations effectuées dans la première décennie des années 2000 portent largement sur des enjeux sécuritaires et identitaires. Ces médiations réunissent toujours plusieurs participants, contrairement à celles qui

⁶⁵ Nos répondants de Nansen Dialogue (deux), de Caritas Kosovo (un), de APPK (un) et de CBM (un) partagent l'avis que les jeunes de Mitrovica sont plus ouverts à la coopération interethnique que les autres citoyens.

concernent des enjeux plus clairement tangibles, dont les appartements usurpés. Les appartements usurpés, qui font l'objet des médiations dyadiques, sont le principal sujet des médiations depuis 2010 à Mitrovica. Ces dernières impliquent deux parties, mais seulement un représentant par partie (cette partie peut être une personne, une famille, ou les occupants d'un appartement).

Comme nous l'avons déjà mentionné, les enjeux en lien avec la sécurité étaient au cœur de plusieurs médiations organisées au tout début des années 2000. Concrètement, il fallait assurer la liberté de circulation aux Albanais de Mitrovica Sud afin qu'ils puissent visiter leurs proches à Mitrovica Nord, de même qu'assurer le transport des enfants serbes de Svinjare/Svinjarë jusqu'à l'école de Mitrovica Nord et des enfants albanais de Mikronaselje/Kodra e Minatorëve à l'école de Mitrovica Sud. La formation de patrouilles de police multiethnique dans le quartier de la Petite Bosnie était au cœur des discussions entre les représentants locaux de ce quartier. L'objet des discussions entre les représentants municipaux de Mitrovica Sud et les réfugiés roms concernait la reconstruction du quartier rom, complètement détruit pendant la guerre, et le retour des réfugiés. La médiation entre les représentants albanais et serbes du village Suvi Do/Suhodoll (situé à 5 km de Mitrovica) avait pour but d'établir une coopérative agricole multiethnique afin d'augmenter la confiance entre les habitants de ce village et de diminuer les tensions ethniques.

Les questions de nature identitaire ont été au cœur des sessions de facilitation organisées par Nansen Dialogue et la CBM. Nansen Dialogue traite d'enjeux en lien avec le passé récent perçus différemment par les Albanais et les Serbes : l'intervention de l'OTAN, certains événements des années 1980-90 tels la position des soldats d'origine albanaise lors de leur service militaire dans la JNA (Armée populaire yougoslave) ou l'empoisonnement d'élèves albanais qui s'est produit dans les années 1980 dans quelques écoles primaires au Kosovo. Des questions actuelles comme l'indépendance du Kosovo et le nombre des morts pendant la guerre kosovare

étaient au cœur d'une médiation effectuée par un participant affilié à la CBM⁶⁶. Il a aussi médié lors d'un séminaire à Novi Pazar (Serbie) où les participants albanais se sentaient exclus par les participants serbophones. La quasi-totalité des médiations traitant de ce type d'enjeux s'est déroulée hors du Kosovo.

Le seul exemple qui nous ait été rapporté d'une médiation traitant d'enjeux identitaires s'étant déroulée à Mitrovica même était organisée dans le cadre du projet de la CBM « Bridging the divide⁶⁷ ». Le projet réunissait des journalistes albanais et serbe de Mitrovica qui devaient produire un article commun une fois par semaine sur l'actualité municipale. Le choix du sujet de l'article était parfois au centre des disputes entre les journalistes. À titre d'exemple, un journaliste serbe voulait écrire sur le cimetière serbe vandalisé au sud de la ville, ce qu'un journaliste albanais refusait.

Les enjeux tangibles commencent à être plus présents dans la médiation interethnique à Mitrovica depuis l'arrivée de la CSSP en 2010. Selon les médiateurs (CSSP, MCM, indépendant) avec lesquels nous avons échangé, le problème des appartements usurpés était une conséquence directe des déplacements forcés de la population. La médiation s'imposerait alors comme le seul moyen de résoudre les conflits en raison de l'existence des deux systèmes juridiques parallèles dont les décisions vont parfois à l'encontre l'une de l'autre. Il y aurait environ 3000 appartements usurpés à Mitrovica selon le médiateur de la MCM, un « problème systémique ».

⁶⁶ Afin d'apaiser les tensions entre les étudiants serbes et albanais de Mitrovica apparues lors de la présentation d'une ONG belgradoise proche du Parti libéral démocrate (LDP), favorable à l'indépendance du Kosovo, un médiateur s'est vu obligé d'interrompre le séminaire et d'organiser la médiation pour les étudiants en conflit.

⁶⁷ Financé par l'ambassade des Pays-Bas, ce projet s'est déroulé pendant 18 mois, entre 2011 et 2013.

5.4 Les stratégies de médiation

Les entrevues avec les médiateurs confirment la prédominance des stratégies non directives, c'est-à-dire basées sur la facilitation de la communication entre les parties en conflit. Seulement un médiateur de la CBM (qui travaillait avec les journalistes) a rapporté l'utilisation de stratégies directives. Ces résultats contrastent avec les méthodes employées par les médiateurs auprès d'acteurs de type Track 1 en ex-Yougoslavie; ces derniers favorisaient des stratégies directives afin d'obtenir la signature d'accords de paix (Gow, 1997; Touval, 2002).

La facilitation de la communication entre les participants est la principale technique employée par les médiateurs interviewés. Cette facilitation implique le transfert d'information dans des situations où les parties en conflit ne sont pas en mesure de se rencontrer, la clarification d'informations, le développement d'options (sans faire des propositions) et l'orientation de la discussion vers une solution. Souvent, les médiateurs tentent d'orienter la discussion de manière à provoquer l'empathie chez les participants, car une fois l'empathie suscitée, les parties arrivent plus facilement à trouver des solutions mutuellement acceptables. « 'Qu'en penses-tu? Est-ce que cela te fait du mal ?' Ce sont les questions que je veux que les parties se posent », dit le médiateur indépendant.

Afin d'identifier les stratégies appliquées, nous avons demandé aux médiateurs rencontrés s'ils avaient pu influencer les participants vers une solution ou une autre. La quasi-totalité de médiateurs rejette l'idée de proposer des solutions ou l'usage d'une combinaison de « carottes » et de « bâtons » pour influencer les participants. Pour l'un d'entre eux, il n'est pas possible d'imposer la coexistence pacifique. « Il ne faut jamais proposer ou influencer les propositions et il faut absolument demeurer neutre », affirme le médiateur indépendant. Ce dernier raconte qu'il se souvient encore d'un participant qui l'a accusé, longtemps après la médiation, de l'avoir

convaincu de signer un contrat qui était en sa défaveur et ce, malgré l'absence de recours à une stratégie directive.

Parmi les participants à notre recherche, un seul médiateur a utilisé la menace de sanctions afin d'inciter les parties à trouver une solution. Plus précisément, ce médiateur a menacé les journalistes de diminuer le salaire qui devait être versé par l'ONG pour la production d'un article commun s'ils ne réussissaient pas à l'écrire. Cependant, le recours à ce type de conditionnement est très rare à Mitrovica de l'avis de cet expert, même s'il croit avoir obtenu des résultats positifs dans ce cas⁶⁸.

L'organisation des sessions et des séminaires à l'étranger (Nansen Dialogue, CBM) pourrait être un facteur motivant les participants à s'engager dans la médiation. Deux médiateurs décrivent comment différentes formations (en photographie, en campagnes d'information contre l'abus de drogue, en informatique, etc.) ont été organisées gratuitement afin de motiver des adolescents albanais et serbes à développer une communication basée sur le respect et à tisser des liens. Avant 2004, Caritas Kosovo avait organisé à quelques reprises des activités pour les enfants albanais, serbes et roms de la région de Mitrovica dans des centres touristiques kosovars ou sur la côte adriatique avec les mêmes objectifs. D'après le médiateur de l'ONG APPK, seul l'intérêt économique a pu rapprocher les Albanais et les Serbes. Cette constatation est basée sur son expérience dans plusieurs projets multiethniques dans la région de Mitrovica. Il mentionne le succès de deux projets financés par des municipalités italiennes entre 2009 et 2011 qui avaient pour but de soutenir la coopération entre les producteurs laitiers de Mitrovica Sud et ceux du village serbe de Leposavic/Leposaviq. Les municipalités italiennes de la région de Friuli-Venezia Giulia avaient soutenu la production et la vente de produits des deux villages. Il note que les projets sans bénéfices matériels pour les participants ont été beaucoup plus difficiles à réaliser. Même s'il n'estime pas avoir eu recours à des menaces, ses

⁶⁸ Ce type de situation caractérise en principe la production d'articles contenant un sujet identitaire (environ 10 cas de médiation au total avec les mêmes journalistes).

perceptions indiquent qu'une forme de stratégies directives qu'on pourrait qualifier de « douce » (avec des incitatifs matériels qui ne sont pas soumis à la conditionnalité) a été mise en œuvre dans le cadre de médiation menées à Mitrovica.

5.5 Autres aspects de la médiation interethnique à Mitrovica

Comme dans le cas de la médiation entre les acteurs de type Track 1 dans l'ex-Yougoslavie, celle à Mitrovica est presque toujours initiée par la tierce partie⁶⁹. Les participants dans les médiations portant sur les enjeux identitaires sont invités par les médiateurs à participer aux sessions. Dans le cas de l'organisation internationale, le médiateur identifie et contacte les responsables des municipalités et leur propose d'organiser avec eux et les représentants de l'autre partie des médiations sur une base régulière. En ce qui concerne les médiations portant sur les appartements usurpés, les médiateurs impliqués affirment que la plupart des cas leur sont directement transférés par les tribunaux municipaux. Ces médiateurs doivent avoir au préalable obtenu une certification de la part du gouvernement kosovar (CSSP, indépendant), ce qui permet de rendre la participation et le résultat de la médiation légalement contraignante. Un médiateur de la MCM, dont la certification en médiation par le gouvernement se fait toujours attendre, mentionne que les parties le contactent en premier. Pour lui, les publicités dans les médias locaux représentent le moyen le plus important de recrutement.

Les médiateurs attribuent beaucoup d'importance à la neutralité. Afin de l'assurer, le médiateur indépendant et les médiateurs de la CSSP et de la MCM mentionnent qu'ils accordent exactement le même temps aux parties pour expliquer leurs points de

⁶⁹ Selon les théoriciens de la médiation, cette dernière a plus de chance de succès si les parties sollicitent ensemble l'intervention de la tierce partie, demandent la médiation ensemble, plutôt que dans le cas où cette initiative revient à une partie intéressée ou au médiateur (Hiltrop, 1985, cité dans Bercovitch, 1996).

vue, ne formulent pas de propositions ou de solutions. Avant d'entamer la médiation, tous les médiateurs des appartements usurpés (CSSP, MCM, indépendant) présentent d'ailleurs le concept de médiation aux participants pour éviter qu'ils ne la confondent avec l'arbitrage. Ils mentionnent aussi l'importance de la confidentialité en médiation.

5.6 L'objectif et les résultats de la médiation

L'objectif à long terme de tous les répondants est de rapprocher les communautés opposées et ainsi de contribuer à la réconciliation. La quasi-totalité des médiateurs de Mitrovica accorde autant la priorité à l'amélioration des relations entre les parties en conflit qu'à la conclusion d'un accord, et ce même dans les cas où des enjeux tangibles sont en question, ce qui n'est pas le cas en médiation internationale. Ils ajoutent que l'amélioration des rapports entre les parties amène souvent à la conclusion d'un accord mutuellement acceptable, et que cette amélioration passe d'abord par une transformation des perceptions grâce à l'échange et à la communication.

Lors des sessions de médiation, les participants ont la possibilité d'entendre les différentes perceptions de l'autre partie. Les médiateurs tentent souvent d'inciter l'empathie chez les participants ou ont recours à la rationalisation afin de provoquer la transformation des perceptions chez les participants concernant les intentions et les contraintes de l'autre camp. Les médiateurs qui traitent des cas des appartements usurpés expliquent que ce type d'enjeux suscite des émotions fortes, ce qui complique leur résolution. Ils mentionnent en particulier le fort sentiment de méfiance qui existe entre les participants, mais ne le relie pas nécessairement à

l'ethnicité mais plutôt à la nature des enjeux⁷⁰. Afin de vaincre cet obstacle, ces médiateurs essayent de rapprocher les parties en leur faisant découvrir leur côté humain respectif. Comme l'usurpation des appartements est souvent la conséquence directe des déplacements forcés de la population et que les deux parties en sont dans la majorité des cas victimes, les médiateurs affirment que les parties arrivent souvent à se mettre dans la peau de l'autre, ce qui amène une réelle amélioration des relations et facilite la conclusion d'un accord, qui implique parfois l'échange des appartements ou une compensation financière.

Dans le cas des enjeux plus intangibles, le poids de l'ethnicité est plus accentué. Le fait que les sessions se déroulent avec plusieurs participants demande une attention particulière du médiateur afin d'éviter que les participants n'adoptent des « visions de groupes ». Il arrive souvent que la distance ethnique présente au début d'une session se développe au cours de la discussion en un fort sentiment de méfiance, qui se transforme ensuite en hostilité exprimée verbalement. Le médiateur de CBM explique qu'il s'agit en fait d'émotions préexistantes qui sont remises à l'avant-plan par la discussion des thèmes identitaires sur lesquels les parties ont souvent des attitudes opposées. Des échanges verbaux hostiles peuvent rapidement mener à la confrontation, comme cela a été le cas entre des étudiants albanais et serbes de Mitrovica lors d'un séminaire tenu à Belgrade, décrit par un médiateur de la CBM. La présentation d'une ONG de Belgrade portant sur l'histoire conflictuelle et la question du statut du Kosovo avait déclenché de vives réactions chez les participants serbes. À leurs yeux, cette ONG serbe « propageait la version albanaise du conflit », qu'ils trouvaient particulièrement difficile à accepter. Dans ce cas, le médiateur a mis l'accent sur l'importance du respect des différentes opinions sur le conflit. Il a essayé d'inciter les participants albanais à la compréhension de la réaction des participants

⁷⁰ Tous nos médiateurs traitant du problème des appartements usurpés (CSSP, MCM, indépendant) affirment que ce type de disputes est particulièrement difficile à résoudre. Ils mentionnent aussi qu'ils impliquent beaucoup d'émotions.

serbes en leur posant la question : « Comment vous entiriez-vous si des Albanais lors d'une conférence à Pristina affirmaient que le Kosovo faisait partie de la Serbie ? ».

Quatre médiateurs estiment que dans ce type de situations, les participants n'agissent pas en tant qu'individus, mais en tant que défenseurs des intérêts du groupe ethnique auquel ils appartiennent. Dans le cas du projet impliquant des journalistes, le médiateur relate comment certains voulaient défendre les intérêts serbes ou albanais en présentant la victimisation de leur groupe ethnique dans l'article. « Il faut respecter l'opinion de l'autre, éviter d'avoir recours aux « nous » et « vous » et essayer toujours de se mettre dans la peau de l'autre », conseille ce médiateur de CBM aux participants de la médiation. Il essaie ensuite de transformer les perceptions négatives en expliquant que les causes du conflit sont dans les différentes perceptions du conflit et non, par exemple, dans une agressivité inhérente au groupe.

Le travail sur les perceptions est peut-être encore plus visible dans les ateliers organisés par l'ONG Nansen Dialogue. Dans le but d'initier la transformation des perceptions chez les participants, les médiateurs de Nansen Dialogue utilisent souvent la méthode « Timelines ». Il s'agit d'une ligne de temps sur laquelle les participants inscrivent les événements marquants de l'histoire du conflit en ordre chronologique. Dans la majorité des cas, les Albanais et les Serbes indiquent des événements différents, ou les mêmes événements, mais auxquels ils attribuent des interprétations opposées. À titre d'exemple, les participants albanais présentent sur la ligne de temps l'intervention de l'OTAN comme la libération de leur pays tandis que les Serbes présentent le même événement comme le début de l'agression et de l'occupation. Lorsqu'on évoque l'empoisonnement des écoliers albanais dans les années 1980 au Kosovo, les participants albanais le voient comme une tentative de génocide tandis que les Serbes le considèrent comme de la propagande albanaise. L'un des médiateurs de Nansen explique que le but de « Timelines » est de montrer la diversité des perceptions du conflit, de permettre à chacun de comprendre la perception de l'autre

et de la valider. Selon eux, le fait que les participants partagent leurs histoires personnelles (souvent de manière très émotive) lors des ateliers provoque parfois des percées chez les participants. Selon les médiateurs, ces moments de « catharsis » ou de « prise de conscience » accompagnés d'émotions fortes exerceraient un impact sur le reste du groupe, diminuant la puissance des images négatives et des stéréotypes et transformeraient profondément les relations entre les participants.

Pour la majorité des médiateurs, l'indicateur principal du succès de la médiation est l'amélioration des relations interpersonnelles entre les participants. Dans le cas des enjeux tangibles, ce changement qualitatif est la condition nécessaire pour la conclusion d'un accord. Le médiateur indépendant estime qu'environ 95 % des médiations qu'il a effectuées (une centaine au total) se sont terminées par l'amélioration des relations suivies de la conclusion d'un accord. Pour les médiateurs de Nansen Dialogue et de CBM, l'ambiance positive et les nombreuses amitiés tissées lors des ateliers témoignent de l'amélioration des relations. Un médiateur de Nansen Dialogue donne l'exemple d'un ancien soldat de l'UCK et d'un ancien soldat serbe qui sont devenus des amis après l'atelier. Le médiateur de CBM rapporte que des participants serbes et albanais des médiations de Novi Pazar ont même pleuré à la fin d'un séminaire.

L'aspect relationnel est aussi de la plus haute importance pour certains médiateurs, car il permet le rapprochement des différentes ethnies de Mitrovica. Ceux qui mobilisent des outils tels le jeu ont remarqué que les participants de différentes ethnies essaient d'établir une communication malgré la barrière linguistique. L'animateur de l'APPK mentionne que les enfants ont souvent utilisé les gestes pour s'exprimer. Celui de Caritas Kosovo a noté que les adolescents serbes et albanais ont appris des mots dans l'autre langue pour mieux communiquer et l'ont souvent appelé pour traduire lors des ateliers de formation. Il estime cependant que la barrière linguistique les a empêchés de tisser des liens plus profonds.

Pour le médiateur de « Briding the divide » (CBM), l'indicateur du succès du projet était la production de l'article. Cependant, ce médiateur avait aussi constaté le changement de ton entre les journalistes; une communication plus respectueuse s'est développée au cours du projet, ce qu'il perçoit comme une amélioration des relations entre les participants. Pour le médiateur affilié à l'organisation internationale, l'établissement d'un certain degré de confiance entre les représentants de Mitrovica qui ont participé aux séances de médiation aurait eu un impact majeur. Il a diminué le nombre d'incidents dans la région et a assuré la liberté de mouvement pour les citoyens provenant des quartiers ou des villages enclavés. La circulation d'autobus, à l'époque lapidés, a été rétablie grâce au dialogue; des patrouilles de police interethnique dans le quartier de Petite Bosnie ont aussi été mises sur pied. Par contre, ce médiateur constate l'échec de la médiation dans le village multiethnique de Suvi Do/Suhidoll et des négociations portant sur le retour des réfugiés roms à Mitrovica Sud. Selon lui, l'obstacle majeur au rétablissement de la confiance dans le premier cas résidait dans les vols récurrents de vaches, perçus comme ethniquement motivés. Le manque de respect dans la communication avec les réfugiés roms est partiellement responsable de la débâcle des négociations portant sur leur retour. Ils se faisaient souvent demander ce qu'ils faisaient pendant la guerre et étaient ainsi indirectement accusés d'avoir été les collaborateurs des Serbes. « Cependant, l'absence de la volonté politique aux niveaux local et central représente le plus grand problème », affirme ce même médiateur.

5.7 Les perceptions des répondants sur le processus de médiation et de réconciliation à Mitrovica

Tous les interviewés sont d'avis que l'instabilité politique et sécuritaire chronique à Mitrovica a des impacts importants sur les processus de médiation et de réconciliation dans cette région.

Les problèmes de sécurité qui caractérisent la situation à Mitrovica au le début des années 2000 ont rendu difficile l'organisation d'activités multiethniques. Les rencontres physiques se déroulaient parfois à l'étranger ou dans les bureaux des organisations promouvant la coopération interethnique situés dans la zone de confiance⁷¹. Même la MINUK organise à cette période les séances de dialogues interethniques à l'intérieur des bases de la KFOR ou dans des édifices municipaux sécurisés par la police kosovare ou la KFOR. Bien que la situation se soit améliorée au cours des dernières années, la libre circulation n'est pas toujours assurée. À la barrière physique s'ajoute la barrière linguistique, qui entrave souvent une communication directe entre les parties. Cet obstacle défavorise l'emploi des stratégies de communication et motive les ONG à inciter à la coopération par d'autres moyens (sports, jeux de coopération pour les enfants, ateliers artistiques, formations gratuites, etc.).

Cinq de nos participants dotés d'une expérience en médiation dans d'autres villes du Kosovo confirment que la médiation à Mitrovica exige plus de temps qu'ailleurs.⁷² L'existence de deux systèmes juridiques et la difficulté de faire exécuter les décisions des tribunaux dans le nord du Kosovo n'encouragent pas les parties à conclure un accord lorsque des appartements sont usurpés, mentionnent deux médiateurs (CSSP, indépendant). Un autre obstacle qui freine le développement de la médiation dans les milieux serbes est la reconnaissance des diplômes issus de l'Université de Pristina située à Mitrovica Nord⁷³. L'application de l'accord sur la reconnaissance des diplômes conclu entre les gouvernements serbe et kosovar, qui se fait toujours

⁷¹ Les bureaux de la CSSP, MCM, CBM se trouvent dans la zone de confiance.

⁷² En général, chaque session de médiation dure environ une ou deux heures sauf dans le cas des ateliers de Nansen Dialogue qui durent plusieurs heures pendant quelques jours consécutifs. D'habitude, il suffit de deux ou trois rencontres pour que les parties signent l'accord.

⁷³ Cette université s'appelle Université de Pristina mais n'a aucun lien avec l'Université de Pristina actuelle sous contrôle des institutions kosovares.

attendre, devrait résoudre ces problèmes et soutenir le développement de la médiation. Plusieurs médiateurs confirment qu'il est dans l'intérêt des tribunaux de transférer les dossiers aux médiateurs afin d'améliorer l'efficacité du système juridique. « Les tribunaux criminels et civils au Kosovo, ainsi que les agences mandatées, comme l'Office kosovar de la propriété immobilière sont engorgés à tel point qu'il faut attendre environ une décennie pour qu'une affaire soit entendue », explique le médiateur indépendant.

Ce problème de nature avant tout politique aux yeux de plusieurs répondants entrave l'ensemble du processus de réconciliation. Plusieurs constatent le manque de volonté des politiciens albanais et serbes aussi bien aux niveaux local et national d'assurer le rapprochement des communautés divisées. De plus, les acteurs nationaux et internationaux ne prennent pas en considération les besoins de la population locale.⁷⁴ Nous avons remarqué que les répondants de Mitrovica Nord sont particulièrement critiques de l'Accord, ce Bruxelles, considéré comme ayant été imposé aux Serbes. « L'Accord de Bruxelles n'est pas issu de la médiation, mais du chantage comme tous les autres accords conclus dans l'ex-Yougoslavie », déclare un médiateur serbe. Les perceptions des médiateurs albanais sont moins négatives. L'un le trouve imposé de la part de la communauté nationale tandis que deux autres le décrivent plutôt comme un pacte conclu entre élites. La majorité des répondants, serbes comme albanais, constate l'absence de transparence dans le processus de négociation. Un seul médiateur dit avoir une opinion positive de l'Accord de Bruxelles parce que « c'est la première fois que les deux gouvernements ont conclu un accord et cela donne espoir ». Il cite en exemple les problèmes concrets abordés par l'accord comme la reconnaissance mutuelle des diplômes et le problème des retraites⁷⁵.

⁷⁴ Un médiateur étranger n'a pas répondu à la question sur l'Accord de Bruxelles car il n'était pas au fait des détails de l'accord.

⁷⁵ En fait, la question de la reconnaissance des diplômes était le sujet de négociations techniques tandis que la question des retraites n'était pas sur la table de négociation (Petrovic-Stojanovic, 2017).

Les perceptions des répondants sur les activités de la société civile axées sur la réconciliation sont plutôt positives; huit d'entre eux trouvent que l'ouverture des canaux de communication entre les deux communautés est le résultat de l'engagement des ONG de Mitrovica. Par contre, deux répondants ne voient aucun progrès qui aille au-delà des groupes de participants impliqués directement. Un médiateur constate l'absence d'une réelle volonté de rapprochement chez les deux groupes et critique les ONG, qui existeraient surtout pour satisfaire les besoins des donateurs et générer un profit. Un autre médiateur critique l'approche de la communauté internationale qui tente (à ce jour en vain selon lui) de rapprocher les deux groupes ethniques au lieu d'aider économiquement la région, ce qui contribuerait à apaiser les tensions à long terme.

Nous ne pouvons pas généraliser avec certitude nos conclusions à toute la médiation menée depuis 2000 à Mitrovica, dans la mesure où nous n'avons aucun moyen de vérifier si le groupe de participants à notre étude est représentatif de tous les médiateurs et de toutes les situations de médiation. Cependant, malgré les limites de notre recherche, incluant celles imposées par la nature confidentielle de la médiation et de la mémoire des participants, nos résultats donnent à voir un éventail de pratiques peu documentées à ce jour.

Notre analyse constate le caractère organisationnel de la médiation à Mitrovica dans la mesure où la quasi-totalité de nos médiateurs exerce sa pratique au sein des organisations locales ou internationales. Nous avons eu vent d'un seul médiateur privé originaire de Mitrovica pratiquant la médiation interethnique dans cette ville au moment de notre passage sur le terrain en mai 2013⁷⁶. Il a d'ailleurs accepté de nous parler. Nous avons identifié au total sept organisations impliquées dans la médiation interethnique à Mitrovica dont la quasi-totalité est de type non gouvernemental. Plus

⁷⁶ Le médiateur de la MCM mentionne qu'une douzaine de médiateurs de Mitrovica Nord attendraient la certification du gouvernement kosovar en médiation, ce qui leur permettra de pratiquer la médiation interethnique et rendra les résultats légalement contraignants.

précisément, il y a six organisations non gouvernementales locales (APPK, Caritas Kosovo, MCM et CBM), et deux internationales (CSSP, Nansen Dialogue). Nous avons identifié seulement un médiateur qui ne soit pas originaire de Mitrovica et c'est la seule personne qui pratiquait la médiation au sein d'une OI de type interétatique. C'est aussi le seul répondant qui pratiquait la médiation entre les leaders locaux. Les autres participants étaient de type *grassroot* - à l'exception du cas de médiation se déroulant dans le cadre du projet « Bridging the divide » (CBM) qui impliquait des journalistes. Nous constatons un certain lien entre le type d'enjeux et le type de participants. Ainsi, le médiateur de l'OI se focalise sur les enjeux sécuritaires et travaille auprès de leaders locaux; les médiateurs de Nansen Dialogue et de la CBM traitent d'enjeux surtout identitaires avec les étudiants ou activistes (ou journalistes dans le cas du projet « Bridging the divide »). Les médiateurs de la CSSP, MCM et le médiateur indépendant pratiquent la médiation portant sur les enjeux tangibles (appartements usurpés) impliquant des citoyens ordinaires. Quant aux ONG APPK et Caritas Kosovo, toutes deux locales, travaillent auprès de groupes cibles (enfants, jeunes) dans le but de surmonter la barrière linguistique.

La quasi-totalité des répondants emploie les stratégies facilitatives de médiation, peu importe l'enjeu en question. Ce comportement des médiateurs est étroitement en lien avec les objectifs de la médiation à Mitrovica. Comme l'objectif ultime de la médiation dans cette ville est la réconciliation, il est probablement peu étonnant que les médiateurs aient avant tout recours à des stratégies dites non directives. Il s'agit de stratégies facilitant et mobilisant la communication entre les parties mais qui excluent les pressions et l'imposition de conditions. La nature de la majorité des acteurs impliqués et des enjeux concernés contribue également à justifier l'utilisation de ce type des stratégies. La primauté de l'aspect relationnel dans la médiation à Mitrovica et le rôle important que la plupart de médiateurs attribuent à la transformation des perceptions témoignent que les pratiques appliquées sur le terrain comportent plusieurs aspects de l'approche psychosociale. La terminologie utilisée par les

médiateurs, qui mentionnent des ateliers de facilitation et de résolution des conflits, de même que l'importance accordée à l'empathie, aux visions de groupes et aux stéréotypes, renforce ce lien.

CONCLUSION

Des clivages ethniques nourris par une crise économique et politique permanentes entravent d'une manière importante les processus de médiation et de réconciliation dans la région de Mitrovica. Il semble que les efforts de la communauté internationale pour construire une société tolérante et inclusive au Kosovo n'aient pas donné les résultats escomptés jusqu'à présent (il en va de même ailleurs en ex-Yougoslavie). L'échec est surtout évident dans la ville divisée de Mitrovica, où la liberté de circulation des personnes n'est pas toujours assurée dix-sept ans après la guerre malgré la présence des troupes de l'OTAN sur le terrain. L'implémentation des accords issus du processus de médiation facilité par l'Union européenne (UE) en 2013 auprès de représentants politiques de haut niveau est particulièrement difficile. Dans le but de mieux comprendre la médiation interethnique à Mitrovica, une composante du processus de réconciliation, nous avons cherché à identifier ses principales caractéristiques. Nous avons également posé l'hypothèse que la médiation à Mitrovica se centre avant tout sur la transformation des perceptions des acteurs impliqués concernant les intentions et les contraintes de l'autre camp. Cette hypothèse s'appuie sur l'approche psychosociale de la médiation. Appliquée hors de la diplomatie officielle, souvent dans les conflits ethniques au plan local, cette approche est particulièrement pertinente dans le cadre de notre recherche.

Nous avons colligé nos informations sur le terrain dans le cadre de dix entretiens individuels semi-dirigés avec des médiateurs engagés dans la médiation à Mitrovica. Ces entretiens révèlent une scène relativement diverse quant aux enjeux et acteurs impliqués. Les médiateurs rencontrés, dont quelques femmes, mènent des médiations pour tenter de régler des différends spécifiques concernant des appartements usurpés ou sécuriser un lieu, par exemple. Dans d'autres cas, l'enjeu peut être tangible,

comme par exemple l'écriture d'un article de journal commun par des journalistes des deux groupes ethniques, bien que l'objectif explicite qui accompagne ce type d'enjeu soit l'amélioration des relations entre les Serbes et les Albanais. Concrètement, il peut donc s'agir de mettre à profit les habiletés ou les intérêts communs des participants, comme dans le cas des journalistes, ou de jeunes qui participent à une formation. Les médiateurs sont presque tous issus de la région (Serbes et Albanais); ils ont toutefois en commun (sauf pour un seul des dix participants) de travailler pour des organisations internationales ou des organisations non gouvernementales, elles-mêmes fréquemment financées par des agences gouvernementales étrangères ou des organisations internationales. Ce sont d'ailleurs auprès de ces organisations que les médiateurs ont appris les techniques et stratégies de médiation dont il est question dans ce mémoire. La formation qu'ils ont reçue, relativement similaire, contribue probablement à les fédérer autour de certaines stratégies et perceptions. L'importance du changement des perceptions des parties afin d'améliorer les relations entre les groupes en conflit est revenue constamment lors des entretiens, allant ainsi dans le sens de notre hypothèse.

Selon les données recueillis sur le terrain, la médiation interethnique à Mitrovica est comprise par les médiateurs au sens large du terme. Elle inclut notamment les dialogues interethniques, les médiations organisées de manière *ad hoc*, les ateliers de médiation inspirés par les ateliers de *problem solving*, de même que des ateliers qui ne sont pas toujours basés sur la communication mais sont censés la promouvoir. Cependant, la plupart des activités décrites par les participants à la recherche sont basées sur la facilitation de la communication par la tierce partie dans le but de contribuer à la réconciliation des parties. Cela est le cas même lorsque des enjeux tangibles (comme les disputes générées par l'usurpation d'appartements) font l'objet d'une médiation. Ainsi, l'objectif de la médiation va de pair avec la méthode employée car la réconciliation se construit par une amélioration des relations entre les parties en conflits, ce qui exclut l'imposition des solutions et des mesures coercitives.

Le recours aux stratégies non-directives peut en partie être expliqué aussi par la nature des acteurs. Les participants dans les sessions de médiation à Mitrovica sont avant tout de type *grassroot*, donc moins susceptibles de s'accommoder de l'imposition des solutions que les acteurs étatiques, souvent perçus comme plus homogènes et rationnels dans la littérature sur la résolution de conflits ethniques au plan internationale. Ce sont surtout des ONG de petite taille qui commanditent la médiation à Mitrovica ; elles ne disposent généralement pas de ressources matérielles importantes pour influencer les parties d'une manière significative. Cependant, nous avons remarqué que certaines organisations/médiateurs utilisent des incitatifs matériels à Mitrovica, avant tout pour recruter des participants plutôt que pour influencer leurs perceptions lors des sessions de médiation.

Les entretiens révèlent des liens entre la nature des enjeux de la médiation, le nombre et la nature des participants dans les groupes de médiation. Ainsi, les médiations sur les enjeux identitaires se déroulent en groupes composés des participants très actifs et influents (ou jugés potentiellement influents dans l'avenir) dans leurs milieux respectifs. Ce fait peut être expliqué en partie par le désir de produire un *spill over* plus significatif mais aussi par l'indifférence, voire l'hostilité de beaucoup de citoyens « ordinaires » aux rapprochements interethniques dont nous ont parlé quelques participants. Bien qu'il soit difficile d'estimer les proportions de médiations impliquant des citoyens et des acteurs jugés influents respectivement depuis le début des années 2000, les entretiens donnent à voir que le nombre de médiations en lien avec des enjeux tangibles, avant tout les appartements usurpés, est en hausse depuis quelques années. Ce développement correspond bien sûr à un besoin réel sur le terrain mais est également lié à l'adoption de la loi sur la médiation en 2008 par le parlement kosovar. Bien que la pleine application de cette loi à Mitrovica soit entravée notamment par l'existence de deux systèmes juridiques (du Kosovo et de la Serbie), il est clair que son adoption a créé une base légale pour la résolution des disputes propriétaires par la voie de médiation. L'implantation de la CSSP en 2010, la

fondation de la MCM en 2013 et l'augmentation du nombre de médiateurs à Mitrovica Nord témoignent des effets bénéfiques de cette loi sur le développement de la médiation. L'intégration complète de système judiciaire du nord du Kosovo au système kosovar et la résolution du problème de la reconnaissance des diplômes, prévues par les accords, pourraient avoir un impact positif sur l'avenir de la médiation lorsqu'ils seront pleinement appliqués.

La durée de la période (2000-2014) concernée par notre recherche a rendu difficile l'identification de tous les acteurs qui ont été impliqués en médiation. Deux personnes n'ont par ailleurs répondu à notre invitation à partager leurs expériences à titre de médiateurs. La longueur de la période en cause a aussi pu avoir un impact sur la mémoire de nos répondants, qui composent également avec l'absence d'évaluation systématique des médiations qu'ils ont menées et la nature confidentielle de cette pratique. Ces éléments influencent forcément les conclusions que nous pouvons tirer de nos résultats.

Aussi, la nécessité de préserver l'anonymat en raison de l'exigence de confidentialité exigée par les activités de médiation et du petit nombre de participants nous a contraint à ne pas citer directement nos participants, même sous de faux nom. La demande de préserver leur anonymat a donc limité les exemples concrets de conflits, de situations et de résultats de médiations dont les médiateurs ont voulu ou ont pu parler avec nous. Couplée à la longue période en cause (certains médiateurs ont mené plusieurs dizaines d'activités de médiation au cours des dernières années), cette contrainte a pu faire en sorte que le portrait de la médiation à Mitrovica qui se dégage du mémoire soit plus homogène que la réalité du terrain. Les médiateurs parlaient souvent en termes relativement généraux, ce qui a pu avoir pour effet de limiter d'éventuelles nuances et divergences de pratiques ou de perceptions, que ce soit entre médiateurs, ou d'une médiation à l'autre pour la même personne. Cette limite potentielle ne saurait pourtant être interprétée comme un soutien à la critique selon

laquelle les méthodes de médiation inspirée de la théorie psychosociale relèveraient d'une forme de « pensée magique »; le mémoire avait avant tout pour objectif de détailler les pratiques et les objectifs des pratiquants de la médiation et non d'examiner la validité de cette critique. Si la plupart de ces derniers reconnaissent d'ailleurs les lacunes en matière de mesures « indépendantes » des résultats de la médiation, ils demeurent convaincus que leur travail fait une différence positive. Sans vouloir ni pouvoir répondre à toutes les critiques dont la théorie fait l'objet, nous avons pour notre part noté une activité sur les médias sociaux qui semble témoigner de l'impact positif des stratégies visant le changement des perceptions mises en œuvre par les médiateurs qui nous ont parlé. À titre d'exemple, nous avons remarqué l'existence de discussions en ligne respectueuses sur les enjeux municipaux menés entre les jeunes albanais et serbes, l'organisation des activités communes promouvant la réconciliation. Plusieurs photographies prises dans les cafés à Pristina postées sur les médias sociaux illustrent une ambiance décontractée, qui pourrait être le signe d'une plus grande tolérance interethnique. (On pourrait par ailleurs envisager que l'activité sur les médias sociaux soit utilisée comme une mesure des résultats de la participation à des ateliers de médiations, notamment pour les jeunes.) Nous avons également noté sur les réseaux sociaux les témoignages de plusieurs jeunes Albanais et Serbes de Mitrovica, qui ont terminé ou sont en train de suivre ensemble des cours axés sur la transformation des conflits dans quelques universités nord-américaines et européennes. Éventuellement, une nouvelle élite politique au Kosovo, plus outillée et ouverte à la coopération interethnique, pourrait émerger, peut-être en partie grâce aux activités de médiation.

Malgré leurs limites, les résultats de notre recherche permettent de constater une certaine complémentarité des approches appliquées aux niveaux local et international. Les approches locales, censées diminuer les tensions entre les groupes ethniques et rapprocher les communautés opposées en modifiant les préjugés et perceptions, pourraient à moyen ou long terme faciliter l'application sur le terrain des accords

conclus entre les élites, souvent à l'aide de mesures coercitives. Bien que certains médiateurs perçoivent une amélioration de la sécurité et l'ouverture de canaux de communication entre les ethnies au cours des dernières années, ils relèvent également une focalisation plus prononcée de la médiation à Mitrovica sur l'organisation de sessions dyadiques portant sur l'enjeu tangible des appartements usurpés. Perçu comme étant efficace pour résoudre des conflits, ce type de médiation risque toutefois moins de générer un effet de *spill over* sur la réconciliation. Ce pourrait être l'une des raisons pour lesquelles il demeure difficile d'identifier des effets bien tangibles de la médiation interethnique sur le processus de réconciliation. De plus, le contexte plus large n'est pas particulièrement favorable à ce processus. Les tensions ethniques dans toute la région (Bosnie Herzégovine, Macédoine) se sont ravivées, ce qui pourrait contribuer à envenimer les relations ethniques au Kosovo. Les préoccupations de l'UE pour des questions internes dont le Brexit et la stabilité financière de la Grèce, de même que les tensions avec la Russie, comportent également un potentiel déstabilisateur pour la fragile coexistence pacifique entre les Albanais et les Serbes au Kosovo. En raison des besoins importants et du nombre limité d'outils dédiés à faciliter la réconciliation au plan local, il y a donc fort à parier que la médiation continuera d'être utilisée à Mitrovica pour tenter de modifier les perceptions et, éventuellement, modifier les comportements hostiles entre les parties en conflit au cours des prochaines années.

APPENDICE A

QUESTIONNAIRE

I. Caractéristiques du médiateur

1. How did you become a mediator?

a. Expérience passée (incluant spécification d'intervention niveau national ou local, pays, pour ou avec quelles organisations, etc.)

b. Affiliation professionnelle (ONG, gouvernement, etc.)

c. Formation, éducation (incluant où)

Si le participant a déjà participé à d'autres médiations par le passé :

2. Of all the mediations to which you participated, which one do you remember most vividly?

2a (si la réponse n'est pas implicitement contenue dans celle donnée à la Q2)
Which one had the greatest influence on your work?

II. Caractéristiques de la médiation à Mitrovica

Si ça n'a pas été mentionné par la personne lorsqu'elle a décrit ses expériences passées :

3. Can you describe the mediation you are (have been) involved in in Mitrovica?

a. Pour ou avec quelle organisation

b. Qui a proposé d'impliquer/invité un médiateur?

b. Période de temps

c. Enjeux

d. Qui sont les parties impliquées hommes d'affaires

e. Lieu

f. Certification

III. Caractéristiques des stratégies de médiation à Mitrovica

4. What are the main difficulties/problems that you have encountered?

a. Problèmes

b. Objectifs (qui pourraient venir soit en réponse à cette question ou à la question suivante)

5. How have you tried (how are you trying) to overcome these difficulties?

a. Travailler sur les perceptions (« mirror images »), la communication; sanctions; manipulation des intérêts, etc.

b. Aspect technique (agenda; lieu de rencontre – si n'a pas été mentionné en réponse à la question 4)

6. Does it work? (ou, peut-être plus diplomatiquement) : What seems to work best so far (worked best) in this case?

a. Critères de « succès »

7. Can we compare the difficulties and strategies and solutions adopted in Mitrovica to the ones you encountered in other mediations elsewhere?

[si la personne n'a pas d'expérience ailleurs : ... to those applied elsewhere in other mediations?]

8. How would you describe the relation between the parties during the mediation process? (si terminé, ajouter) And how was it after the mediation was over?

Si ça n'a pas été abordé en réponse à la question 8, qui porte sur les résultats, on peut dire : were there more or less strong tensions, or even confrontation, screaming? What did you do then? [si la personne n'a pas déjà abordé cet aspect en réponse aux questions 6 ou 7]

9. Did you help one of the parties in one way or another, such as preparing for a meeting? [formulation à adapter selon le contexte de l'entretien; il s'agit d'explorer la perception de la neutralité dans le rôle du médiateur sans mentionner le mot et sans tomber dans le piège de demander une question théorique]

10. What do you think of the Brussels Accords, and the general peace process so far in Kosovo?

- a. Opinion about the strategies/results at the national level
- b. Opinion about the mediation strategies/results at the local level

APPENDICE B

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA MÉDIATION INTERETHNIQUE À MITROVICA

Organisation	Type et nombre approximatif de médiations	Lieu	Médiateur	Participants	Enjeux	Stratégies
OI (1 médiateur)	Dialogue interethnique (14)	Kosovo	Étranger	Leaders locaux	Sécuritaires	Non-directives
Nansen Dialogue (Norvège) (2 médiateurs)	1. Facilitation (10) 2. Facilitation (6)	Étranger	Local	Étudiants, activistes	Identitaires	Non-directives
CSSP (Allemagne) (1 médiateur)	Médiation (100)	Kosovo	Local	Citoyens	Appartements usurpés	Non-directives
MCM (Kosovo) (1 médiateur)	Médiation (10)	Kosovo	Local	Citoyens	Appartements usurpés	Non-directives
Indépendant (1 médiateur)	Médiation (100)	Kosovo	Local	Citoyens	Appartements usurpés	Non-directives
CBM (Kosovo) (2 médiateurs)	1. Facilitation (6) 2. Médiation (10)	Serbie Kosovo	Local Local	Étudiants et activistes Journalistes	Identitaires Production d'article	Non-directives Directives
APPK (Kosovo) (1 médiateur)	Facilitation (10), animation, éducation	Kosovo	Local	Enfants, adolescents, et entrepreneurs	Identitaires et économiques	Non-directives
Caritas Kosovo (Kosovo) (1 médiateur)	Facilitation (10), animation	Kosovo	Local	Enfants et jeunes	Identitaires	Non-directives

Source : Informations colligées lors d'entretiens réalisés à Mitrovica entre le 5 et 9 mai 2014 et le 6 octobre 2016.

APPENDICE C

FORMULAIRE DE CONSTEMENT

Dear Participant,

I would like to invite you to participate to an interview in the framework of my Master's thesis project entitled "Mediation Strategies in Kosovska Mitrovica/Mitrovicë" The goal of the study is to better understand how mediation conducted by third parties works at the local level in northern Kosovo.

The interview lasts approximately 45 to 60 minutes, depending on your availability. The questions pertain to the strategies employed in mediation processes that you participate to/know of in Kosovska Mitrovica/Mitrovicë, as well as your perceptions concerning their results up to this point.

To make it easier to remember what you will say, I would like to record the interview, which will be subsequently transcribed. The recording itself will not be kept after the thesis is completed. The thesis will be written in French. If you would like to receive it by email, I will be happy to send it to you as soon as it is completed.

Unless an explicit request on your part, the information imparted during the interview will remain strictly anonymous. Fictitious names will be used in the thesis or any scientific articles that will refer to the interview. You may also refuse to answer a question, or cease to participate at any time during the interview.

If you have any question concerning this project, please do not hesitate to communicate with me (kovacevic.aleksandar@courrier.uqam.ca). Should you have any questions concerning this Consent Form or the ethical dimension of the research project, please contact the thesis supervisor Professor Tania Gosselin (gosselin.tania@uqam.ca).

Thank you very much for your participation, without which the successful completion of this project would not be possible.

* * *

I agree to participate in this research and retain the right not to answer or to withdraw at any time without consequences of any kind.

Name: _____

Signature: _____

Date: _____

I would like to remain anonymous:

Name: _____

Signature: _____

BIBLIOGRAPHIE

- Allouche, B. (1994). La médiation des petits États : rétrospective et perspective. *Études internationales*, 25(2), 213-236.
- Amaral, J. (2013, juin). *Mediating Among the Elites and the Grassroots: Explaining differential Community support in the Good Friday Agreement and the Annan plan referendums*. Communication présentée à la conférence de British International Studies Association (BISA) à Birmingham les 20 et 21 juin 2013. Birmingham: BISA. Récupéré le 15 mai 2014 de http://www.gpsg.org.uk/wpcontent/uploads/2014/11/Working_Paper_17.pdf
- Amnesty International. (2016). *Serbie 2015/2016*. Récupéré le 21 novembre 2016 de <https://www.amnesty.org/fr/countries/europe-and-central-asia/serbia/report-serbia/>
- Bar-Tal, D., Chernyak-Hai, L., Schori, N. et Gundar, A. (2009). A sense of self-perceived collective victimhood in intractable conflicts. *International Review of the Red Cross*, 91(874), 229-258. <http://doi:10.1017/S1816383109990221>
- Beardsley, K.C., Quinn, D.M., Biswas, B. et Wilkenfeld, J. (2006). Mediation Style and Crisis Outcomes. *The Journal of Conflict Resolution*, 50(1), 58-86.
- Bercovitch, J. (1997). Mediation in International Conflict: An Overview of Theory, A Review of Practice. Dans W. Zartman et J. L. Rasmussen (dir.), *Peacemaking in International Conflict : Methods and Techniques*, (1^{er} éd., p. 125-154). Washington DC, États-Unis : United States Institute of Peace Press.
- Bercovitch, J. (2003). Managing Internationalized Ethnic Conflict. *World Affairs*, 166(1), 56-68.
- Bercovitch, J. et Houston, A. (2000). Why Do They Do It like This? An Analysis of the Factors Influencing Mediation Behavior in International Conflicts. *The Journal of Conflict Resolution*, 44(2), 170-202.
- Bercovitch, J. et Lee, S.-M. (2003). Mediating International Conflicts: Examining the Effectiveness of Directive Strategies. *The International Journal of Peace Studies*, 8(1), 1-19.

- Bercovitch, J., Kremenyuk, V. et Zartman, W. (2009). The Nature of Conflict and Conflict Resolution. [Introduction]. Dans J. Bercovitch, V. Kremenyuk et W. Zartman (dir.), *The SAGE Handbook of Conflict Resolution* (2^e éd., p. 1-11). Thousand Oaks : SAGE Publishing.
- Braem, Y. (2004). Mitrovica/Mitrovicë : Géopolitique urbaine et présence internationale. *Balkanologie*, 8(1), 73-104.
- Broome, B.J. (2009). Building Relational Empathy Through an Interactive Design Process. Dans D. J. D. Sandole, S.S. Byrne, I. Sandole-Staroste et J. Senehi (dir.), *Handbook of conflict analysis and resolution*, (p. 184-201). New York : Routledge.
- Bryn, S. [s.d.]. Nansen Center for Peace and Dialogue. *Inter-ethnic dialogue between Serbs and Albanians in Serbia/Kosovo 1996-2008*. Récupéré de <http://peace.no/wp-content/uploads/2013/09/interethnic-dialogue.pdf>
- Burton, J. (1998). Conflict Resolution: The Human Dimension. *The International Journal of Peace Studies*, 3(1). Récupéré le 20 mars 2015 de http://www.gmu.edu/programs/icar/ijps/vol3_1/burton.htm
- Carvajal, D. (2011, 24 octobre). In Kosovo, Smuggling Fosters Unusual Ethnic Cooperation. *The New York Times*. Récupéré le 1 juillet 2017 de <http://www.nytimes.com/2011/10/24/world/europe/in-balkans-smuggling-forges-a-rare-unity.html>
- Chataway, C. (2004). Assessing the Social Psychological Support for Kelman's Interactive Problem-Solving Workshops. Dans A.H. Eagly, R.M. Baron, V.L. Hamilton (dir.), *The Social Psychology of Group Identity and Social Conflict: Theory, Application, and Practice*, (1^{er} éd., p. 213-225). Washington : American Psychological Association.
- Cour internationale de Justice. (2010, 22 juillet). *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo*. Avis consultatif no 2010/25 [Communiqué de presse]. Récupéré le 18 mars 2015 de <http://www.icj-cij.org/docket/files/141/16013.pdf>
- Crawford, N.C. (2000). The Passion of World Politics: Propositions on Emotion and Emotional Relationships. *International Security*, 24(4), 116-156.

- D'Estrée, T.P. et Colby, B.G. (2004). *Developping the Framework*. [Chapitre de livre]. Dans *Braving the Currents. Evaluating Environmental Conflict Resolution in the River Bassins of the American West*, (1^{er} éd., p. 1-55). Boston : Kluwer Academic Publishers.
- David, C.P. (1999). Visions constructivistes et réalistes de la consolidation de la paix en Bosnie ou Quand Alice au pays des merveilles rencontre le monstre de Frankenstein. *Revue française de science politique*, 49(4), 545-572.
- David, C.P. (2006). *La guerre et la paix* (2^e éd.). Paris : Presses de Sciences Po.
- Deas, J. (2013, juillet). *Le Brésil et le processus de paix israélo-palestinien : ambition(s), stratégie(s) et obstacle(s)*. Communication présentée au Congrès de l'Association française de science politique (AFSP) à Paris le 7 juillet 2013. Paris : APA. Récupéré le 24 avril 2015 de <http://www.afsp.info/congres2013/st/st49/st49deas2.pdf>
- Demirdöğen, U. (2011). A Social-Psychological Approach To Conflict Resolution: Interactive Problem Solving. *International Journal of Social Inquiry*, 4(1), 215-227.
- De Carlo, L. (2004). Dispositifs de médiation et facilitation en négociations complexes: un regard en termes de dynamiques de groupes. *Négociations*, 2(2), 91-109.
- De Kock, M. (2008). *Martti Ahtisaari's mediation in the Kosovo status conflict. Explaining a Mission Impossible*. (Mémoire de maîtrise). Université d'Amsterdam. Récupéré de l'archive de publications électroniques de l'UVA: <http://dare.uva.nl/document/121009>
- De Rouen, K. et Bercovitch, J. (2012). Trends in civil War mediation. [Résumé]. Dans *Peace and Conflict 2012* (p. 22). University of Maryland : Center for International Development and Conflict Management. Récupéré le 22 avril 2014 de https://cidcm.umd.edu/sites/cidcm.umd.edu/files/exec_sum_2012.pdf
- Dérens, J-A. (2004). Les Balkans, « trou noir » de l'Europe? *Études*, 401(3), 169-179.
- Diaz, J. (2008, juillet). *Integrative Mediation: a « Bottom-up Approach » to Peacebuilding*. Document présenté à la 21^e conférence annuelle de l'Association internationale de la gestion des conflits (IACM) à Bruxelles le 4 juillet 2008. Bruxelles : International Association for Conflict Management. <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.1298574>

- Dieckhoff, M. (2011). La médiation internationale dans la résolution des conflits : un regard théorique, *Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM)*, 6, 1-14. Récupéré le 12 janvier 2013 de <http://www.irsem.defense.gouv.fr/spip.php?article74>
- Dilts, A. D. et Ahmad, K. (1990). The Effect of Mediator's Qualities and Strategies on Mediation Outcomes. *Industrial Relations*, 45(1), 22-37.
- Doli, D et Korenica, F. (2013). The Consociational System of Democracy in Kosovo: Questioning Ethnic Minorities' Special Status in Kosovo's Constitutional Regime. *International Journal of Public Administration*, 36(9), 601-613.
- Economides, S. et Ker-Lindsay, J. (2015). Pre-accession europeanization: The case of Serbia and Kosovo. *Journal of Common Market Studies (JCMS)*, 53(5), 1027-1044.
- European Stability Initiative. (2004a, février). *A post-industrial future? Economy and society in Mitrovica and Zvecan*. Document présenté à la conférence de Wilton parc le 1^{er} février 2004. Récupéré le 21 mars 2014 de http://www.esiweb.org/pdf/esi_document_id_61.pdf
- European Stability Initiative. (2004b, février). *Narod ili teritorija. Predlog za napredak u Mitrovici*. Berlin : European stability initiative. Récupéré le 21 mars 2014 de http://www.esiweb.org/index.php?lang=yu&id=156&document_ID=52
- Fischer, M. et Petrovic-Ziemer, L. (2013). *Dealing with the Past and Peacebuilding in the Western Balkans*. (Rapport no 36). Initiatives for Peacebuilding and Transitional Justice in Bosnia-Herzegovina, Serbia and Croatia. Berlin: Berghof Foundation. Récupéré le 16 avril 2014 de <http://www.berghoffoundation.org/fileadmin/redaktion/Publications/Papers/Reports/br18e.pdf>
- Fisher, R. J. (1997). Interactive Conflict Resolution. Dans W. Zartman et J. L. Rasmussen (dir.), *Peacemaking in International Conflict : Methods and Techniques* (1^{er} éd., p. 239-272). Washington : United States Institute of Peace Press.
- Fisher, R.J. et Keashley, L. (1991). The Potential Complementarity of Mediation and Consultation within a Contingency Model of Third Party Intervention. *Journal of Peace Research*, 128(1), 29-42.

- Frazier, D.V. (2005). *Patterns of Third Party and Disputant Initiated Mediation in Militarized Interstate Disputes, 1946-1992*. (Thèse de doctorat). University of Arizona. Récupéré de l'archive de publications électroniques de l'Université d'Arizona de <http://hdl.handle.net/10150/280606>
- Freedom House. (2016). *Country report. Kosovo*. Récupéré le 16 décembre 2016 de <https://freedomhouse.org/report/nations-transit/2016/kosovo>
- Freeman, L.J. et Fisher, R.J. (2012). Comparing a Problem-Solving Workshop to a Conflict Assessment Framework: Conflict Analysis Versus Conflict Assessment in Practice. *Journal of Peacebuilding and Development*, 7(1), 66-80. <http://dx.doi.org/10.1080/15423166.2012.719358>
- Gallucci, G. (2011). *The Ahtisaari plan and north Kosovo*. Récupéré le 8 août 2013 de http://www.transconflict.com/10/wpcontent/uploads/2011/11/PolicyPaper_AhtisaariPlanNorthKosovo.pdf
- Gamblin, G. (2007). *Équipes de paix dans les Balkans (EpB) – activités*. Récupéré le 11 janvier 2014 de http://www.irenees.net/bdf_fiche-experience-694_fr.html
- Gjeloshaj, K. et Waele J. M. (2000). La République d'Albanie et la question du Kosovo. *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, 29, 1-22. Récupéré le 18 mars 2014 de: <http://cemoti.revues.org/621>
- Glamotchak, M. (2010). Les relations Russie-Serbie: L'âme slave à l'épreuve de l'énergie. *L'Homme*, 3(1), 193-224. Récupéré le 10 février 2014 de <https://www.cairn.info/revue-oultre-terre1-2011-1-page-103.htm>
- Gow, J. (1997). *Triumph of the Lack of Will: International Diplomacy and the Yugoslav War*. New York : Columbia University Press.
- Haixia, Q. (2007). A Comparison of the Effectiveness of International Conflict Mediation Strategies. *Chinese Journal of International Politics*, 1(4), 589-622.
- Hale, H. (2004). Explaining Ethnicity. *Comparative Political Studies*, 37(4), 458-485.
- Helsinki odbor za ljudska prava u Srbiji. (2008). *Zaboravljeni svet-enklave na Kosovu*. [Rapport]. Belgrade : Helsinski odbor za ljudska prava u Srbiji. Récupéré de <http://www.helsinki.org.rs/serbian/doc/HO%20Izvestaj%20KOSOVO%20enklave.pdf>

- Hiltrop, J. M. (1985). Mediator Behavior and the Settlement of Collective Bargaining Disputes in Britain. *Journal of Social Issues*, 41(2), 83–99.
- Hofmann, C. et Schneckener, U. (2011). Engaging non-state armed actors in state and peace-building: options and strategies. *International Review of The Red Cross*, 93(833), 1-19. doi:10.1017/S1816383112000148
- Hushagen, A. et Vik, I. (2003). *The Western Balkans: Community Based Peacebuilding*. Norwegian Resource Bank for Democracy and Human Rights (NORDEM). [Rapprot 13/2003]. Oslo : NORDEM. Récupéré le 18 août 2014 de <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/untc/unpan014967.pdf>
- Institut canadien des résolutions des conflits (ICRC). (s.d.). *Bosnie-Herzégovine*. Récupéré le 7 juillet 2017 de <http://www.cicr-icrc.ca/fr/internationale/bosnie-et-herzegovine.html>
- International Crisis Group. (2012, 2 février). *Kosovo and Serbia: A Little Goodwill Could Go a Long Way*. [Rapport 215]. Belgrade : International Crisis Group. Récupéré le 16 août 2014 de <https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/balkans/kosovo/kosovo-and-serbia-little-goodwill-could-go-long-way>
- Organisation internationale pour les migrations. (2008). *Albania and Kosovo*. Récupéré le 22 mars 2014 de http://unitedkingdom.iom.int/sites/default/files/doc/mapping/IOM_ALBANIA.pdf
- Jardin, S. et Tratnjek, B. (2007). *Violences, sport et processus de réconciliation au Kosovo: analyse des actions humanitaires dans la ville de Mitrovica*. Archive ouverte en Sciences de l'Homme et de la Société. Rennes : Éditions du Conseil de l'Europe. Récupéré de <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00485904>
- Jervis, R. (1976). The Influence of Desires and Fears on Perceptions. Dans *Perception and Misperception in International Politics* (p. 356-381). New Jersey : Princeton University Press.
- Jervis, R., Lebow, N.R. et Stein, G.J. (1985). *Psychology and Deterrence*, (1^{er} ed., p. 1-34). Baltimore : Johns Hopkins University Press.
- Judah, T. (2002). History War by Other Means. Dans *Kosovo: War and Revenge*, New Heaven et London, (2^e éd., p. 1-33). New Heaven et London : Yale University Press

- Kaufman, S. et Duncan, G.T. (1992). A Formal Framework for Mediator Mechanisms and Motivations. *The Journal of Conflict Resolution*, 36(4), 688-708.
- Kelman, H.C. (1990). Interactive Problem-Solving: A Social-Psychological Approach to Conflict Resolution. Dans J. Burton et F. Duke (dir.) *Conflict: Reading in Management and Resolution*, (p. 199-215). New York : St. Martin's Press.
- Kelman, H.C. (2007). Social-psychological dimensions of international conflict. Dans W. Zartman et al. (dir.), *Peacemaking in International Conflict : Methods and Techniques*, (p. 61-107). Washington : United States Institute of Peace Press.
- Kelman, H.C. (2009). A social-psychological approach to conflict analysis and Resolution. Dans D.J.D. Sandole, S.S. Byrne, I. Sandole-Staroste et J. Senehi (dir.), *Handbook of Conflict Analysis and Resolution* (p. 170-183). London et New York : Routledge.
- Kelman, H.C. (2010). Conflict Resolution and Reconciliation: A Social-Psychological Perspective on Ending Violent Conflict Between Identity Groups. *Landscapes of Violence*, 1(1), 1-9.
- Kelman, H.C. (2015). The Development of Interactive Problem Solving: in John Burton's Footsteps. *Political Psychology*, 36(2), 243-262. doi: 10.1111/pops.12265
- Kirschner, S.A. (2009). *Families and Foes: Ethnic Civil War Duration*. (Thèse de Doctorat). University of Michigan. (p. 1- 46). Récupéré le 22 juillet 2013 de https://deepblue.lib.umich.edu/bitstream/handle/2027.42/63724/shannak_1.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- Kleiboer, M. (1996). Understanding Success and Failure of International Mediation. *The Journal of Conflict Resolution*, 40(2), 360-389.
- Krasniqi, G. (2014, 30 janvier). North Kosovo – New Reality, Old Problems. [Billet de blogue]. Récupéré le 2 février 2014 de *Citizenship in Southeast Europe* <http://www.citsee.eu/blog/north-kosovo-new-reality-old-problems>
- Lansford, T. (2015). *Political Handbook of the World 2015*, (p. 801), New York : CQ Press.

- Lanz, D. et Gasser, R. (2013, février). *A Crowded Field: Competition and Coordination in International Peace Mediation*. Pretoria : Center for Mediation in Africa. Récupéré le 6 juillet 2015 de http://www.up.ac.za/media/shared/237/PDFs/International%20conference%202015/2.-lanz-gasser-mediation-crowded-field_pretoria-conference-ju.zp58695.pdf
- Lazaro, M. C. L. (2003). Effectiveness of International Mediation : The Current Debate. *Revista colombiana de derecho internacional*, 2(1), 319-341.
- Lefranc, S. (2007). Convertir le grand nombre à la paix... Une ingénierie internationale de pacification. *Politix*, 4(80), p. 7-29. doi : 10.3917/pox.080.0007
- Le Monde.fr avec AFP. (2013, 17 novembre). Kosovo : municipales renouvelées à Mitrovica pour les Serbes sous haute surveillance. *Le Monde*. Récupéré le 20 novembre 2013 de http://www.lemonde.fr/europe/article/2013/11/17/kosovo-municipales-renouvelees-amitrovica-pour-les-serbes-sous-haute-surveillance_3515168_3214.html.
- Maiese, M. (2003). *Problem-Solving Workshops*. Récupéré de <http://www.beyondintractability.org/essay/problem-solving-workshops>
- Malcolm, N. (1998). Kosovo After the Death of Tito: 1981-1997. Dans *Kosovo: A Short History*, London, (1^e éd., p. 334-356). London : MacMillan.
- Mearsheimer, J. J. (2000). The Case for Partitioning Kosovo. Dans T.D. Carpenter (dir.), *NATO's Empty Victory*, (p. 133-138). Washington : Cato Institute.
- Melin, M. M. (2013). When States Mediate. *Penn State Journal of Law and International Affairs*, 2(1), 78-182.
- Mellin, M. et Svensson, I. (2009). Incentives for Talking. Accepting Mediation in International and Civil War. *International Interactions*, 35(3), 249-271.
- Merlin, J-P. (2013, 2 juillet). *L'Accord de Bruxelles et la reconnaissance d'État*. Paris : Centre de recherche internationale. Récupéré le 4 avril 2014 de http://www.cri-irc.org/v4/images/Merlin_L_Accord_de_Bruxelles_et_la_reconnaissance_d_Etat.pdf
- Mertus, J. (1999). *Kosovo: How Myths and Truths Started a War*. Berkeley, Los Angeles et London : University of California Press.

- Metcalf, C. (2008). Resolution of Patent and Technology Disputes by Arbitration and Mediation: A View from the United States. *The International Journal of Arbitration, Mediation and Dispute Management*, 74(4), 385-394.
- Milosevic, V. (2004, 11 novembre). Medijacija u Srbiji. *Vreme*, 723. Récupéré le 7 juillet 2017 de <http://www.vreme.com/cms/view.php?id=396167>
- Moore, C. (2003). Approaches to Managing and Resolving Conflict. Dans *The Mediation Process: Practical Strategies for Resolving Conflict* (3^e ed., p. 3-43). San Francisco : Jossey-Bass Publishers.
- Montville, J. (2006). Reconciliation as Realpolitik: Facing the Brudens of History in Political Conflict Resolution. Dans D. Rothbart et K. Valentinovna (dir.), *Identity, Morality, and Threat: Studies in Violent Conflict* (2^e éd. p. 318-333). Plymouth : Lexington Books.
- National Democratic Institute. (2014, février). *Kosovar Attitudes on the 2013 Brussels Agreement between Kosovo and Serbia*. [Recherche sur l'opinion publique]. Récupéré de <https://www.ndi.org/files/NDI-Kosovo-Feb-2014-Public-Opinion-Research-on-Brussels-Agreement.pdf>
- Nations unies. Conseil de sécurité. (2007, 26 mars). *Letter dated 10 December 2007 from the Secretary-General to the President of the Security Council*. [Communiqué]. S/2007/723. Récupéré le 19 juin 2015 de <http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/Kosovo%20S2007%20723.pdf>
- Natsios, S.A. (1997). An NGO perspective. Dans W. Zartman et J. L. Rasmussen (dir.), *Peacemaking in International Conflict : Methods and Techniques*, (1^{ère} éd., p. 337-361). Washington, États-Unis : United States Institute of Peace Press.
- Noel, S. (2009). Democratic and Legal Obstacles to Mediator-imposed Peace Plans, *Ethnopolitics*, 8(2), 239-242. doi: 10.1080/17449050902908720
- Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe [OSCE]. Conflict Prevention Center. (s.d.). ODIHR/CPSRI Dialogue Facilitation on Roma IDP Return in Mitrovica. Dans De Heather (dir.), *Mediation and Dialogue Facilitation in the OSCE* (p.101-104). Récupéré le 14 juillet 2016 de www.osce.org/secretariat/126646?download=true

- Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. (2013). *Municipal profiles. Mitrovicë/Mitrovica*. Récupéré le 14 juillet 2016 de https://www.ecoi.net/file_upload/3256_1366725543_2013-01-kos-mitrovicy.pdf
- Paffenholz, T. (2009). *Summary of Results for a Comparative Research Project: Civil Society and Peacebuilding*. The Center on Conflict, Development and Peacebuilding. Genève : Institut de hautes études internationales et du développement. Récupéré de https://www.sfcg.org/events/pdf/CCDP_Working_Paper_4-1%20a.pdf
- Parver, C. et Wolf, R. (2008). Civil Society's Involvement in Post-Conflict Peacebuilding. *International Journal of Legal Information*, 36(1), 51-79.
- Pax Christi International. (2004, 4 mars). *Report of the Youth and Peace Education Network of Pax Christi International 2000-2004* (CPY06E05). Bruxelles : G. Van der Haar et B. Schennink.
- Pescanik. (2011, 19 septembre). *Savremena istorija Kosova*. Récupéré de <http://pescanik.net/savremena-istorija-kosova/>
- Petrovic-Stojanovic, J. (2017, 20 février). Albancima na Kosovu redovno stižu srpske penzije. *Politika*. Récupéré le 2 juillet 2017 de <http://www.politika.rs/sr/clanak/374697/Albancima-na-Kosovu-redovno-stizu-srpske-penzije>
- Pospieszna, P. et Schneider, G. (2011, septembre). *Power Sharing Provisions and Long-Term Success of Mediation in Internal Conflicts*. Communication présentée au Congrès annuel de l'American Political Science Association (APSA), à Seattle, du 1 au 4 septembre 2011 (p. 1-27). Washington : APSA.
- Prelec, M. et Rashiti, N. (19 mars 2015). *Serb Integration in Kosovo After the Brussels Agreement*. (Rapport de Balkan Policy Research Group). Récupéré le 4 juin 2016 de https://www.academia.edu/17310893/Serb_Integration_in_Kosovo_After_the_Brussels_Agreement
- Radio Serbie internationale. (2013). *L'OSCE aidera l'organisation des élections locales au Kosovo-Métochie*. Récupéré le 4 avril 2014 de <http://voiceofserbia.org/fr/content/gaon-l'osce-aideral'organisation-des-élections-locales-au-kosovo-métochie>

- Ramet, S.P. (1995). Religious and Ethnic Currents. Serb-Albanian Tensions in Kosovo. Dans *Social Currents in Eastern Europe. The Sources and Consequences of the Great Transformation*, (2^e éd., p. 196-219). Durham et London : Duke University Press.
- Richmond, O.P. (2001). Rethinking Conflict Resolution: The Linkage Problematic Between « Track I » and « Track II ». *The Journal of Conflict Studies*, 21(2), 1-19.
- Ropers, N. (1995). *Structures, Processes, and Strategies Peaceful for the Constructive Regulation of Ethnopolitical Conflicts Intervention* (Berghof Report no 1). Berlin : Berghof Forschungszentrum für konstruktive Konfliktbearbeitung. Récupéré le 19 septembre 2013 de <http://www.berghof-foundation.org/fileadmin/redaktion/Publications/Papers/Reports/br1e.pdf>
- Rosière, S. (2005). Nettoyage ethnique, violences politiques et peuplement. *Revue Géographique de l'Est*, 45(1), 5-12.
- Ross, M.H. (2000). Creating the Conditions for Peacemaking: Theories of Practice in Ethnic Conflict Resolution, *Ethnic and Racial Studies*, 23(6), 1002-1034. doi :10.1080/014198700750018397
- Rouhana, N.N. et Bar-Tal, D. (1998). Psychological dynamics of intractable ethnonational conflicts. The Israeli-Palestinian case. *American psychologist*, 53(7), 761-770.
- Roux, M. (2005). Le Kosovo en voie d'homogénéisation : quelle est la part du « nettoyage ethnique » ? *Revue Géographique de l'Est*, 45(1), 23-33.
- Sekulic, D., Massey G. et Hodson, R. (1994). Who Were the Yugoslavs? Failed Sources of a Common Identity in the Former Yugoslavia. *American sociological review*, 59(1), 83-97.
- Sénat. République française. Groupe France-Balkans occidentaux. (2013, septembre). *Serbie et Kosovo: l'ambiguïté constructive. Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France-Balkans occidentaux en Serbie et au Kosovo du 16 au 20 septembre 2013*. [GA no 2013-14]. Récupéré le 24 juin 2014 de http://www.senat.fr/fileadmin/Fichiers/Images/relation_internationales/GROUPES_d_amitie/Compte_rendu_mission_Kosovo_Serbie_septembre_2013.pdf
- Sénat. (2013, décembre). *Perspective européenne de la Serbie*. Récupéré le 24 juin 2014 de <http://www.senat.fr/rap/r13-211/r13-2112.html>

- Service européen pour l'action extérieure. (2013). *La Serbie et le Kosovo concluent un accord historique*. Récupéré le 15 juillet 2013 de http://eeas.europa.eu/top_stories/2013/190413__eufacilitated_dialogue_fr.htm
- Seymour, C. (2003). *Social psychological dimensions of conflict*. Beyond intractability. Récupéré de <http://www.beyondintractability.org/essay/social-psychological>
- Schweitzer, C. (2009). *Strategies of intervention in protracted violent conflicts by civil society actors: the example of interventions in the violent conflicts in the area of Former Yugoslavia, 1990-2002*. (Thèse de doctorat). Université de Coventry. Récupéré de <http://www.ifgk.de/fileadmin/ifgk/CSchweitzerThesisYU-final.pdf>
- Slaveski, S., Bakreski, O. et Nikoloski Z. (2012). *Negotiation and Implementation of the Ohrid Framework Agreement and the Future of the Macedonian State*. Récupéré le 5 septembre 2013 de <http://www.globalpolitician.com/print.asp?id=7322>
- South East European Studies at Oxford [SEESOX] et Global Strategy Forum. (2014, 4 février). Séminaire *Serbia/Kosovo. The Brussels Agreements and Beyond*. Récupéré le 3 mai 2016 de <https://www.sant.ox.ac.uk/sites/default/files/serbiakosovoworkshopreport.pdf>
- Svensson, I. (2009). *The Nagorno-Karabakh Conflict. Lessons from the Mediation Efforts*. [Rapport]. London : Initiative for Peace Building. Récupéré le 13 juin 2013 de http://www.ifp-ew.eu/pdf/Nagorno_Karabakh_conflict_mediation_efforts.pdf
- Tenenbaum, C. (2011). *Problem Solving Workshops : les stratégies alternatives de pacification des universitaires-praticiens*. Communication présentée au Congrès annuel de l'Association française de science politique (AFSP), à Strasbourg, du 31 août au 2 septembre 2011(p. 1-30). Strasbourg : AFSP. Récupéré le 11 juin 2013 de http://www.afsp.info/congres2011/sections_thematiques/st4/st4tenenbaum.pdf
- Touval, S. (1996). Coercive Mediation on the Road to Dayton. Negotiations in the Former Soviet Union and the Former Yugoslavia. *International négociation*. 1(3), 547-570. doi :10.1163/157180696X00214
- Touval, S. (2002). *Mediation in the Yugoslav Wars: The Critical Years 1990-95*, (227 p.). Basingstoke : Palgrave Macmillan.

- Transparency International. (2014, 30 mars). *Kosovo : Overview of Political Corruption*. Récupéré le 24 juin 2015 de http://www.transparency.org/whatwedo/answer/kosovo_overview_of_political_corruption
- Tratnjek, B. (2006). Le nettoyage ethnique à Mitrovica : interprétation géographique d'un mouvement double. *Bulletin de l'Association de Géographes français*, 12(4), 433-447.
- Tratnjek, B. (2010, décembre). *Du « quartier-territoire » aux « nouveaux territoires » : l'inscription territoriale dans les villes en guerre*. Communication présentée à la 2^{ème} Rencontre du territoire : Les territoires, acteurs du changement (TTT 2010) à Strasbourg, du 7 au 8 décembre 2010. Récupéré de l'Archive ouverte en Sciences de l'Homme et de la Société de <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00650718>
- Troebst, S. (1998). *Conflict in Kosovo: Failure of Prevention? An Analytical Documentation, 1992-1998*. Flensburg : European Centre for Minority Issues. Récupéré le 9 août 2013 de http://edoc.vifapol.de/opus/volltexte/2009/1882/pdf/working_paper_1.pdf
- Union européenne. (2015, 30 novembre). *Document d'adhésion*. (CONF-RS 1/14). Récupéré de <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/AD-12-2015-INIT/fr/pdf>
- United States Institute of Peace. *Guide for Participants in Peace, Stability, and Relief Operations*. Récupéré le 14 juin 2016 de <http://www.usip.org/node/5656>
- Vathi, Z. et Black, R. (2007). *Migration and Poverty Reduction in Kosovo*. Brighton : Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty. Récupéré le 30 juillet 2016 de http://www.migrationdrc.org/publications/working_papers/WP-C12.pdf
- Vickers, M. (1998). Preface and acknowledgements. Dans *Between Serb and Albanian. A History of Kosovo*, (1^{er} éd., p. XI-XIV). New York : Columbia University Press.
- Wallis, J. (2013). Nation-building, autonomy arrangements, and deferred referendums: Unresolved questions from Bougainville, Papua New Guinea. *Nationalism and ethnic politics*, 19(3), 310-332.
- Woehrel, S. (2013, 7 mai). *Kosovo: Current Issues and U.S. Policy*. (Rapport no RS21721) Washington : Congressional Research Service. Récupéré le 22 juin 2016 de <https://fas.org/sgp/crs/row/RS21721.pdf>

- Wolff, S. (2009, juin). *The Regional and International Regulation of Ethnic Conflict Patterns of Success and Failure*. Communication présentée pour le 6^{ème} Asia Europe Roundtable on « Minority Conflicts – Towards an ASEM Framework for Conflict Management » à Derry et Letterkenny du 10 au 12 juin 2009. Récupéré de http://www.fesasia.org/media/publication/Regional%20and%20International%20Conflict%20Regulation_Wolff.pdf
- Wolff, S. (2003). The Limits of Non-Military International Intervention: A Case Study of the Kosovo Conflict. Dans F. Bieber et Z. Daskalovski (dir.), *Understanding the war in Kosovo*, (p. 147-183). New York : Routledge.
- Zannier, L. (2013, 15 juillet). *Mediation in the OSCE*. Communication présentée à la conférence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe à Bucharest le 15 juillet 2013. Récupéré le 13 juin 2015 de <http://www.osce.org/sg/103723?download=true>
- Zartman, W. (2001). The Timing of Peace Initiatives: Hurting Stalemates and Ripe Moments. *The Global Review of Ethnopolitics*, 1(1), 8-18.
- Zartman, W. et Touval, S. (1996). International Mediation in the Post-Cold War Era. Dans C. Crocker, F. Hampson et P. Aall. *Managing Global Chaos* (dir), (p. 445-461). Washington, DC : United States Institute of Peace Press.
- Zdravkovic, H. (2005). The vernacular discourses of historical victimage of Kosovo Serbs and Albanians. *Balkanica*, (36), 83-112.